

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE
DROIT DE DÉSHÉRENCE

ÉTUDE HISTORIQUE, JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

ÉDOUARD TASSAIN

SURNUMÉRAIRE DE L'ENREGISTREMENT A PARIS

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE DE L'ENREGISTREMENT

17, RUE BOIS-LE-VENT, 17

1897

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LE
DROIT DE DÉSHÉRENCE

ÉTUDE HISTORIQUE, JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 22 mars 1897

PAR

EDOUARD TASSAIN

SURNUMÉRAIRE DE L'ENREGISTREMENT A PARIS



Président : M. WEISS, professeur.

Suffragants : { *MM. BOISTEL, professeur.*
DESCHAMPS, agrégé.

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE DE L'ENREGISTREMENT

17, RUE BOIS-LE-VENT, 17

1897

A MES PARENTS

A MON ONCLE MAGUÉRO

A MON ONCLE TASSAIN

DU DROIT DE DÉSHÉRENCE

PREMIÈRE PARTIE

DROIT ROMAIN

C'est par une lente évolution, comme toutes les institutions sociales, que la propriété individuelle s'est formée et est arrivée à l'état où nous la voyons aujourd'hui. A l'origine de toute société, la propriété n'existe pour ainsi dire pas : tout appartient à tous. Puis apparaît le régime pastoral qui entraîne une certaine appropriation individuelle du sol, temporaire toutefois. Sous le régime agricole le clan ou la tribu s'attribue privativement une portion du territoire, mais la propriété est collective entre les membres de la tribu. Plus tard cette tribu se divise en familles : dès lors la communauté n'existe plus que dans chaque famille. Enfin apparaît la propriété individuelle.

Le régime de la propriété a donc toujours évolué suivant la loi des groupements sociaux. Constitués d'abord en *groupes* sous l'autorité d'un chef, les individus ne possèdent rien en propre et c'est à la collectivité qu'appartient

la propriété des biens. C'est de ce groupe unique qu'est sortie la société actuelle comme l'être vivant de la cellule initiale, la multiplicité des organes s'étendant à mesure que se développait l'humanité.

Le groupe s'est fractionné en tribus, celles-ci se sont subdivisées en familles. Peu à peu ces blocs primitifs se sont eux-mêmes désagrégés et l'individu, enfin affranchi, a pu se mouvoir et commencer à vivre d'une vie propre au sein de la communauté familiale.

L'affranchissement des biens a suivi une marche parallèle à celui des personnes ; dès le jour où l'individu remplaça la famille comme dernière unité sociale, la propriété individuelle apparut.

Sans remonter aux origines de la race aryenne, où la propriété collective était la règle, nous voyons que les Germains, d'après Tacite, considéraient le patrimoine familial comme une propriété indivise entre les membres de la famille ; en Grèce certaines cités présentent des traces de l'état primitif (1) ; et dans notre ancien droit, le retrait lignager n'est qu'un vestige de la théorie communiste (2).

Tel fut aussi à Rome le premier état de la propriété.

(1) Gautier, *Histoire du droit*. — L'État était même considéré en Grèce comme étant le maître des biens des particuliers ; et à Sparte, Lycurgue ne croit point outrepasser ses droits de législateur en procédant au partage des biens des citoyens.

(2) A l'époque actuelle la propriété collective existe encore non seulement chez la plupart des peuplades sauvages, mais encore dans quelques pays civilisés, notamment dans certaines parties de la Serbie et de la Slavonie (Lubbock, *Les origines de la Civilisation*, 3^e éd., trad. Barbier, 1881, p. 451).

Dans diverses parties de la Russie, la propriété individuelle est temporaire, et fait, après un certain laps de temps, retour à la masse en vue d'une nouvelle répartition (Maine, *Ancient law*, p. 267).

Dans la Nouvelle-Zélande, il y a trois sortes de propriétaires fonciers : la

D'après Denys d'Halicarnasse, Romulus divisa en dix curies ou *phratries* chacune des trois tribus ou *phyles* qui composaient la population de la Ville, et partagea le territoire en trente lots : il assigna par la voie du sort un de ces lots à chaque curie, après avoir réservé une part pour les frais du culte et une autre pour le domaine public (*Antiq. Rom.*). — Varron constate la même tradition (*De lingua latind*).

C'est seulement plus tard que Numa attribua à chaque citoyen une partie du terrain commun. Ensuite, lorsque Rome s'agrandit par la conquête, l'*ager publicus* prit une immense extension, et l'Etat donna à ferme une partie de ces terres conquises, en concéda une autre partie ; mais cette répartition n'eut pas pour effet de conférer à chaque citoyen une propriété absolument entière et exclusive : l'idée que la propriété appartient au groupe, au corps social, à l'Etat, persista, et il fut longtemps admis à Rome que toute propriété individuelle n'était qu'une *concession* de l'Etat qui conservait sur tous les biens une sorte de *domaine éminent*.

Etant donnée cette conception de la propriété, il eût paru tout naturel que dès l'origine, et même surtout à l'origine, les biens en déshérence fissent retour à l'Etat : le concessionnaire étant décédé sans héritiers, le concédant, l'Etat, recouvrait la libre disposition de sa chose. Ce ne fut cependant pas l'idée qui prévalut d'abord en droit romain comme on le verra plus loin.

tribu, la famille et l'individu (Taylor, *New Zealand and its inhabitants*, p. 384).

On peut consulter à ce sujet le très savant ouvrage de M. E. de Laveleye : *De la propriété et de ses formes primitives*.

Dans le dernier état du droit, la loi 4 au Code (*de bonis vacantibus*) attribue tous les biens vacants (1) à l'Etat qui recueille aussi en vertu de son droit de souveraineté les *caduca* et les *ereptoria*. C'est en effet une idée générale qui doit dominer tout ce sujet des successions en déshérence, que le droit de les recueillir est un des attributs de la *souveraineté* et n'appartient qu'à celui qui en est investi. Sous la République le peuple, c'est-à-dire l'Etat était souverain ; sous l'Empire, ce fut l'empereur (2). Cependant on ne songea pas sous la République à utiliser ces droits profitables de la souveraineté. Il n'en fut pas de même sous les empereurs, toujours en quête d'argent : ceux-ci rétablirent les impôts qui n'étaient plus perçus depuis la conquête de la Macédoine (167 av. J.-C.), créèrent les *caduca* et les attribuèrent au fisc, ainsi du reste que tous les *bona vacantia*.

Avant d'aborder l'étude spéciale des successions en déshérence, nous analyserons rapidement les dispositions relatives aux *caduca*, aux *ereptoria*, et aux *bona vacantia* en général, qui se rattachent intimement à la matière.

I. *Caduca*. — Jusqu'à Auguste, l'accroissement entre cohéritiers était obligatoire, et avait lieu *sine onere* ; entre colégataires il était obligatoire et *sine onere* en cas de legs *per vindicationem* ou *per præceptionem*, et n'avait pas lieu en cas de legs *per damnationem* ou *sinendi modo*.

(1) Les *bona vacantia* comprennent ce que nous appelons aujourd'hui épaves, choses sans maître, biens vacants, successions en déshérence, etc.

(2) En fait tout au moins. Certes l'idée primitive de l'empire romain était que l'empereur, élu, représentait le peuple : celui-ci possédait donc les droits de souveraineté exercés en son nom par l'empereur ; mais ce n'était là qu'une transition habile ménagée par Auguste pour aboutir au pouvoir absolu de l'*imperator*, et, en fait, c'était l'empereur, personnellement, qui était souverain, et avait les profits de la souveraineté.

Ces dispositions furent modifiées par les lois *Julia* (757 de Rome), et *Papia Poppæa* (762), qui établirent les *caduca*, d'où leur nom de lois caducaires.

Frappé de la dépopulation de l'empire romain, Auguste voulut y remédier en édictant des peines sévères contre les célibataires (*cælibes*), les hommes mariés sans enfants (*orbi*), et les veufs avec enfants (*solitarii*), et il rendit les deux lois précédentes. Les *cælibes* ne peuvent recueillir ni hérédités ni legs, les *orbi* ne recueillent que la moitié des dispositions faites à leur profit; la déchéance dont sont frappés les *solitarii* est un peu moindre (1). Ce sont ces hérédités ou legs qui échappent aux *cælibes*, ou les parts qu'on en retranche au détriment des *orbi* et des *solitarii* qui forment les *caduca*. On range aussi sous cette dénomination les dispositions qui sont enlevées aux Latins Juniens en vertu de la loi *Julia Norbana*, et celles dont le destinataire a perdu la *factio testamenti* entre le jour du décès et celui de l'ouverture du testament.

Les *caduca* forment une bonification (*præmia*) accordée aux institués ou légataires *patres* en concurrence avec les *cælibes* ou *orbi*. Le *pater* est l'individu qui, marié (ou dispensé de l'être), a un enfant vivant ou un descendant *per masculos* : les femmes ne peuvent jamais avoir cette qualité. A défaut d'héritiers ou légataires *patres*, les *caduca* sont dévolus au trésor et tombent dans l'*ærarium* (Gaius, II, § 286). Le droit du fisc s'ouvrait assez fréquemment, car l'acquisition des *caduca*, entraînant soumission aux charges de la succession, pouvait être onéreuse pour les

(1) Cette déchéance est la même pour les deux sexes, et comporte certaines exceptions.

particuliers, tandis qu'elle ne pouvait l'être pour l'Etat, toujours tenu *intra vires* seulement. Cette théorie ne s'appliquait d'abord qu'aux hérédités testamentaires. Le sénatus-consulte Pégasien l'étendit aux donations à cause de mort.

Les lois caducaires ne produisirent pas l'effet qu'on en attendait, et dès le début elles devinrent odieuses ; une foule de moyens furent imaginés pour s'y soustraire, dont le plus pratique était la substitution vulgaire. Leur discrédit s'accrut lorsque Caracalla fit tomber dans le *fiscus* les *caduca* qui devinrent ainsi une des sources les plus productives et aussi les plus arbitraires du trésor privé. Tel est du moins le sens que l'on donne d'ordinaire au passage d'Ulpien concernant la constitution de Caracalla : *Hodie ex cōstitutione imperatoris Antonini omnia caduca fisco vindicantur*. Ortolan est d'un avis contraire et prétend que cette constitution ne se borne pas seulement à ce changement d'administration financière (la dévolution des caducs au *fiscus* au lieu de l'*ærarium*), et qu'elle attribue au fisc, en première ligne, tous les *caduca*, écartant les *patres* pour qui les *præmia* sont supprimés ; ce qui, dit cet auteur, s'explique très bien par le caractère fiscal du prince qui la rendit. — Sans entrer dans les détails de cette discussion ni analyser les preuves données de part et d'autre à l'appui des théories contraires, nous croyons le premier système préférable, car, en supposant justifiée la seconde opinion, un pareil changement de législation aurait provoqué nombre de commentaires et de polémiques : or, nous ne trouvons qu'un texte au Digeste, et encore un texte vague puisque chaque adversaire en argumente à l'appui de sa thèse. Enfin si Caracalla avait abrogé les *præmia patrum*

ses successeurs n'auraient pas eu à le faire, et il faudrait regarder comme inutiles des constitutions postérieures prononçant cette abrogation. — En tout cas, depuis ce moment, soit parce que les *caduca* furent toujours dévolus au trésor, soit parce que ceux qui lui étaient attribués alimentèrent le trésor *privé*, les lois caducaires tombèrent vite en désuétude et furent abrogées en partie par Constantin, définitivement par Justinien.

II. *Ereptoria*. — Les *ereptoria* ressemblent aux *caduca* en ce que tous deux sont des modes d'acquisition *lege*, et laissent subsister les charges qui grèvent la disposition, mais ils en diffèrent en ce que les *caduca* ne peuvent être saisis par l'héritier, tandis qu'il est saisi dès son acceptation des *ereptoria*, et n'en est dépossédé que lorsque son indignité est reconnue. L'*ereptorium* est donc la portion de l'hérédité que ne peut recueillir un héritier en raison de son indignité. Les cas d'indignité sont assez nombreux ; je citerai seulement : la personne qui se charge de restituer un fidéicommiss à un incapable est déchue du droit de succéder aux biens compris dans ce fidéicommiss, si l'incapable renonce ; — le gouverneur qui épouse une femme de sa province ne peut recevoir d'elle par testament ; — les héritiers qui ont laissé mourir le *de cujus* faute de soins, qui n'ont pas vengé son meurtre (S. C. Silanien), qui ont porté contre lui une accusation calomnieuse, qui ont plaidé en inofficiosité et ont succombé..., ne peuvent rien recueillir du défunt, — les condamnés pour adultère, les femmes notées d'infamie, etc., sont aussi indignes. Dans tous ces cas il y a lieu à déchéance, et les *ereptoria* sont dévolus en première ligne au fisc, à l'exclusion de

tout autre, sauf quelques cas rares, où, par exception et faveur, l'exclusion de l'indigne profite à celui que l'exécution de la disposition aurait dépouillé; les textes sont formels sur ce point (D. *De his quæ ut indignis auferuntur*, livre 34, t. 9, L. 4 pr.; 2, § 4; 5, § 6; 13; 16; 18; 25. — Code, livre 6, t. 5, L. 3, 4; — D. *Ad leg. Jul. maj.*, 48-4). — L'Etat recueille la totalité des *ereptoria*, sauf, en cas de dénonciation d'un fidéicommiss ou d'une incapacité de recevoir, la part réservée au dénonciateur.

III. Nous arrivons aux successions en déshérence proprement dites.

1. **Définition.**— La succession en déshérence est celle à laquelle personne n'est appelé ou qui a été répudiée par tous les appelés. A l'origine une telle succession est *res nullius* et appartient au premier occupant qui en devient propriétaire incommutable par l'*usucapio pro herede*. Cette usucapion toute particulière mérite de retenir un instant l'attention. C'était, d'abord, le seul moyen de donner un propriétaire *certain* aux biens composant la succession en déshérence : la personne qui pendant un an avait possédé *animo domini* devenait non seulement propriétaire des biens, mais encore héritière du défunt; elle continuait sa personne et ses *sacra privata*, avait ses droits et supportait ses obligations : il y avait donc deux raisons d'être de cette usucapion anormale : intérêt religieux, et intérêts des créanciers du défunt qui trouvaient ainsi un adversaire contre lequel ils pouvaient agir.

Plus tard l'*usucapio pro herede* perdit de son utilité, lorsque fut permise la *bonorum venditio* même contre un dé-

biteur décédé ; à partir de ce moment elle fut, non sans raison, regardée par les honnêtes gens comme une usurpation et Gaius l'appelle *improba* (1). Dès lors l'usurpateur n'est plus héritier, mais seulement propriétaire des choses héréditaires. Enfin cet usurpateur put être dépouillé par le véritable héritier (même l'usucapion d'un an accomplie), intentant contre lui la *petitio hereditatis fictitia*, créée par Adrien. Marc-Aurèle rendit très dangereuse cette *usucapio* en organisant le *crimen expilatæ hereditatis*, contre celui qui sciemment et sans droit s'emparait d'une hérédité jacente. Sous Justinien elle a disparu.

Mais bien avant déjà, Auguste, par la loi *Julia caducaria*, avait déféré les biens vacants au peuple (Ulpien, 28, § 7 ; Gaius, 2, § 450), et l'*usucapio* ne s'appliquait plus aux *bona vacantia*. L'abolition de l'usucapion *pro herede* et la mise en vigueur du *crimen expilatæ hereditatis* ne firent, on le voit, qu'assurer plus efficacement l'application de la loi Julia.

Ce n'est donc qu'assez tard que les biens sans maître firent retour à l'État, en droit romain, au contraire de ce qui aurait dû logiquement se produire, d'après ce que nous avons dit au début de cette étude sur l'esprit des Romains et la conception qu'ils avaient de l'État. Il fallut l'avidité des empereurs et leurs besoins d'argent pour ramener cette matière au droit naturel.

2. Ouverture du droit de l'État. — Le droit de l'État s'ouvre lorsqu'il est certain qu'aucun héritier ou *bonorum*

(1) Elle n'exigeait ni juste cause, ni bonne foi, et s'accomplissait par le délai très court de *un an*, tant pour les meubles que pour les immeubles.

possessor ne réclame la succession, et qu'il est probable qu'il n'en existe pas (Cod. l. 10, t. 10, *de bonis vacantibus*, l. 1 et 4) (1). Le conjoint lui-même le prime (C. l. 6, t. 18, *unde vir et uxor, lex unica*) (2). Le droit de succéder s'étendait jusqu'au septième degré de parenté (Loi 4 au Digeste, *de gradibus et affinibus*) ; Justinien l'étendit jusqu'au dixième degré inclusivement (Inst. § 5, *de successione cognatorum*) : l'État était donc beaucoup mieux partagé en droit romain que dans notre droit actuel, puisque d'après notre Code civil, il ne succède qu'à défaut de parents au douzième degré.

Il y a des cas où l'État recueille des successions bien qu'il existe des héritiers en ordre utile. Ainsi les Barbares (étrangers avec lesquels Rome n'a pas de traité de paix), qui n'ont jamais le *jus civile*, mais jouissent du *jus gentium*, perdent ce privilège à leur mort, et dès lors leurs biens appartiennent à l'État. Il en est de même des biens acquis par les prisonniers de guerre (D. l. 49, t. 14, loi 31). Enfin le fisc de l'empereur a droit à une certaine partie de l'hérédité des affranchis impériaux.

Une succession étant abandonnée, les avocats du fisc, à défaut de personne plus diligente, dénoncent la vacance. De ce jour court un délai de *quatre ans* réservé à l'État pour exercer son droit d'option : pendant ces quatre ans personne à son encontre ne peut s'emparer des biens dé-

(1) Loi 4 : « Vacantia mortuorum bona tunc ad fiscum jubemus transferri, si nullum ex qualibet sanguinis lineâ vel juris titulo legitimum reliquerit intestatus heredem ».

(2) « Maritus et uxor ab intestato invicem sibi in solidum pro antiquo jure succedant, quotiens deficit omnis parentum liberorum seu propinquorum legitima vel naturalis successio, fisco excluso. »

laissés (D. l. 49, t. 14, l. 1, § 2). Cependant, comme l'État ne doit recueillir que l'excédent de l'actif sur le passif, si la succession est manifestement insolvable, les créanciers de l'hérédité ont le droit de s'opposer à la mise en possession de l'État, car ils peuvent préférer vendre eux-mêmes les biens, espérant en tirer un prix plus élevé que si cette vente était faite par le fisc. Si, à l'expiration des quatre ans, l'État ne fait pas reconnaître son droit, il en est déchu et la succession appartient au premier occupant (D. l. 44, t. 3, l. 10, § 1) ; le fisc ne peut plus l'accepter ensuite que si personne ne l'a fait et s'il ne viole aucun droit acquis. Ce délai de quatre ans, fixé par le paragraphe 2 de la loi précitée, est tout spécial, car, immédiatement après, le paragraphe 3 pose le principe de la prescription ordinaire de vingt ans contre les actions de l'État.

L'État est vite fixé sur l'acceptation ou la renonciation des héritiers : l'édit successoral accorde en effet un délai d'un an en ligne directe, et de cent jours en ligne collatérale, pendant lesquels les héritiers doivent prendre une décision. Passé ce délai, ainsi déterminé pour que les droits des créanciers ne restent pas trop longtemps en suspens, *ne bona hereditaria vacua sine domino diutius jacerent*, les biens passent au fisc, *bona vacantia fisco sunt delata* (L. 1, de *success. adit.*).

Savigny (*Traité de droit romain*, § 377) dit à ce sujet : Le droit de recueillir une succession vacante (*bona vacantia*), doit toujours être regardé comme suppléant au droit de succession : dès lors il se détermine aussi d'après la loi du domicile du défunt, sans égard à la situation des biens, même des immeubles qui se trouvent en pays étrangers.

En droit romain, le droit du fisc ne s'appelle pas *hereditas*, mais il est soumis absolument aux mêmes règles, de sorte que le fisc peut se trouver vis-à-vis des légataires dans la position d'un véritable héritier. — La question de savoir, entre deux pays qui suivent le droit romain, l'un étant le domicile du défunt, les biens abandonnés étant situés sur l'autre, quel est celui qui doit recueillir une succession en déshérence, doit être décidée en faveur du fisc du domicile, parce que le droit du fisc a la nature juridique d'un héritage ; il ne lui en manque que le nom.

Nous avons dit plus haut que l'État exerçait un droit d'option ; il n'est pas en effet héritier nécessaire de toutes les successions sans maître, et il peut fort bien les répudier (1). La loi 1, § 1 du livre 49, t. 14 au Digeste, paraît dire le contraire : « *An bona quæ solvenda non sunt ipso jure ad fiscum pertinerent quæsitum est : Labeo scribit pertinere. Editum perpetuum scriptum est, quod ita bona veneant* (2), *si ex his fisco nihil acquiri posset.* » Mais cette loi signifie simplement que le fisc est saisi de plein droit de ces successions et peut dès que la vacance est certaine exercer les actions qui en dépendent, mais non qu'il est tenu de toujours les accepter : il peut renoncer à l'avantage qui lui est offert et répudier la succession comme tout héritier (3).

(1) Il n'a pas d'ailleurs à s'inquiéter du sort des biens qu'il ne lui plaît pas de recueillir : appartenant au premier occupant, ils trouveront vite un propriétaire.

(2) De *vendere*, vendre.

(3) Gaudry (*Traité du Domaine*, t. 3, p. 122), prétend au contraire que jusqu'à l'édit perpétuel, le fisc dut accepter toutes les successions et les liquider en payant les créanciers. C'est une erreur que l'auteur commet pour

3. **Droits de l'État.** — Nous avons déjà indiqué le privilège tout particulier de l'État, ce droit qui lui est réservé pendant quatre ans, à l'exclusion de tout autre, pour se décider. Comme tout héritier il a le droit d'intenter la *petitio hereditatis*. Il recueille tous les biens qui composent la succession, et même quelquefois plus, car en cas de dol, il peut faire révoquer les donations consenties par le *de cujus*. Il exerce les droits de ce dernier contre les débiteurs de la succession, droits qui lui sont garantis de la même façon que pour le précédent propriétaire, avec cet avantage que du jour de l'incorporation, les intérêts à 6 0/0 courent contre les débiteurs de l'hérédité, et cela *ipso jure*.

4. **Obligations de l'État.** — Le fisc ne continuant pas la personne et étant simple successeur aux biens, ses obligations sont moins lourdes que pour un héritier ordinaire : il ne prend en effet que « *quod æri alieno superest* » (L. 11, *de jure fisci*), ce qui explique la faculté accordée aux créanciers de vendre eux-mêmes les biens lorsque la succession est notoirement insolvable. L'État ne prend aucun souci des *sacra* du défunt, mais comme tout successeur il est tenu des charges de l'hérédité : dettes, legs et fidéicommiss (Ulpien, *Regulæ*, t. 17, § 3). En est-il tenu *ultra vires*? Non, les textes à ce sujet sont formels (D. 49-14, L. 11) (1). Le paragraphe 1 de la loi 1 au même

venir en aide à la thèse qu'il soutient en droit français, à savoir que l'État devrait s'emparer de toutes les successions vacantes bonnes ou mauvaises et les liquider : il invoque à l'appui de son opinion, et comme précédent historique, la loi romaine, mais c'est à tort.

(1) Non possunt ulla bona ad fiscum pertinere, nisi quæ creditoribus superfutura sunt ; id enim bonorum cujusque esse intelligitur, quod æri alieno superest.

titre (citée n° 1) dispose qu'en cas d'excédent de passif sur l'actif, les biens doivent être vendus en masse. Le bénéfice d'inventaire nécessaire à un particulier pour arriver à ce résultat est inutile au fisc.

L'État ne paie les dettes qu'*intra vires*, mais il est soumis à toutes les autres obligations de l'héritier : ainsi il doit payer les intérêts d'une dette de la succession à partir de la mise en demeure ; même règle pour les legs (D. 49-14, loi 14) (1). Toutes les charges payées, le reliquat appartient au domaine une fois déduite la part due au délateur, part qui, à l'origine, était considérable.

L'État avait-il sur les successions en déshérence un droit de propriété incommutable ? Non ; il n'était qu'administrateur et non propriétaire ; la succession était entre ses mains un dépôt qui lui conférait le droit de percevoir les fruits, mais non d'aliéner définitivement : la loi 13, § 9, l. 3, t. 31 au Code (*de petit. hered.*) donne en effet à l'héritier préférable envoyé en possession le droit de revendiquer contre les tiers un immeuble aliéné : c'est donc que l'État était sans droit pour faire cet acte de disposition (Gaudry, *op. cit.*). Je montrerai dans la suite de cette étude que la théorie romaine a été suivie dans notre ancien droit, mais répudiée par le Code civil, qui regarde l'État comme propriétaire *a die mortis*.

§. Exceptions au droit de l'État. — Sous Justinien les *caduca* sont abolis, et il y a moins de successions en déshé-

(1) « Dicitur exasse hereditates ex Silaniano quum fiscus vindicasset, ut nec libertates, nec legata tueatur ; quod aperte nullam habet rationem, quum ex quibuslibet aliis causis fisco vindicatis hereditatibus et libertates, et legata maneant. » — Le texte prend une espèce où la dévolution de l'hérédité a lieu en vertu du S. C. Silanien.

rence, le système de transmission des nouvelles 118 et 127 ayant augmenté dans de notables proportions les personnes appelées à la succession. Mais, tant sous Justinien qu'avant lui, il y a certaines exceptions apportées au droit de succession du fisc :

1^o Les biens des soldats morts naturellement, sans héritiers, appartiennent à la légion ou au corps dont ils faisaient partie (1) ; — 2^o ceux du décurion à sa curie (2) ; — 3^o ceux des nautoniers à leur corporation (3) ; — ceux des *cohortales*, des gouverneurs de province à leur corps ou cohorte (4) ; — ceux des fabricants d'armes à leur corporation (5) ; — ceux des évêques, prêtres, moines, religieuses, à leur église ou monastère (6), etc...

6. **Attribution et incorporation.** — Une petite digression sur l'organisation du Trésor à Rome est nécessaire pour bien faire saisir le mécanisme de l'opération.

Sous la République, l'*ærarium populi romani* existait seul, centralisant toutes les ressources de l'Etat et géré par des questeurs. Auguste, en divisant les provinces en provinces du Sénat et provinces de l'empereur, se trouva amené à distinguer le trésor du peuple (*ærarium*), où tombaient les recettes des provinces du Sénat, et le trésor de l'empereur (*fiscus*) qu'alimentaient les recettes des autres provinces. L'*ærarium* avait à sa tête des *præfecti*, le *fiscus*

(1) Code Théod., loi unique, *de bonis mil.* — Code, l. 6, t. 62, loi 2.

(2) Code Théod., loi unique, *de bonis decur.* — Code, l. 6, t. 62, loi 4.

(3) Code, l. 6, t. 62, loi 1.

(4) Code, l. 6, t. 62, loi 3.

(5) Code, l. 6, t. 62, loi 5.

(6) Code, l. 1, t. 3, *de Episcopis*, loi 20.

des *procuratores*. D'ailleurs les ressources générales étaient réparties assez arbitrairement entre les deux caisses : c'est ainsi que les *caduca* tombaient dans l'*ærarium*, tandis que le *fiscus* recevait les impôts, amendes, douanes et biens vacants. Plus tard, lorsque le pouvoir impérial fut devenu absolu, l'*ærarium* et le *fiscus* tendirent à se confondre, l'empereur pouvant disposer de l'un aussi facilement que de l'autre ; ou du moins le premier fut réduit à presque rien, attendu que toutes les ressources importantes furent attribuées au *fiscus* : Tibère y fait tomber les biens confisqués, et Caracalla les *caduca*.

Constantin réorganisa l'administration des finances et créa deux ministères, à la tête desquels il plaça deux *comites* : de là les charges importantes de *Comes Sacrarum Largitionum* et de *Comes Rei Privatæ*, qui remplacèrent les *præfecti* et les *procuratores* des premiers temps de l'Empire. Outre ces deux grandes branches de l'administration, il en existait une troisième, moins importante, mais qu'on ne peut passer sous silence : c'est la caisse du Préfet du prétoire (*arca præfecti prætorio*) chargée du recouvrement d'une certaine partie des recettes des provinces. — Les *caduca* et les *bona vacantia* tombent, comme nous allons le montrer, dans la *Res privata* : nous ne nous occuperons donc que de celle-ci.

La chose privée (*Res Privata*) n'était autre que l'ancien *fiscus*, et que le domaine actuel. Elle comprenait les biens fiscaux (domaine public, forêts, rivières, canaux, mines) et le patrimoine personnel de l'empereur. Le *Comes Rei Privatæ* était chargé, entre autres choses : d'occuper les biens caducs, d'attribuer au fisc les biens des personnes

décédées sans héritiers, de rechercher et de faire verser dans la caisse les trésors sans maître (1).

Il avait sous ses ordres : 1° à Rome, quatre bureaux (des Bénéfices, des Canons, des Sécurités, des Largesses privées); 2° dans les provinces, certains magistrats ordinaires et des officiers spéciaux. Les préfets, vicaires et gouverneurs tenaient une comptabilité spéciale des revenus du domaine et défendaient les intérêts du fisc; les gouverneurs étaient spécialement chargés de procéder à l'instruction qui précède la réunion au domaine des biens vacants ou caducs. A côté de ces magistrats ordinaires, des officiers spéciaux leur prêtaient leur concours : tels les avocats du fisc (*fisci patroni*) qui interviennent dans tous les actes intéressant le fisc, et assistent à l'enquête concernant les biens vacants; — tels encore les *rationales rei privatae* et les *procuratores rei privatae*, sous l'autorité directe du *Comes Rei Privatae* : les premiers recherchaient les biens vacants, en réclamaient la possession, et suivaient leur incorporation; ils jugeaient en outre toutes les causes civiles où le fisc était intéressé; — les seconds étaient subordonnés aux premiers, avec les mêmes attributions dans une circonscription moins étendue (Code Théodosien, lois 9 et 10).

C'est donc au *fiscus*, plus tard à la *Res privata* que sont attribuées les successions en déshérence. Leur incorporation a lieu de la façon suivante (Code Théodosien, *De incorporatione*;—Code de Justinien, 10, 10). Lorsqu'un avocat du fisc a, de lui-même, ou sur la dénonciation d'un tiers, découvert une succession en déshérence, il en avertit im-

(1) Bouchard, *Administration des finances de l'empire romain*.

médiatement le *Comes rei privatæ* ; celui-ci désigne des commissaires (*palatini*) qui, après avoir prêté serment, sont envoyés au lieu de la situation des biens pour procéder à leur incorporation. En leur présence et sur leur ordre, et devant l'avocat du fisc, le gouverneur de la province entreprend une enquête. Un inventaire détaillé est dressé, indiquant la cause de la vacance, la nature, la description, l'étendue et la valeur des biens. Aussitôt cet inventaire terminé, des sommations sont faites aux héritiers connus ; s'il n'y en a pas on procède par voie d'affiches ; et à partir de ce moment courent les délais donnés aux intéressés pour présenter leurs réclamations, jugées par le tribunal de la situation des biens. L'inventaire est adressé à l'empereur, avec avis qu'il n'y a pas eu de réclamations ou, s'il y en a eu, quel a été leur résultat ; — un autre exemplaire est aussi adressé au *rationalis* de la province où se trouvent les biens. L'empereur prescrit de prendre possession de la succession au nom du domaine, et le gouverneur rend une ordonnance envoyant le *rationalis* en possession. Ce fonctionnaire dresse un second inventaire qui est comparé à celui qui existe déjà, et en cas d'omission ou de fraude dans le premier, le gouverneur et l'avocat du fisc en sont responsables.

Toutes ces formalités accomplies on procède solennellement à la plantation des bornes et l'incorporation est alors complète.

DEUXIÈME PARTIE

ANCIEN DROIT

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION.

I. — La Gaule, conquise par les Romains, avait été soumise par ceux-ci à leur système d'impôts. Que devinrent ces impôts, lors de l'invasion des barbares ? Les historiens discutent sur ce point qui se rattache à une question plus haute, celle de l'origine même de la nationalité française. Pour les uns (Hotman), les Francs ont envahi la Gaule pour en chasser les Romains, ont affranchi le pays et l'ont délivré de tous impôts. Pour d'autres (Abbé Dubos, *Histoire critique de l'établissement de la monarchie*, 1734), les Francs sont venus en Gaule comme alliés des Romains et ont succédé aux droits des empereurs, l'administration, l'état des personnes, l'organisation civile et financière restant les mêmes : « il n'y eut aux V^e et VI^e siècles aucun asservissement d'une race à l'autre, et ce n'est qu'au X^e siècle que le démembrement de la royauté et le changement des offices en seigneuries ont fait de la Gaule un pays de con-

quête, en créant un abîme entre les rois et le peuple (1). » Succédant aux Romains, les Francs perçurent les impôts que ceux-ci avaient établis ; des exemples s'en trouvent à chaque instant dans Grégoire de Tours. Mais si les Gallo-Romains payaient l'impôt, les Francs le payaient-ils aussi ? Oui, dit l'abbé Dubos, au moins pour les droits de douane et de péages ; quant aux autres ils ne pouvaient en être exempts que grâce à une immunité accordée à la personne, et ces immunités étaient fort rares.

Montesquieu a combattu très vivement cette théorie. Les Francs, dit-il, ne sont pas venus en Gaule comme alliés des Romains, et plus tard, malgré les efforts des rois, ceux-ci ne purent soumettre les descendants des conquérants au tribut public. Mais l'auteur de *l'Esprit des Loix* n'affaiblit la théorie de l'abbé Dubos que sur ce point, et ne démontre pas que l'impôt cessa d'être perçu sur les Gallo-Romains, car il n'appuie d'aucune preuve cette assertion que, au moment de l'invasion, les impôts continuèrent à être payés, mais que très peu de temps après, les Gallo-Romains en furent exemptés, l'administration financière romaine étant une science trop compliquée pour les Barbares vainqueurs.

Au XVIII^e siècle des esprits plus impartiaux, parce qu'ils ne mêlaient à leurs discussions historiques aucune idée politique, s'occupèrent aussi de la question et furent favorables à la théorie de l'abbé Dubos. Henrion de Pansey (*Dissertations féodales*, V^e *Alleu*, § 16) écrit : « Le moment de la conquête fut difficile, mais ceux qui suivi-

(1) Vuitry, *Régime financier de la France*.

rent furent beaucoup plus calmes. Le roi se contenta des terres qui appartenait au fisc romain : les Francs ne prirent que celles qui leur étaient nécessaires, et les naturels du pays conservèrent leurs propriétés ; on leur laissa leurs libertés, leurs lois... Mais si les rois francs ont laissé subsister la plupart des lois et des usages romains, comment douter qu'ils n'aient conservé les impôts ; les trouvant établis, ils ont continué à les percevoir. »

La question se trouve pour nous résolue dans le sens du maintien de l'impôt romain après l'invasion ; comme héritier du fisc impérial, le roi recueillit donc les droits régaliens de déshérences, de vacances, de confiscations et amendes. Les lois franques contiennent des textes en ce sens (Loi des Ripuaires, t. 9, §§ 1 et 2). Mais tout en maintenant les ressources que leur fournissait le droit romain, les rois se gardèrent bien d'abandonner celles qu'ils tenaient du droit germanique : ainsi c'est un droit régalien, conséquence du *mundeburd* royal, que la succession aux étrangers, aux affranchis *per denarium* mourant sans héritiers (L. des Rip., t. 57, § 1 ; — t. 61, § 1). De même les veuves sans parents étant placées sous le *mundium* du roi, c'était à celui-ci qu'appartenait le *reipus*, si ces veuves se remariaient (loi salique).

Il ne faudrait pas croire que ce fut à titre de propriétaires et non à titre de souverains que les rois des deux premières races reçurent des tributs ; un changement aussi radical dans la société civile et politique d'un pays ne s'effectue pas du jour au lendemain. Le pouvoir des empereurs romains passa en d'autres mains, mais avec les mêmes attributs, la même nature. On ne doit pas placer au

VI^e siècle ce fait de l'impôt se transformant en redevance privée, transformation qui ne s'accomplit qu'au X^e siècle en même temps que se constituait la féodalité. Mais il y eut des luttes entre les Francs et leurs rois, ceux-ci voulant soumettre ceux-là à l'impôt, comme les Gallo-Romains, et obligés par la résistance de leurs sujets de leur accorder certaines immunités où l'on trouve le germe de la transformation de l'impôt qui va se produire.

II. — Il est nécessaire avant d'aborder l'étude de cette transformation de jeter un coup d'œil sur l'organisation financière existante au moment où commença la féodalité, c'est-à-dire sous les rois des deux premières races. La perception des redevances était confiée à des officiers publics : *comites*, *vicarii*, *exactores*, *procuratores*, compris sous le nom commun de *judices* ; de là le nom de *justitia* donné plus tard aux diverses redevances qu'ils étaient chargés de recouvrer. Cette acceptation du mot *justitia* est très importante à retenir, et lorsque sous le régime féodal il est question de justice seigneuriale, il ne faut pas donner à cette expression le sens qu'elle a de nos jours : la justice seigneuriale, au moyen âge, consiste dans les redevances perçues par les officiers publics susnommés, et dans le droit de les percevoir.

Ces impôts et les officiers chargés de les recouvrer avaient été créés par les Romains ; les rois francs ne changèrent ni leur nom ni leurs attributions ; ils ne mirent pas ordre non plus aux abus monstrueux qui de tout temps avaient été commis par ces fonctionnaires et contre lesquels Cicéron et tous les auteurs qui suivirent ne cessent de réclamer. Ces positions si profitables furent naturelle-

ment enviées par les chefs des bandes qui occupèrent la Gaule et ils les réclamèrent aux rois comme leur part du butin : c'est ainsi que les ducs, comtes, et autres chefs furent préposés au recouvrement de l'impôt ; ils en gardaient un tiers comme rémunération et versaient les deux autres tiers au roi. Les effets de cette désastreuse organisation ne se firent pas attendre. Usant de leur prestige, de leur force, ces ducs et comtes commirent des abus excessifs : ils pressurèrent le contribuable impuissant à résister et contraint de payer, et rendirent leurs comptes au roi d'une façon plus ou moins exacte. Plus tard, encouragés par l'impunité, ils voulurent s'affranchir même du tribut qu'ils servaient au roi, et y réussirent.

D'abord amovibles, tous leurs efforts tendirent à consolider leurs fonctions, qui devinrent viagères, puis, par suite de l'affaiblissement du pouvoir royal, héréditaires ; la part d'impôt qui leur revenait commençait déjà à prendre le caractère de redevance patrimoniale. Puis la *pars regia* elle-même disparut et les seigneurs se trouvèrent dès lors absolument maîtres de lever sur leurs terres tels impôts qu'il leur plaisait. Cette perte du dernier vestige de l'autorité royale tient à deux causes, d'après Championnière (1) : aux *immunités* et aux *délégations d'impôts*.

A. — Les immunités déjà considérables sous la domination romaine s'accrurent encore sous les rois barbares ; presque tous les établissements ecclésiastiques en obtinrent. L'immunité n'était pas une remise de l'impôt au contribuable ; c'était la promesse par le roi de ne plus

(1) *De la propriété des eaux courantes*, p. 107.

exiger sa part d'impôt sur telle partie du territoire, sur tel établissement ; mais ce dont le roi se dépouillait profitait au seigneur, au comte ou au duc chargé de percevoir l'impôt ; celui-ci était déchargé de la *pars regia*, mais les contribuables ne se trouvaient pas dégrevés et le seigneur gardait pour lui seul toutes les redevances : c'était l'attribution aux puissants propriétaires d'une part de la souveraineté.

Une conséquence de cette augmentation des immunités fut l'augmentation aussi des *recommandations*, signes précurseurs de la féodalité. Le petit propriétaire, obligé de payer le tribut au seigneur, préférait céder à l'immuniste ses biens, en pleine propriété, biens que celui-ci lui rétrocédait aussitôt à titre de bail ou d'usufruit moyennant une redevance moindre que celle payée autrefois à titre d'impôt : telle était la recommandation. Le contribuable gagnait à ce changement un allègement de charges, et l'immuniste un nouveau domaine, exempt d'impôts, puisque tous ses biens bénéficiaient de l'immunité : le roi seul y perdait ; quand il voulut enrayer ce mouvement si préjudiciable, son prestige était trop diminué, son autorité trop faible pour vaincre la résistance des grands seigneurs qui, eux, avaient assez de puissance pour contraindre leurs vassaux, quand ceux-ci n'y consentaient pas de bon gré, à faire passer sur leur tête le *domaine éminent* de leurs biens.

B. — De même que les immunités, les délégations d'impôts prirent naissance sous les Romains et se développèrent sous les rois francs. Sous le nom d'*honores*, parce qu'elles étaient le plus souvent accordées à des personnes ayant rendu quelque service au roi (*honorati*), ces délégations

tions consistent dans l'attribution à l'*honoratus* de certains impôts ; en cela l'*honor* diffère du *gradus* (rang) : que l'*honor* fût temporaire, viager ou héréditaire, il donnait droit à la totalité de l'impôt ; le *gradus*, nous venons de le montrer, ne donne, du moins à l'origine, qu'une part de l'impôt. L'*honoratus* était obligé de recourir au *judex* (qui avait le *gradus*) pour exercer son privilège ; il l'exerçait directement lorsque, ce qui arrivait le plus souvent, il avait à la fois l'*honor* et le *gradus*. C'est ce qui explique que les *judices* (comtes, ducs et hauts seigneurs), qui ne possédaient que le *gradus*, s'efforcèrent de convertir leurs charges en *honores* qui leur attribuaient l'impôt directement et absolument (1). Puis ils réussirent à arracher à la faiblesse royale l'hérédité et la libre disposition de l'impôt : la royauté se trouva dès lors ruinée et impuissante à résister à l'envahissement de ses grands vassaux devenus maîtres absolus dans leurs duchés et fiefs et exerçant sur leurs domaines particuliers tous les droits de souveraineté, ceux que le roi aurait dû exercer sur toute la France. Le roi n'est plus qu'un grand seigneur comme beaucoup d'autres, ayant peut-être un plus grand domaine, mais qui n'a aucun droit sur les biens des ducs et comtes, ses égaux : il est duc de l'Île-de-France et perçoit les impôts et les redevances sur cette province, ce sont ses seuls revenus. — Sous les derniers rois de la deuxième race, cette transformation

(1) Les seigneurs ne pouvaient exercer personnellement leurs droits sur toute l'étendue de leurs domaines : ils déléguaient leurs pouvoirs à des officiers subalternes : *vicarii*, *centenarii*, *advocati*. Puis les impôts étant devenus un bien dont on trafiquait comme de tous les autres, il arriva souvent qu'ils furent inféodés (*fiefs en l'air*).

est déjà presque complète, et elle est définitivement opérée aux X^e et XI^e siècles par « cette immense anarchie qu'on est convenu d'appeler institutions féodales », suivant l'expression de Championnière.

III. — Il convient de s'arrêter un moment ici sur un point important ; c'est la distinction de deux éléments dans le pouvoir seigneurial : le *fief* et la *justice*. Le pouvoir seigneurial ou puissance judiciaire comprend, outre le pouvoir de juger, celui de percevoir l'impôt, nous l'indiquons au paragraphe précédent ; c'est l'exercice du pouvoir souverain, limité à un certain territoire. Le seigneur perçoit à la fois sur ses terres le tribut public autrefois attribué au roi, ou *census*, et la redevance due au propriétaire, ou *reditus* ; *census* et *reditus* formant l'ensemble des contributions supportées par celui qui cultive le sol, vassal, homme de poeste, serf, quel que soit son rang dans la hiérarchie féodale. Or le *Census* est devenu l'origine de l'élément *Justice*, dans le sens que nous lui avons donné plus haut, et le *Reditus* est la base de l'élément *Fief*. Le seigneur justicier et le seigneur féodal sont tout à fait distincts l'un de l'autre : au premier sont dus les censives, corvées, services personnels ; c'est lui surtout qui a droit au titre de seigneur ; ce fut lui aussi qui commit tant d'abus et de vexations qu'à la fin le serf se souleva, et ce fut contre lui que fut dirigée la Révolution. Le seigneur féodal au contraire est lié à son sujet par la convention : il le protège, celui-ci lui est dévoué et lui paie un loyer débattu entre eux. De cette différence est née la maxime : *fief et justice n'ont rien de commun*. Ceci veut dire que fief et justice sont deux éléments complètement étrangers l'un à l'autre, et que la

possession du fief n'entraîne pas droit de justice, mais non qu'ils sont incompatibles et impossibles à réunir dans la même personne : au contraire le seigneur féodal est le plus souvent seigneur justicier ; cela n'est pas absolument nécessaire, voilà tout ce que signifie ce brocard.

Les droits de justice participaient de l'universalité et de la souveraineté de l'impôt ; leur perception fut bizarre, incohérente, abusive, le seigneur justicier pouvant rançonner son sujet. Le seigneur féodal était au contraire lié par la fidélité à son vassal : la justice était donc un pouvoir, et le fief une propriété ; ce qui le prouve, c'est qu'en cas de non-paiement des redevances, le justicier n'a droit qu'à une amende et à la saisie des fruits, tandis que le féodal rompt le contrat qui le liait à son vassal, et le domaine utile rejoint entre ses mains le domaine éminent. En Bretagne le seigneur féodal était presque toujours seigneur justicier ; le territoire soumis à la coutume de Paris au contraire était ordinairement soumis à deux seigneurs, l'un féodal, l'autre justicier.

Les comtes et ducs n'étaient donc pas forcément *seniores*, c'est-à-dire seigneurs féodaux ; mais plusieurs causes tendirent à réunir entre leurs mains les deux éléments de pouvoir et de propriété, de justice et de fief. La première, c'est que propriétaires de vastes domaines, très puissants, et assez forts pour n'avoir pas à craindre de représailles de leurs exactions, ils obligèrent leurs sujets et même leurs voisins à se placer dans leur vasselage. Une autre cause, celle-ci fort naturelle, et dérivant de l'origine même de l'institution, était la concession par le roi au même seigneur à la fois de la terre et de la justice. Enfin la dernière cause

fut l'attribution par la royauté aux seigneurs terriens de la justice sur leurs propres domaines ; cette consolidation s'opérait soit par donation directe, soit par immunité, et l'acte qui la constatait s'appelait *firmitas*. Plus tard, mais seulement lorsque le régime féodal fut solidement établi, la réunion du fief et de la justice put exister par l'inféodation simultanée de ces deux éléments.

Championnière indique dans le passage suivant quel est le seigneur qui a le droit de déshérence, dont nous nous occupons spécialement : « La maxime fief et justice n'ont rien de commun ne serait pas écrite dans tous les livres coutumiers, que cette distinction n'en serait pas moins une nécessité, et la séparation de ces droits en deux classes la condition essentielle de tout travail sur le régime féodal. Il ne faut qu'un regard attentif sur l'ensemble des règles constitutives de ce régime pour apercevoir l'impossibilité de les rattacher au même principe. Comment ne pas être frappé de l'existence simultanée sur un même territoire de deux seigneurs, de deux puissances, de deux classes de droits, les uns portant des noms différents, les autres désignés par la même dénomination sans cesser d'être distincts ? D'une part la foi, l'hommage, le retrait, le bail, la commise ; de l'autre la confiscation, les péages, les banalités, les *droits de déshérence et d'aubaine* (1). »

Ces quelques phrases sont un résumé de la question que je viens d'étudier, et une exposition sommaire de la division des droits entre le seigneur féodal et justicier. Qu'il nous suffise pour le moment de savoir que dans le

(1) Championnière, *Propriété des eaux courantes*, chap. V, § 1.

dernier état du droit coutumier, le droit de déshérence est un attribut de la puissance justicière. D'ailleurs cette division est loin d'être bien nette et bien tranchée ; les auteurs coutumiers sont vagues sur ce point et contradictoires : beaucoup de droits sont considérés tantôt comme féodaux, tantôt comme justiciers, et les coutumes mêmes sont sans cesse en désaccord entre elles. Cette confusion était rendue facile par l'habitude qu'avait le seigneur féodal de stipuler dans la concession du fief des droits de justice, et le seigneur justicier de rattacher son droit, souvent odieux, comme résultant d'abus, à une origine féodale, c'est-à-dire contractuelle.

Ces droits de justice subirent aux XI^e, XII^e et XIII^e siècles une modification profonde à la suite de ce que l'on a appelé l'affranchissement des communes. Les seigneurs accordaient aux bourgeois des villes devenues puissantes des *chartes*, dont celle de Lorris est l'exemple et le type : ces chartes avaient pour but de modérer les droits de justice et d'empêcher les exactions en supprimant l'arbitraire du seigneur. Mais cette transformation eut plus d'utilité que d'inconvénient pour le seigneur : aussitôt muni de ce titre qui reconnaissait son droit et en cachait l'origine illégitime en semblant le faire dériver d'un contrat, le justicier réussit à faire considérer ces droits comme droits féodaux, toujours vus plus favorablement puisqu'ils étaient librement consentis : ceci explique les erreurs et les contradictions des feudistes au sujet de la distinction des redevances respectivement propres au seigneur justicier et au seigneur féodal.

A la fin du X^e siècle il n'y a donc plus en France de

finances publiques. La royauté existe, mais sans autorité, et la souveraineté est divisée en une foule de pouvoirs locaux. Le roi n'a d'autres revenus que ceux qu'il perçoit sur ses propres biens, et pour les seigneurs le produit de l'impôt se confond avec le revenu du propriétaire.

D'ailleurs le droit de déshérence, comme ceux d'aubaine et de bâtardise, ne doivent pas être rangés à proprement parler parmi les impôts ; ce sont des droits dérivant de la souveraineté, comme celui de lever l'impôt, mais non compris dans ce dernier droit. L'impôt perçu par le propriétaire du sol devint une redevance privée dès le début de la féodalité, puisque c'est une caractéristique du système féodal ; mais les rois résistèrent beaucoup plus longtemps avant d'abandonner leur droit de déshérence. Ce n'est pas là en effet un droit se rattachant directement à la possession du sol : il procède plus intimement d'un pouvoir supérieur, de la souveraineté. Mais lorsque les seigneurs furent assez puissants pour résister au roi, en fait, ils se partagèrent la souveraineté elle-même et s'attribuèrent en conséquence les droits qui y étaient attachés. Autre preuve de ce fait : le droit de déshérence appartient au seigneur haut justicier, le chef suprême, le souverain des terres et des hommes de sa haute justice : le moyen ou le bas justicier, qui cependant perçoivent les impôts, ne participent aucunement à l'exercice du droit de déshérence.

IV. — L'anarchie féodale dura plusieurs siècles. Voici comment l'explique Championnière (*op. cit.*, p. 295) qui fait autorité en la matière : « La royauté de la seconde race

succomba sous l'établissement des grands alleux (1) ; celle de la troisième s'éleva sur leurs ruines. Charlemagne menace sans cesse les possesseurs des bénéfices royaux qui s'efforcent d'en dénaturer le caractère et de les transformer en alleux ; ses faibles successeurs luttent vainement contre la même tendance toujours plus générale et plus efficace. Au X^e siècle, les bénéfices mêmes ont conquis le nom d'alleux, et la réalité doit bientôt s'attacher à la qualification usurpée... » La royauté s'écroula alors. Puis après un long intervalle de temps, les comtes de Paris héritiers du nom de *roi* exploitèrent habilement ce titre ; servis par les circonstances ils augmentèrent peu à peu leur influence par la conquête, mais aussi par le droit. C'est Louis le Gros qui commença cette œuvre de renaissance du pouvoir royal : le roi est regardé comme étant généralement le souverain justicier de tout le royaume, le propriétaire de toutes les terres : il est le juge de ceux qui n'en trouvent pas, le suzerain de ceux qui ont perdu le leur, et il rattache tous ses droits à son titre de roi, alors qu'en fait, il le doit aux armes ou aux circonstances.

Au XIV^e siècle la justice féodale est presque tout entière entre les mains du roi, mais la justice justicière résista plus longtemps. Pour pouvoir la supplanter, les jurisconsultes de cette époque, tout dévoués à la royauté, s'efforcèrent de faire prévaloir plusieurs principes contraires à la féodalité : *toute justice émane du roi, le roi est le souve-*

(1) L'alleu est, après le fief et la censive, la troisième condition de la terre au X^e siècle : c'est la terre libre de toute charge, et qui ne paie aucune redevance au seigneur ni au roi ; son origine est très discutée.

rain fieffeux de tout le royaume, etc. Nous n'entrerons pas dans le détail des motifs et raisons donnés à l'appui de ces maximes, fort mauvais d'ailleurs, puisqu'on voulait faire sortir du droit féodal des principes destinés à le renverser ; nous n'analyserons pas les controverses nombreuses et savantes soulevées à cette occasion, et nous nous bornerons à constater que dès que la royauté fut redevenue puissante et cessa d'être un pouvoir féodal et justicier, elle abandonna ces maximes fausses et regarda la justice comme une émanation du pouvoir souverain, une délégation de la puissance publique, principe contraire à la patrimonialité des justices seigneuriales. C'est cependant par l'invasion des justices que le domaine royal s'empara des rivières navigables, des trésors, mines, successions en déshérence et des aubaines ; la royauté avait enfin recouvré ces droits qui sont un de ses principaux attributs, et qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

En résumé, dans l'ancien droit, le droit de déshérence appartient d'abord aux rois francs, héritiers des empereurs romains ; les hauts seigneurs l'enlevèrent peu à peu aux rois de la deuxième race, au X^e siècle ; enfin aux XIV^e et XV^e siècles la royauté le reprit aux seigneurs pour ne plus s'en défaire jusqu'en 1789.

CHAPITRE II

CARACTÈRES DU DROIT DE DÉSHÉRENCE.

« On appelle *biens vacants*, dit Henrion de Pansey (*Dissertations féodales, hoc vº*), les héritages qui paraissent n'avoir jamais eu de propriétaires, ceux que les propriétaires ont abandonnés, et les biens de ceux qui n'ont pas d'héritiers qui puissent ou qui veuillent leur succéder. Les successions vacantes sont plus particulièrement connues sous le nom de déshérences... » Les successions en déshérence sont attribuées au fisc à défaut de tout autre et en vertu de la maxime : *fiscus post omnes*. Le fisc, d'après Lefebvre Laplanche (*Traité du domaine*), est subrogé au droit du premier occupant : ce qui n'appartient à personne lui appartient ; il en a non seulement la propriété, mais aussi la possession, même à son insu, bien que l'idée de possession semble comprendre celle de détention matérielle : « Nos principes établissent dans le trésor public une grande main, une main universelle qui s'étend à tout, qui embrasse tout, fait la base commune de toutes les autres possessions, et se retrouve à leur place sitôt que celles-ci laissent quelque espace vide (1). »

(1) Les éditeurs du *Traité du domaine* de Lefebvre Laplanche, dans la préface. Ils ajoutent : « Quoique le fisc ne vienne que *post omnes* et autant qu'il n'y a aucun citoyen qui réclame, sa place enfin ne peut lui être enlevée : il n'est tenu de reconnaître d'autres réclamations que celles dont le titre est écrit dans la loi même. En entrant dans cette place il est sans

Les successions en déshérence appartenant au fisc, le droit de déshérence appartient au roi. Nous avons dit au chapitre I que la royauté s'est toujours montrée fort jalouse de cette prérogative et qu'elle l'a longtemps défendue et vite reprise aux seigneurs qui l'en avaient dépossédée.

Au droit de déshérence se rattachent fort intimement plusieurs autres droits dont il est utile de dire ici un mot, et qui, comme le premier, attribuent au roi la propriété ou la possession des biens d'une personne défunte : nous voulons parler des droits d'aubaine et de bâtardise.

Lefebvre Laplanche, lui-même, les a rattachés au droit de déshérence, et représentés comme des branches de ce dernier, tout en constatant que c'est là « un point de vue nouveau ». — Loyseau (*Traité des seigneuries*, ch. 12, n° 106), les considère comme des exceptions au droit de déshérence.

Les aubains ou étrangers n'ont pas le droit de tester, en France, et après leur mort, leurs biens deviennent la propriété du roi, à moins qu'ils n'aient des enfants qui consentent à devenir régnicoles (1). Sous les rois de la deuxième

doute sujet aux mêmes lois, et comme un autre héritier obligé de satisfaire aux charges légitimes ; il recueille le patrimoine et a tous les droits d'un héritier ; s'il n'est pas héritier, il est, suivant l'expression ordinaire, *loco heredis*. Nous disons, s'il n'est pas héritier, parce qu'il est à remarquer qu'en effet son titre est antérieur à celui d'héritier : c'est pour son exclusion qu'on a imaginé cette subrogation d'une personne à une autre (de l'héritier au *de cuius*) : il ne se retrouve que parce que, les degrés de cette subrogation épuisés, les choses se retrouvent dans l'état primitif. Il recueille donc les biens sans se revêtir de la personne et sans se soumettre à l'obligation personnelle du défunt ; seulement il recueille les biens avec leurs charges, et répond, comme biens-tenant, aux poursuites des créanciers, *intra vires emolumentis*, en vertu de la règle *bona non intelliguntur, nisi deducto ære alieno*. »

(1) Ils peuvent cependant acquérir tous les droits civils en se faisant naturaliser.

me race, ils sont même considérés comme serfs : c'est là une raison majeure pour qu'ils ne puissent avoir d'autre successeur que leur seigneur.

Il en est de même pour les bâtards, mais c'est ici un vrai droit de déshérence : n'ayant pas de famille, les bâtards laissent à leur mort leurs biens vacants : ceux-ci reviennent donc au fisc. Lorsque le droit de bâtardise et le droit de déshérence sont en concurrence, le premier doit l'emporter : 1^o parce que ce droit prévient toujours le droit de déshérence, étant acquis au moment de la naissance du bâtard, et ayant lieu si ce n'est que le bâtard soit légitimé ou qu'il ait des enfants d'un légitime mariage ; au lieu que la déshérence ne vient qu'à la mort de celui qui décède sans héritiers ; 2^o parce que la déshérence, comme tous les droits de haute justice, procède du roi, qui n'est jamais censé accorder de privilège contre lui-même. C'est pour cela que quand le bâtard légitimé meurt sans héritiers, le droit de bâtardise revit, le roi n'ayant pas légitimé en faveur des seigneurs, mais en faveur de la famille (Lebrun, *Traité des successions*, t. 1, p. 43) (1).

Nous ne faisons qu'indiquer les rapports entre ces droits et celui de déshérence, sans y insister davantage.

Sous le régime féodal, tel qu'il était au X^e siècle, les possesseurs de fiefs héritaient de leurs serfs : c'était la conséquence du servage et de la mainmorte. Aux XII^e et

(1) On a rattaché aussi au droit de déshérence le *droit de garde*. Lorsque le vassal d'un fief noble mourait laissant un enfant mineur, le seigneur, en compensation des services militaires ou autres que le nouveau titulaire du fief ne pouvait lui fournir, avait la garde du fief jusqu'à la majorité du mineur, c'est-à-dire en avait la possession et en touchait les fruits. Il n'y a à notre avis qu'une lointaine analogie entre ce droit et celui de déshérence.

XIII^e siècles les affranchissements tendirent à faire disparaître ce droit exorbitant, mais le roi dans son domaine, le seigneur sur sa terre, avaient et conservèrent le droit de déshérence sur les successions sans héritiers.

On distingue dans l'ancien droit trois sortes de déshérences : la première se produit dans le cas de défaillance des héritiers du sang ; la seconde lorsque ces héritiers renoncent à la succession ; et la troisième lorsqu'ils ne peuvent la recueillir par suite de l'incapacité du défunt. C'est le premier cas qui est proprement appelé déshérence, et c'est celui que j'étudierai spécialement et d'abord, réservant pour la fin les quelques différences qui en séparent les deux autres cas.

CHAPITRE III

A QUI APPARTIENNENT LES SUCCESSIONS EN DÉSHÉRENCE.

« D'après le droit commun, dit Bacquet (*Traité du droit de déshérence*), le droit de déshérence appartient au roi. Toutefois le roi ayant fait cet honneur aux ducs, marquis, comtes et autres seigneurs de son royaume de leur donner ou plutôt communiquer droit de haute, moyenne et basse justice en leurs terres et seigneuries, sous ombre de haute justice, ils ont repris le droit de déshérence sur le roi, encore que de tels droits n'aient rien de commun avec le droit de justice qui consiste à rendre à chacun ce qui lui appartient. » On voit que la royauté contesta aux seigneurs l'appropriation de ce droit régalien, mais elle dut s'incliner devant la coutume et la possession.

I. — Une succession en déshérence s'ouvre dans une seigneurie : à qui appartiendra-t-elle ? Au seigneur haut justicier (1). Il succède aux biens de son sujet existant en sa haute justice, et si le défunt n'est pas son sujet et n'est pas domicilié dans sa haute justice, il a cependant vocation aux biens sis en son territoire justiciable. — Quant au

(1) Il y a trois sortes de justices : la haute, moyenne et basse justice, différant par la compétence accordée au justicier. A l'origine la haute justice devait être exclusivement celle du comte ; le vicaire ne devait posséder que la basse justice. Par suite de concessions et d'inféodations multiples, il n'y eut plus aucune attention à accorder au titre du titulaire pour déterminer le rang de sa justice ; tout dépendit des termes de l'acte de concession.

moyen, au bas justicier et au seigneur féodal ils ne succèdent aucunement, la coutume ne leur accordant pas ce droit.

L'article 167 de la Coutume de Paris dispose en effet : « Quand le propriétaire possesseur d'aucun héritage va de vie à trépas sans hoirs apparens, le hault-justicier en la justice duquel les héritages sont assis peut et lui est loisible, iceux héritages vacans et non occupez, saisir et mettre en sa main. » Or cette coutume est suivie comme règle générale par les pays dont les coutumiers sont muets sur ce point : un arrêt du 11 mars 1606, cité par Ferrière, l'annotateur de Bacquet, ad'ailleurs consacré cette disposition en déboutant un seigneur de fief de sa prétention à une succession en déshérence. — Il y a lieu d'observer toutefois que dans tous les biens fiscaux (amendes, confiscations, déshérences, épaves, etc.) les moyens et bas justiciers ont leur part « en tant qu'ils ont droit de fisc, étant trouvés en l'enclave de leur justice, à savoir le moyen justicier de 60 sols et le bas de 7 sols et 6 deniers », ce qu'ils négligent ordinairement pour la rareté de ces aubaines et la petite part qu'ils y ont.

II. — La règle posée par la Coutume de Paris reçoit cependant plusieurs exceptions remarquables. Ainsi la Coutume de Normandie, dans son article 146, accorde le droit de déshérence aux seigneurs féodaux : « Aux seigneurs féodaux appartiennent les héritages de leurs vassaux, après leur décès, à droit de déshérence et ligne éteinte, aux charges de droit, s'il ne s'y présente hoirs habiles à succéder dans le septième degré inclusivement. » Dans cette province les droits des seigneurs féodaux sont d'autant plus avantageux

qu'ils ont droit aux confiscations et aux biens des bâtards, et que le droit de succéder *ab intestat* est, comme on le voit, restreint au septième degré, tandis que d'ordinaire les parents, en quelque degré qu'ils soient, excluent les seigneurs ; enfin en Normandie, celui qui n'a point d'héritier ne peut donner ni par testament, ni entre vifs, au delà de ce que pourrait donner celui qui a des héritiers : c'est ce qui résulte des *Placites* de 1666 (Merlin, V^o *Déshérence*). Ce n'était cependant pas un avantage si grand qu'on pourrait le croire, pour le seigneur, de succéder à partir du septième degré : l'annotateur de Lebrun (l. 1, ch. 6, s. 4, n^o 11) assure en effet qu'on suit en Normandie la computation canonique, de sorte que le septième degré se trouve être le quatorzième degré en droit civil, où on compte des deux côtés (Merlin, V^o *Succession*) (1).

Il en est de même dans la Coutume de Bretagne, où d'après d'Argentré (art. 540 nouvelle rédaction), le seigneur féodal a le droit de déshérence. « Les successions *désertes*, dit-il, sont sous la garde du seigneur pour les rendre à ceux qui les demanderont et qui auront qualité pour cela : au lieu que les biens vacants appartiennent au seigneur haut justicier. » Il n'est pas besoin de ce degré de justice pour les successions en déshérence, puisque c'est un simple droit de fief (2). De même l'art. 595 dispose : « Et défaillant un estoc ne succède l'autre estoc ;

(1) Il y a lieu toutefois d'observer que dans cette coutume et autres analogues le roi, en cas de déshérence, succède aux meubles, rentes constituées, héritages en bourgage, qui ne relèvent d'aucun seigneur.

(2) Et d'Argentré condamne Dumoulin sur ce point, à tort d'ailleurs, car ce qui était vrai pour la coutume de Bretagne ne l'était pas dans celle de Paris et dans la généralité des coutumes, et c'est avec raison que Dumoulin, qui étudiait le droit commun, attribuait les déshérences au haut justicier.

ainsi sera le seigneur du fief préféré à recueillir les choses par droit de déshérence et de réversion.» D'Argentré ajoute encore que la déshérence appartient à tout seigneur, la succession des bâtards au moyen justicier et l'aubaine au roi seul. Une autre bizarrerie de la Coutume de Bretagne (cette coutume est certainement celle qui contient le plus d'exceptions au droit commun), consiste en ce que les meubles suivent la personne en matière de déshérence comme en tout autre cas ; c'est ainsi que les meubles appartiennent au seigneur du domicile et les immeubles au seigneur de la situation ; nous montrerons plus loin que ce n'est pas cette solution qui a été admise relativement aux meubles dans le droit coutumier général.

Le justicier succède donc, d'après le droit commun, à l'exclusion du seigneur féodal : mais la controverse sur ce point fut grave et longue : le justicier ne l'emporta que parce que le roi était le plus souvent intéressé dans la discussion comme haut justicier. Le débat portait sur le principe même de la déshérence. Si le droit est relatif à la règle de droit public qui subroge le fisc aux droits du premier occupant, le haut justicier entre les mains de qui se trouve le trésor public est incontestablement l'attributaire. Si on rapporte ce droit à la propriété directe qui rend les habitants fiefs du seigneur, c'est au seigneur du fief qu'il appartient. « Or, dit Lefebvre Laplanche, l'option entre ces deux principes est toute jugée : puisque nos mœurs ont reconnu l'illusion de ce principe qui fait de l'honneur un accessoire de la terre qu'il cultive, il faut chercher dans une source plus pure l'origine du droit de déshérence. L'idée du trésor public, subrogé aux droits du pre-

mier occupant, forme cette source. » Certes l'idée est élevée et humaine, mais ce n'est pas là le droit féodal pur : régulièrement l'extinction de la famille du vassal devrait faire retomber le fief aux mains du seigneur terrien : l'attribution de la déshérence au justicier n'a donc pu s'établir que dans l'oubli des règles fondamentales du droit féodal : aussi n'a-t-elle été admise qu'au XVI^e siècle.

Quoi qu'il en soit le justicier triompha. Ferrière, dans son Commentaire sur la Coutume de Paris, se borne à constater le fait : la seule raison qu'il donne de la vocation exclusive du haut justicier est en effet la suivante : « le seigneur haut justicier exclut le seigneur féodal, par la raison que le droit de déshérence a été accordé aux seigneurs hauts justiciers comme une dépendance de leur justice, pour les récompenser des charges onéreuses qui y sont annexées. » Ce n'est pas une explication !— La même règle est posée par Dumoulin, Labbé, Ricard, Brodeau, Loyseau (1) etc...

III. — Mais à quel seigneur haut justicier appartient le droit de déshérence : à celui du domicile ou à celui de

(1) *Traité des seigneuries*, chap. 12, n° 85 : « Je dis notamment que cette réunion se fait de la seigneurie privée à la publique et non pas à la directe, parce qu'en France les fiefs et cens sont perpétuels et patrimoniaux, et que les biens vacants sont attribués à la justice pour soutenir les charges d'icelle. Mais aussi il faut prendre garde que cette réunion se fait de telle sorte que le droit du seigneur féodal est toujours conservé : de sorte que le justicier succédant par confiscation ou déshérence doit reconnaître le seigneur direct, ainsi qu'un autre détenteur : même lui doit relief des fiefs, ainsi qu'un successeur collatéral. Mais si le justicier est aussi seigneur direct, bien que cette succession opère une réunion et partant qu'il fasse de son fief son domaine, toutefois il ne doit point de relief au seigneur direct supérieur parce que c'est une règle générale que pour de telles réunions de l'utile seigneurie à la directe, il n'est point dû de relief, comme traitent les interprètes sur l'article 50 de la Coutume de Paris... »

la situation des biens ? Quant aux immeubles, la question n'a jamais fait de difficulté : ils appartiennent au seigneur de leur situation, et en cas d'immeubles sis en différentes justices, il y a autant de seigneurs hauts justiciers à succéder que de territoires divers comprenant des biens de la succession. Les héritages suivent en effet la coutume des lieux où ils se trouvent : ils sont donc la propriété du seigneur en la justice duquel ils sont assis, par droit de déshérence, qui est un droit annexé à la justice : mais le haut justicier n'a aucun pouvoir ni juridiction sur les biens situés en la justice d'autres seigneurs.

Au sujet des meubles au contraire, la coutume est muette et il y a controverse. La majorité des auteurs semblent les soumettre à la même règle que les immeubles et les attribuer au seigneur de la situation. Dans les autres successions, la vocation aux meubles est déterminée par le domicile du défunt « parce qu'on suppose que l'intention du père de famille a destiné tous ses meubles pour le lieu où il est établi, et qu'il y aurait d'ailleurs des inconvénients de consulter différentes coutumes pour régler leur destinée » : il semble qu'il devrait en être de même ici ; en effet le seigneur haut justicier est le véritable héritier mobilier du défunt, ses héritiers immobiliers étant les autres seigneurs dans les justices de qui se trouvent les héritages ; à lui doivent par conséquent appartenir tous les meubles qui sont en franc-lieu, c'est-à-dire qui n'ont pas d'assiette fixe. La Coutume du duché de Bourgogne contient une disposition en ce sens.

Suivant les époques la question a reçu de la majorité des auteurs des solutions différentes. Avant le XVI^e siècle

l'opinion générale est favorable au seigneur du domicile : Loyseau dit en effet dans son *Traité des seigneuries* (ch. 12, n° 88) : « Tous les docteurs anciens et modernes, sans exception que je sache, tiennent unanimement que les biens du confisqué ou décédé sans hoirs appartiennent au haut justicier de son domicile. » Mais à partir du XVI^e siècle la solution inverse prévaut (1), à juste titre selon nous : c'est d'ailleurs la solution qui a été admise par le Code civil (voir *infra*, 4^e partie).

Les successions en déshérence en effet, disent les anciens auteurs, ne ressemblent pas sur ce point aux successions ordinaires : on ne peut dire qu'elles soient jacentes et qu'elles représentent la personne du défunt : les meubles de ceux qui décèdent sans héritiers sont donc simplement vacants, et semblables à tous autres vacants, aux épaves et aux biens qui n'ont pas de maître, ils doivent subir la destinée de ces biens et appartenir au seigneur dans la justice de qui ils se trouvent. Une autre raison à l'appui de cette opinion est donnée par Bacquet : c'est que le roi et les seigneurs hauts justiciers exerçant le droit de déshérence ne sont point des héritiers, mais des successeurs aux biens : *non sunt heredes, nec universales successorés, sed successorés bonorum, vel successorés in universum*, de sorte que chacun prend tout ce qui se trouve en son territoire, sans que l'autre y puisse rien prétendre. Telle est la doctrine posée par un arrêt du 20 mars 1343 au profit de l'abbaye de St-Germain-des-Prés. Le seigneur prend donc

(1) Il n'y a pas lieu de s'arrêter à une opinion intermédiaire de Guérin qui prétend que les meubles sont la propriété du moyen ou du bas justicier, s'ils se trouvent en leur territoire.

non seulement les immeubles, mais aussi les meubles qui se trouvent en son territoire et haute justice, lesquels meubles en ce cas particulier sont censés avoir une assiette certaine, et cela quoique le défunt n'y fût pas demeurant, et malgré la maxime : les meubles suivent la personne. Ceci est conforme à l'article 346 de la Coutume de Reims : « S'il y a biens vacants en divers lieux, chacun seigneur haut justicier doit avoir ceux qui sont en sa seigneurie et haute justice, tant meubles qu'immeubles ; et en ce cas les meubles ne suivent pas le domicile. » Il en est de même dans la Coutume de Péronne, citée par Tronçon, — et dans la Coutume de Vermandois (art. 86), citée par Lebrun. La Coutume de Paris est muette sur la question : on doit donc se ranger à la dernière opinion qui est celle d'auteurs considérables : Bacquet, *Traité du droit de déshérence*, ch. 3, n^{os} 3 et 4 ; — Ferrière, *Coutume de Paris*, sur l'article 167 ; — Pothier, *Coutume d'Orléans*, titre 17, n^o 131 ; — Coquille ; — Brodeau ; — Chopin ; — Lefebvre-Laplanche (1), etc...

(1) Voici comment Lefebvre-Laplanche justifie son opinion : « Cette décision unanime de tous les auteurs, adoptée par une jurisprudence certaine, a ses racines dans les plus profondes combinaisons du droit civil. Pendant la vie du citoyen, la loi le revêt d'une personne civile et unit ensemble par un lien fictif les différents effets qu'il possède pour en former une seule masse, sous le nom de patrimoine. Ces différents effets sont donc considérés comme des portions de ce patrimoine. Malgré leur mobilité naturelle, la loi leur donne une assiette fictive dans le lieu de la situation de la masse totale. De là l'empire de la loi du domicile sur les effets mobiliers. Après la mort du citoyen la loi veille à ce que le lien ne soit pas brisé, et la masse du patrimoine transportée avec la personne civile du défunt sur la tête de l'héritier dont elle joint la possession à celle du défunt de manière qu'il n'y ait point de temps intermédiaire. Mais s'il n'y a point d'héritier toutes ces fictions tombent, comme n'ayant plus d'objet. Les choses se retrouvent dans l'état où la nature les a placées, c'est-à-dire que les débris de ce corps éparés anéanti reçoivent l'impression de la loi sous l'empire de laquelle leur posi-

Ce dernier auteur fait une distinction entre les meubles ordinaires et les dettes actives. Celles-ci constituent un droit incorporel, n'ayant par nature aucune situation ; elles n'en peuvent avoir que par fiction. Comment leur fixer une assiette ? le débiteur, lui, ne possède rien : il n'a qu'à satisfaire à l'obligation ; le créancier au contraire possède un droit qui pour être incorporel n'en est pas moins réel, et qui ne peut avoir d'autre situation que celle de la demeure du possesseur ; les créances ont donc leur assiette au domicile du créancier : attachées à sa personne pendant sa vie, elles restent attachées à son domicile après sa mort, et c'est le seigneur de ce dernier lieu qui, en cas de déshérence, les recueille. Ceci ne s'entend bien entendu que des créances *purement verbales*, pour lesquelles il est nécessaire d'avoir recours à une fiction ; pour celles qui sont constatées par écrit la fiction est inutile ; ce ne sont plus des droits incorporels, car ils s'incorporent dans l'écrit qui les constate et si cet écrit se trouvait dans un lieu autre que celui du domicile, ce serait le seigneur de ce lieu qui y aurait droit. — Contraire est l'avis de Loyseau sur ce dernier point (*Traité des Seigneuries*, ch. 12, n° 91) : « Les dettes actives doivent suivre généralement le domicile du créancier et non le lieu où les obligations, cédules ou papiers justificatifs d'icelles seront trouvés, d'autant que les papiers ne sont pas la dette, mais la preuve et assurance d'icelle, joint qu'il y a des dettes dont il n'y a point de papier, d'autres dont il peut y avoir des papiers en plu-

tion physique les place. Ce sont des épaves ou biens vacants, livrés au premier occupant, c'est-à-dire au fisc qui en exerce les droits. » Voilà certes une parfaite analyse !

sieurs lieux et en diverses justices : mais enfin ces derniers consistent en action personnelle, inhérente aux os du seigneur ou au créancier d'icelle, et non pas à mon avis au débiteur, quoi qu'en dise Coquille. » L'opinion de Loyseau nous paraît beaucoup plus juridique que celle de Lefebvre-Laplanche et d'une application plus aisée : nul doute qu'elle ne fut suivie dans la pratique. — Sauf ce point spécial sur lequel il y a des divergences, le système général de Lefebvre-Laplanche *relativement aux créances* était suivi par Coquille, Loyseau, Brodeau et même par tous les auteurs qui n'admettent cependant pas le seigneur du domicile à la succession aux meubles.

Sont aussi attribués au seigneur du domicile, suivant Brodeau, les rentes constituées à prix d'argent et les offices ; la coutume de Bretagne contient un article en ce sens ; c'est l'avis d'Auzanet qui cite un arrêt de 1597 en sa faveur, arrêt mentionné en outre par Loyseau.

Quant aux dettes passives, elles sont, par compensation, payées par chaque seigneur successeur à proportion de ce qu'il recueille : nous montrerons plus loin qu'ils ne peuvent être tenus au delà de ce qu'ils ont touché dans la succession.

CHAPITRE IV

OUVERTURE DU DROIT DE DÉSHÉRENCE.

I. — Le droit du seigneur justicier représentant le fisc ne s'ouvre qu'à défaut de tout autre. Pour qu'il y ait déshérence, il faut donc qu'il n'existe aucun parent du *de cujus*, soit dans la ligne paternelle, soit dans la ligne maternelle. Cette règle n'a pas été admise sans difficulté : quelques coutumes en effet partageaient absolument en deux parts la succession de tout individu, l'une revenant à la ligne paternelle, l'autre à la ligne maternelle, sans aucune dévolution d'une ligne à l'autre ; de sorte qu'à défaut de parents dans une ligne, le fisc était appelé, à l'exclusion des parents de l'autre ligne. Telles étaient les Coutumes de Bretagne, art. 595 ; de Normandie, art. 245 ; d'Anjou, art. 268, etc... ; mais c'étaient des exceptions, et le droit commun déclare qu'en cas de défaillance d'une des deux lignes, l'autre ligne exclut le seigneur.

Le différend sur cette question vient de ce que le droit coutumier qui tendait à conserver les biens dans les familles, pratiquait la maxime *paterna paternis, materna maternis* ; en sorte qu'il était permis de regarder l'héritier appelé dans une ligne comme étranger à l'autre ligne et complètement incapable de recueillir les biens y afférents : on pouvait dire des héritiers les plus proches de chaque ligne : *nec re, nec verbis conjuncti sunt et diverso jure suc-*

cedunt. Les coutumes d'exception s'expliquent encore par une autre considération. A l'origine les seigneurs regardaient comme leur appartenant les personnes mêmes des serfs et hommes de poeste habitant sur les terres dont ils avaient la propriété directe : en conséquence ils recueillaient après eux tous leurs biens, comme mainmorte ; non à titre de déshérence, mais « en vertu d'une vocation précise de la loi et des mœurs » qui n'admettent d'abord au droit du seigneur d'exception qu'en faveur des enfants, puis plus tard des parents jusqu'à un certain degré du côté d'où était venu l'héritage ; ce à quoi les partisans du système adverse répondent victorieusement que ce droit n'est pas un droit de déshérence, mais une disposition spéciale d'une loi locale, qui ne doit s'exécuter que dans les limites de son ressort, et suivant ses termes précis.

Aussi cette règle n'a pas été admise ; beaucoup d'auteurs trouvèrent odieuse cette exclusion des héritiers du sang par le fisc et réclamèrent la prépondérance des proches parents sur l'Etat. Peu à peu cette tendance devient une règle générale et au XVI^e siècle elle forme le droit commun ; d'ailleurs l'article 330 de la Coutume de Paris réformée est conçu en ce sens : « s'il n'y a aucun héritier de côté et de ligne, dont sont venus les héritages, ils appartiennent au plus proche habile à succéder de l'autre côté et ligne, en quelque degré que ce soit. » La Coutume de Paris s'étant imposée comme droit commun partout où la coutume locale était muette, la règle la plus favorable aux héritiers du sang prévalut. Cette solution de la question était facile à prévoir, car si les pays de droit coutumier appliquaient à la lettre la maxime *paterna paternis, materna maternis*,

les pays de droit écrit au contraire ne l'appliquaient qu'en ligne directe et non en ligne collatérale (sauf pour les frères et sœurs et descendants d'eux). A cette raison de fait, s'ajoute la raison théorique suivante : c'est que les coutumes n'ont introduit la distinction des biens paternels et maternels que dans le but, lorsqu'il y aurait concurrence entre les parents paternels et maternels, de conserver les héritages dans les familles dont ils procèdent, et non pas dans le but d'exclure les successibles qui ne sont pas de la ligne au profit du fisc : il ne faut pas pousser un principe juste jusqu'à ses dernières conséquences pour aboutir à un résultat injuste ; la loi ne visait que la concurrence des sortes d'héritiers : son objet manquant ici, elle ne s'applique plus (1).

En tous cas au XVI^e siècle la question est résolue en faveur des héritiers du sang : Ferrière, *Coutume de Paris*, sur l'article 167 ; — Loyseau, *Traité des seigneuries*, n° 103 ; — Bacquet, *Traité du droit de déshérence*, ch. 4, n° 14. — Ce dernier cite dans le même sens des arrêts des 28 mai 1566, 10 mai 1572, juin 1589, etc....

Les anciens auteurs expliquent de la façon suivante comment ils tirent cette nouvelle règle du droit romain. La loi des XII Tables, disent-ils, ne préférerait au fisc que

(1) Les motifs donnés par Lefebvre-Laplanche à l'appui de cette opinion sont peu convaincants. « Les biens de chacun des citoyens, dit-il, appartiennent pour ainsi dire à la famille dont il fait partie, aussi bien qu'à lui ; en sorte que l'ouverture de la succession, en donnant lieu à un changement de main, produit aussi, au même instant, une continuation de possession qui passe successivement à plusieurs personnes issues du même sang, sans qu'on puisse dire que ces biens sont vacants, tant qu'il reste un de ceux que le lien du sang autorise à en jouir, chacun à leur rang, et sans qu'on puisse faire distinction de l'origine de ces biens. »

ceux qui portaient le nom de la famille, les *gentiles* : mais le prêteur avait introduit une autre espèce de succession, la possession de biens, en faveur de ceux qui ne pouvaient être appelés à l'hérédité *possessio bonorum* qui comprenait tous les parents en général, quels que fussent leur nom et le côté par lequel ils étaient unis au *de cujus* : le conjoint survivant même rentrait dans ses prévisions, de sorte que l'on put dire dès lors *fiscus post omnes*. A l'imitation du droit romain notre jurisprudence n'a admis le fisc qu'après la défaillance de toutes sortes de parents, et l'a même exclu en faveur des ascendants : l'État n'a donc de droit qu'au cas où les deux lignes viennent à manquer.

II. — Les parents excluent le fisc et le seigneur haut justicier, *en quelque degré qu'ils soient*. Chopin les admet « au delà du 10^e degré » ; l'article 330 de la Coutume de Paris « en quelque degré que ce soit » ; et Loyseau enseigne que « la succession a lieu *in infinitum*, tant que la ligne se peut montrer ; c'est pourquoi en quelques coutumes la déshérence est appelée ligne éteinte et ligne faillie, ce mot de ligne signifiant parenté ». Sont du même avis : Dumoulin, Brodeau, Charondas, etc. Certains cependant, s'inspirant de quelques textes du droit romain, ont voulu réduire la vocation héréditaire au dixième, même au septième degré, mais leur opinion est restée isolée.

J'ai noté aussi que la vocation héréditaire s'arrêtait en Normandie au septième degré (suivant la computation canonique, c'est-à-dire au quatorzième degré en droit civil). Du temps de d'Argentré, on pensait en Bretagne que la coutume de cette province ne permettait pas de succéder au delà du neuvième degré. Mais Poullain du Parcq dit,

dans sa note sur l'art. 342, « que la maxime contraire est constante aujourd'hui depuis l'arrêt du 20 juin 1733 du parlement de Rennes ».

Dans les pays de droit écrit, on ne fait, selon Maynard (l. 6, ch. 99), aucune difficulté d'admettre les parents à succéder jusqu'au dixième degré, mais cet auteur ne dit pas si on les admet dans les degrés ultérieurs. Bretonnier, dans ses *Questions alphabétiques*, paraît supposer que non ; mais Serres (*Institution au droit français*, l. 3, t. 5) présente l'affirmative comme incontestable. — Dunod (*Traité des Retraits*, ch. 4) enseigne qu'on le juge ainsi au parlement de Besançon, lorsqu'il s'agit d'exclure le fisc, mais qu'entre parents, celui qui est de la ligne ne succède pas au préjudice des plus proches, *quand il passe le dixième degré*. Grivel (décision 109) rapporte un arrêt de 1588 qui confirme précisément la seconde partie de cette assertion. — Un des annotateurs de Papon (l. 21, t. 1, n° 29) remarque « qu'en France les successions légitimes sont reçues par dessus le dixième degré : arrêt de Paris, 1^{re} chambre des enquêtes du 17 mai 1572 ». Suivant Merlin « il passe pour constant qu'il n'y a pas de réduction en cette matière » (*Répertoire de jurisprudence*, V° *Succession*). — Ces autorités justifient suffisamment la règle que nous avons posée au début de cet alinéa.

III. — Le degré étant indifférent, il suffit donc pour exclure le fisc de prouver sa parenté avec le défunt : comment se fera cette preuve ? Suivant Lefebvre-Laplanche, la conformité de nom ne suffit pas, évidemment, cela pouvant être une circonstance fortuite ; mais une preuve suffisante est la reconnaissance formelle de la famille aux

biens de laquelle l'aspirant à la succession prétend, cette reconnaissance pouvant être fondée, par exemple, sur une action de retrait lignager, contre laquelle la famille n'a pas protesté. Et alors même que le degré de parenté serait incertain, si la parenté n'est pas douteuse la vocation du prétendant est suffisamment établie : arrêt du 4 mai 1629, qui admet même comme preuve suffisante le bruit commun (*fama*) ; ces preuves varient d'ailleurs suivant que le réclamant est de naissance noble ou roturière.

La jurisprudence se contente, nous venons de le dire, du bruit commun, c'est-à-dire d'un des éléments de la possession d'état (*fama, tractatus, nomen*) ; en outre Du-moulin, sur l'article 32 de la Coutume de Tours, après s'être prononcé en faveur des parents à l'encontre du fisc, ajoute qu'il suffit pour succéder d'être « *in quasi possessione parentelæ* ». Cet auteur et l'arrêt de 1629 veulent-ils dire que la *possession d'état* est admise comme preuve en cette matière ? Oui, certainement. La possession est en effet précieuse en matière d'état et on peut même dire que c'est la possession qui fait l'état des personnes. La génération est un fait secret, et la preuve que tel individu est le fils de tel autre est impossible à faire d'une manière absolument certaine : elle ne peut que résulter des circonstances extérieures et de la façon dont le fils est traité par le père. Cette preuve ne peut se faire que par témoins qui affirment la tradition publique, la possession d'état ; c'est ce qu'on appelle un acte de notoriété. Un acte de notoriété suffit donc pour prouver la parenté. La raison de douter pourrait venir de ce que la preuve testimoniale présente beaucoup de dangers, et en matière d'état plus qu'en toute

autre ; mais ici c'est le seul mode pratique, attendu qu'il est impossible à chacun de faire constater sa filiation par un monument écrit, au moment de sa naissance. On peut objecter que le législateur a prévu le cas puisqu'il a ordonné de rédiger des actes de baptême, de mariage, de sépulture (1) qui désignent les personnes par toutes les circonstances importantes de leur vie ; mais ce n'est là qu'un commencement de preuve par écrit, irréfragable s'il est appuyé de la possession d'état conforme, mais qui tombe devant la preuve testimoniale *simple* contraire : si en effet pour faire échec à un individu qui a un acte de baptême qui n'est pas le sien, il fallait que son contradicteur eût lui aussi un commencement de preuve par écrit pour étayer son témoignage, l'introduction d'étrangers dans les familles serait trop facile.

Il est bien évident qu'en présence des prescriptions du législateur un individu ne peut réclamer un *titre* de son état sans justifier dudit état autrement que par la preuve testimoniale ; mais si, jouissant de cet état, il en réclame les avantages, il peut se borner, lorsqu'on l'interpellera sur cet état, à se défendre par la possession : *possideo quia possideo* : or le fait même de la possession d'état ne peut se prouver que par la preuve testimoniale.

(1) L'institution des actes de l'état civil est due au clergé. Dès le moyen âge, le clergé, dans le but d'assurer les prescriptions de la loi religieuse, introduisit l'usage de constater les baptêmes, les mariages et les sépultures par des actes inscrits sur les registres des paroisses. Malgré leurs imperfections, ils étaient préférables à la preuve testimoniale dont il faut se défier surtout ici. Diverses ordonnances furent rendues tendant à substituer en cette matière la preuve résultant des actes inscrits sur les registres des paroisses à la preuve testimoniale (Ordonnance de Blois de 1579), et à la perfectionner (Ordonnance de 1667).

Ces motifs sont encore plus probants quand il s'agit d'interpeller un homme non pas sur son état personnel, mais sur l'état d'un homme avec lequel il articule qu'il avait des degrés de parenté. S'il a vis-à-vis de lui quelqu'un qui par les actes ordinaires justifie d'une parenté dont il compte les degrés, lui, qui ne peut compter les siens, ne touche point le défunt d'aussi près et ne sera point en concurrence, car ordinairement la possession indique une parenté, mais sans en caractériser les degrés, si ce n'est en ligne directe ou dans le 1^{er} et le 2^e degré de la collatérale. Mais si cet homme n'a vis-à-vis de lui que le fisc, c'est-à-dire s'il n'a besoin que d'une parenté dont il est inutile de compter les degrés, en ce cas la possession termine tout procès : *sufficit quasi possessio parentelæ* ; il se défendra donc en disant : j'ignore l'histoire de mon parent, j'ignore les noms de ses père et mère, le lieu où il est né ; par conséquent je ne sais où rechercher les monuments de cette naissance, encore bien moins ceux des époques intermédiaires et la souche commune qui nous unissait. Mais ce que je sais c'est qu'une tradition immémoriale nous a conduits à nous regarder comme parents, à vivre ensemble comme tels, et j'offre de vérifier ce fait par les preuves dont il est susceptible — et cette défense sera sans réplique (*Lefebvre-Laplanche*).

La preuve testimoniale en cette matière peut d'ailleurs fort bien être remplacée par des registres et papiers domestiques, lettres, actes de famille, etc. En résumé, la preuve testimoniale est admise pour prouver la parenté : c'est affaire au juge de discerner ce qu'il y a à prendre dans chaque témoignage (1).

(1) Voici ce que dit Merlin, V^o *Succession*, sur la question. — Quant à la ma-

IV. — Le droit de déshérence ne s'ouvre que par le défaut des deux lignes : et même en ce cas de défaillance complète, le seigneur peut encore être écarté par le mari ou la femme survivant ; peu importe que la veuve soit remariée, et même que son mariage n'ait pas été valable, si elle est de bonne foi (Lebrun, *Traité des successions*). Tel est l'avis de Lefebvre-Laplanche, de Chopin (*de Domanio*, ch. 13), qui tire cette règle du droit romain (titre *unde vir et uxor*) (1) ; de Loyseau, qui cite « un arrêt solennel

nière de prouver la parenté, il faut distinguer le cas où il n'est question que d'exclure le fisc, de celui où plusieurs personnes se disputent une succession à titre de parenté.

I. Au premier cas, dit Serres (*Institution au droit français*, l. 3, t. 5), on se contente que la parenté soit établie par de simples indices, sans qu'il soit besoin de prouver la généalogie, par exemple la renommée, une reconnaissance verbale ou écrite du *de cujus*. Brodeau, sur Louet, lettre F, § 22, cite un arrêt du 22 mai 1622 favorable à cette thèse.

Il paraît au premier abord que ceci ne puisse s'appliquer à la coutume de Normandie ; l'article 146 limitant le droit de succession au 7^e degré, il faut, semble-t-il, que les prétendants droit prouvent le degré dans lequel ils sont parents. Cependant Basnage, sur ledit art. 146, cite un arrêt du 12 janvier 1617, disant qu'un individu « ayant été appelé *héritier présomptif* dans les affaires onéreuses de la parenté, comme de nourriture et de tutelle, cela suffisait pour exclure le fisc ». On peut dire en faveur de cette décision que la coutume n'admettant le fisc qu'à défaut de parents au 7^e degré, c'est à lui de prouver que les prétendants à la succession ne sont pas dans le 7^e degré, tout demandeur devant vérifier le fait qui sert de base à sa demande. D'ailleurs ce 7^e degré équivalant en droit civil au 14^e il serait souvent fort difficile à un héritier dont la parenté est si éloignée d'en indiquer et d'en justifier précisément le degré ; en décidant autrement on risquerait d'exclure mal à propos des parents qui seraient dans le degré voulu.

II. Au deuxième cas, c'est-à-dire quand plusieurs personnes se disputent une succession à titre de parenté, la loi est plus sévère sur le choix des preuves. Maynard (l. 6, ch. 99) rapporte un arrêt du Parlement de Toulouse qui a préféré un parent qui n'indiquait ni ne vérifiait son degré, à d'autres qui établissaient légalement leur généalogie. Les actes de naissance et de mariage, les partages, testaments, etc..., sont les preuves les plus certaines qu'on puisse administrer en cette matière, et en thèse générale on n'en doit admettre que d'écrites.

(1) Dans ce titre *Unde vir et uxor*, Accurse et Faber sur l'Authentique *Præ-*

de la veille de Notre-Dame de septembre 1600 » ; et de Ferrière, rapportant aussi un arrêt du 22 août 1582.

La femme semble cependant bien être une étrangère et ne pas pouvoir prétendre à la succession qui est déférée *jure sanguinis*. Le droit coutumier a néanmoins suivi le droit romain, qui, sans admettre la femme à la succession en droit civil, lui accordait la *possessio bonorum*. Par le mariage le mari et la femme sont réputés être la même personne et à défaut d'héritiers il est plus juste qu'ils succèdent l'un à l'autre que le fisc au prémourant. Les Coutumes du Poitou (art. 299), du Berry (ch. 9, art. 8), sont formelles en ce sens. Celles du Bourbonnais (art. 328), de Normandie, du Maine, préfèrent au contraire le haut justicier. Les coutumes muettes sont sans conteste favorables aux époux. A l'encontre des principaux auteurs, Bacquet tient pour le seigneur haut justicier, mais il n'est pas suivi.

Cette succession a-t-elle lieu entre le mari et la femme séparés ? En droit romain, il est certain que le divorce l'excluait (v. *suprà*, 1^{re} partie). En droit coutumier plusieurs systèmes sont en présence : Lebrun distingue quatre cas : quand la séparation est suivie d'une réunion, le droit de succéder renaît, c'est incontestable ; — mais en cas de séparation de fait — ou judiciaire — ou causée par un adultère, le droit de succéder cesse entièrement et ne se conserve dans le dernier cas qu'en faveur de l'époux innocent. Il semble cependant que la séparation ne rompant pas le lien qui unit les époux et pouvant n'être qu'une

terea discutent longuement sur le point de savoir si les parents de la femme peuvent succéder au mari mort sans hoirs : ceci n'a point été admis en France.

simple mésintelligence entre eux, la vocation héréditaire ne soit pas supprimée non plus, sauf pour le cas d'adultère, où il y a indignité (En ce sens arrêt de la Chambre du Domaine du 13 mai 1699). Il est d'ailleurs probable qu'il y a indignité et par conséquent déchéance du droit de succéder dans le cas où une femme abandonne son mari et ne s'en rapproche pas par la suite, où un mari chasse sa femme de chez lui sans motifs.

Il reste sur cette matière une question qu'aucun arrêt n'a encore décidée : c'est de savoir si un parent né *et conçu* après la mort du *de cujus* ne devrait pas exclure le fisc (Merlin, V^o *Succession*). La loi 4 au Code de Justinien (*de bonis vacantibus*) veut que le fisc se mette en possession des biens vacants « *si nullum ex qualibet sanguinis lineâ vel juris titulo legitimum reliquerit intestatus heredem* ». On peut bien conclure de cette loi qu'il n'y a point d'héritier, quelque éloigné qu'il soit, qui ne puisse exclure le fisc; mais il en résulte aussi que, pour qu'un héritier puisse être préféré au fisc, il faut qu'il soit né ou tout au moins conçu avant la mort de celui dont il réclame la succession. C'est ce qui est marqué par les termes de la loi : *legitimum reliquerit intestatus heredem*. Cependant M. d'Aguesseau, dans son plaidoyer du 11 mars 1692, croit qu'on pourrait dans certaines circonstances, *humanitate suadente*, « préférer le petit-fils au fisc, moins comme un véritable héritier que comme étant de la famille, comme la faisant subsister, et comme étant, par cette raison, plus favorisé que le fisc ». Ceci n'est guère juridique, c'est même inad-

missible, et jamais l'ancien droit n'a pensé à poser une pareille règle.

Les héritiers testamentaires ou légataires universels font évidemment cesser le droit de déshérence, qui ne s'exerce que lorsque le *de cujus* n'a laissé aucun testament. Puisqu'il est permis de disposer de ses biens au préjudice de ses héritiers légitimes, excepté les *quatre quints des propres*, à plus forte raison est-il permis d'en disposer au préjudice du fisc ; de sorte qu'un légataire universel prendrait, à l'encontre du seigneur, tous les biens meubles et immeubles, acquêts et propres, sans aucune restriction, et sans en excepter les quatre quints des propres qui ne sont réservés par la coutume qu'au profit des héritiers des propres du côté et ligne dont ils sont échus au défunt.

CHAPITRE V

DROITS ET OBLIGATIONS DU SEIGNEUR QUI RECUEILLE UNE DÉSHÉRENCE.

I. *Droits.* — Les droits du seigneur qui recueille une succession en déshérence sont faciles à préciser. Il a tous les droits du précédent propriétaire. Mais aussi il n'en a pas plus que lui : ainsi il ne peut exercer son droit que sur les biens dont le défunt était en possession et qu'il possédait à titre de maître et de propriétaire, et non sur ceux dont le *de cujus* était bien propriétaire, mais qui sont possédés *animo domini* par un autre ; il ne peut agir contre le détenteur que par action réelle (après s'être fait adjuger les biens par droit de déshérence) « pour celui-ci voir ordonner qu'il sera tenu de les délaisser au seigneur, comme à lui appartenant en vertu dudit droit de déshérence ». De même le seigneur n'a aucun droit sur les biens détenus par le défunt comme usufruitier, l'usufruit étant un droit personnel qui s'éteint par la mort du *de cujus*. — Mais que dire du bail, et de l'emphytéose ? Il semble que le seigneur pourra jouir de l'emphytéose et conduire le bail jusqu'à son expiration en payant la redevance annuelle, et que le propriétaire peut même obliger le seigneur à continuer le bail ; « la raison en est, dit Ferrière, que les droits qui peuvent passer aux héritiers et contre eux, passent aux successeurs et contre les successeurs, tels que sont les sei-

gneurs hauts justiciers, et puisque les baux à loyer et à ferme produisent une action qui passe aux héritiers et contre les héritiers, il faut dire qu'elle a lieu au cas du droit de déshérence compétant aux seigneurs et contre les seigneurs, avec cette différence que les héritiers sont tenus de toutes les dettes, à moins qu'ils ne soient héritiers bénéficiaires, et que les seigneurs n'en sont tenus que jusqu'à concurrence de l'émolument qu'ils prennent des biens du défunt». En ce sens Brodeau.

II. *Obligations.* — La principale obligation du justicier est de payer les dettes successorales : *bona non intelliguntur nisi deducto ære alieno* ; et j'appelle dettes toutes les charges, telles que frais, legs particuliers, etc. Mais comme le seigneur n'est que successeur aux biens, et non héritier représentant la personne, il n'est tenu que *intra vires hereditatis*, à condition toutefois qu'il ait fait inventaire.

En cas de concurrence de plusieurs seigneurs à la même succession, chacun paie les dettes en proportion de ce qu'il recueille. Cette solution est admise même dans les coutumes où d'ordinaire les dettes passives suivent les meubles et sont payables entièrement par le successeur à l'universalité des meubles (Loyseau, Coquille), et ce « parce que le seigneur n'est pas un successeur universel mais particulier des seuls meubles trouvés en sa justice : et encore non par voie de succession ou translation du droit du défunt à lui, mais par abolition du droit de l'ancien propriétaire et réunion de la seigneurie privée vacante à la publique » (Loyseau).

Comment se pourvoira le créancier chirographaire qui ne sait combien il y a de seigneurs participant à la déshé-

rence, ni pour quelle part chacun d'eux y participe? Bacquet s'occupe de cette question, mais en supposant des héritiers succédant *diverso jure* (les uns aux meubles et acquêts, les autres aux propres paternels, d'autres aux propres maternels), et il décide qu'en ce cas le créancier peut s'adresser à chacun pour sa part, ou pour le tout à l'héritier aux meubles, sauf le recours de celui-ci contre ses cohéritiers; ce dernier moyen est plus équitable, car l'incommodité serait grande de diviser la dette plusieurs fois. Cette incommodité serait encore aggravée lorsqu'il s'agit de seigneurs concurrents, la part de chacun d'eux étant incertaine et nécessitant une ventilation préalable toujours difficile; et même en admettant la ventilation faite, le créancier qui peut toujours se faire payer par un héritier tenu sur ses biens personnels, n'aura peut-être aucun recours contre un seigneur qui n'est tenu que sur les biens héréditaires. — La réponse de Loyseau à la question que nous posons est que le créancier même chirographaire peut s'adresser pour la dette entière « contre chacune pièce du bien déferé au fisc », le paiement des dettes étant une charge foncière universelle qui s'étend sur tout le bien et qui par conséquent est solidaire, encore qu'il n'y ait point d'hypothèque expresse, la solidarité étant de la nature des charges foncières. Lefebvre-Laplanche et Chopin donnent au créancier un moyen bien plus simple, plus logique et plus économique: c'est de faire nommer aux biens vacants un curateur contre lequel ils exerceront leurs poursuites (Chopin, *de Domanio*, ch. 12, n° 12). C'était le mode suivi dans la pratique.

On s'est demandé si chaque seigneur qui trouve des hé-

ritages tombés en déshérence dans sa haute justice est obligé aux dettes hypothécairement pour le tout. Certainement oui : le passage de Loyseau que nous citons à l'instant, l'enseigne. A la différence des héritiers qui ont personnellement contracté avec les créanciers (puisqu'ils sont censés continuer la personne du défunt), et dont la dette personnelle se divise de plein droit entre eux, les seigneurs ne sont obligés que comme possesseurs, comme détenteurs, par une sorte d'action sinon hypothécaire, du moins pignoratitienne : il n'y a point d'hypothèque sur les meubles, mais comme le seigneur ne les prend qu'à charge de payer les dettes, ils sont entre ses mains le gage de la dette, et chaque portion de l'objet est affectée de cette qualité. En résumé le seigneur est tenu pour le tout, tant à raison des immeubles que des meubles.

Ce n'est donc pas une action personnelle pure que le créancier exerce contre le seigneur, mais une action personnelle *limitée à la chose, personalis in rem scripta*, comme on disait en droit romain, action mixte qui, bien que dirigée contre la personne, a un héritage en vue. Cette action mixte comprend l'action *in rem scripta* divisible, et l'action hypothécaire indivisible : l'indivisibilité de l'une entraîne l'indivisibilité des deux jointes ; le seigneur est en effet bien moins favorable qu'un tiers détenteur acquéreur de bonne foi et sans charges, aussi ne doit-il jouir qu'à charge du paiement des dettes. A ce sujet Loyseau écrit que le seigneur ne se met à l'abri des poursuites du créancier qu'en *déguerpissant*, et que même dans ce cas, il doit restituer les fruits.

Le seigneur haut justicier exclut le bailleur à rente du

fonds en lui payant ce qui lui est dû et en s'engageant pour l'avenir au paiement des arrérages de la rente.

Les obligations du seigneur comprennent aussi l'accomplissement des formalités dont nous allons traiter au chapitre suivant, formalités qui ont pour but d'avertir les héritiers négligents de l'état de déshérence de la succession à laquelle ils peuvent prétendre, et de prévenir le trop d'empressement de la part des seigneurs à accaparer une succession jacente.

CHAPITRE VI

INCORPORATION ET ADMINISTRATION.

L'article 167 de la Coutume de Paris porte que le seigneur peut *saisir et mettre en sa main* les biens des individus décédés sans *hoirs apparens*. Cela ne veut pas dire qu'il puisse s'en emparer de sa propre autorité. Il doit au contraire remplir de nombreuses formalités, lesquelles d'ailleurs étaient le plus souvent négligées dans la pratique.

Le seigneur haut justicier fait saisir à la requête du Procureur fiscal les biens vacants laissés par le défunt et situés en sa haute partie, et cela en vertu de la commission de son juge ; puis il fait publier solennellement que si quelqu'un se prétend héritier du *de cujus*, il ait à se faire connaître ; ces publications trois fois renouvelées les biens lui sont adjugés par son juge. Quant aux meubles, titres, obligations, etc... le seigneur doit y faire apposer le scellé par son juge, et ensuite en faire faire inventaire pour les garder et conserver, et en bailler mainlevée et les restituer à l'héritier s'il se présente, ou les retenir et appliquer à son profit s'il ne s'en présente aucun.

Ainsi quand le seigneur fait saisir les biens vacants, ce n'est pas pour se les approprier immédiatement, mais pour les garder et rendre à qui il appartiendra, le cas échéant.

On peut comparer le seigneur à un héritier bénéficiaire ; leurs fonctions sont les mêmes. Quand les trois mois et quarante jours donnés à l'héritier pour se faire connaître sont écoulés, le procureur fiscal du seigneur doit commencer les formalités destinées à réunir les créanciers du *de cujus* : il est le poursuivant naturel, et il n'a pas besoin, pour s'emparer des biens de la vacance, d'autre cautionnement que celui de la seigneurie. Si le procureur fiscal néglige de suivre la déshérence, et si cette négligence donne lieu à la perte des effets et à la dégradation des héritages, il n'est pas douteux que le seigneur en soit responsable envers les créanciers ; ce genre de succession n'est pas en effet comme une hérédité dont on peut s'abstenir : c'est une obligation pour le haut justicier de la liquider, au profit des créanciers d'abord, à son profit personnel ensuite.

On trouve dans notre droit actuel une analogie, sur ce point, avec l'ancien droit : le Code civil charge en effet l'héritier bénéficiaire de liquider la succession : c'est une obligation pour lui ; au contraire il n'est pas obligé d'administrer. De même au moyen âge le seigneur devait liquider, mais pouvait faire nommer un curateur à la succession vacante. La Coutume d'Anjou (art. 442) exige même que le seigneur fasse bail de la chose qu'il prétend tombée en déshérence pour en rendre les loyers s'il se présente des héritiers qui la revendiquent dans les dix ans ; après ce délai il n'est plus obligé à aucune restitution. La Coutume de Vermandois contient la même disposition, sauf que le terme est prolongé jusqu'à vingt ans. — Au contraire, par un arrêt du 30 décembre 1734, le parlement

de Bretagne a jugé la formalité de la nomination d'un curateur à la succession vacante inutile, et l'a proscrite entièrement par l'article 2 d'un arrêt de règlement du 11 avril 1735 (1). Remarquons que cette décision n'a été rendue que fort tard et que la règle générale a été suivie en Bretagne comme ailleurs jusqu'à la moitié du XVIII^e siècle.

Il est de l'intérêt du seigneur de faire procéder à l'inventaire des meubles : cette formalité empêche plus tard les héritiers de lui réclamer plus de biens qu'il n'en rend, et lui permet de ne payer les créanciers qu'*intra vires* : sans l'inventaire, ceux-ci pourraient supposer une soustraction d'effets de la succession, supposition rendue facile par la négligence du seigneur.

Si le défunt a laissé des biens dans plusieurs justices, les mêmes formalités doivent être remplies par chaque seigneur successeur.

La nécessité de ces formalités prouve que le haut justicier n'est pas saisi des biens, puisqu'il n'en est réputé propriétaire qu'après l'expiration du temps dans lequel les héritiers peuvent se présenter, qu'il doit leur faire nommer un curateur, et se les faire adjuger par son juge. Le véritable héritier ne peut appeler de cette saisie, et s'il le fait son appel sera converti en opposition : il devra présenter requête pour obtenir mainlevée de la saisie, car le droit de déshérence est absolu pour le seigneur.

Il arrive parfois, « le plus souvent même », dit Bacquet, qui écrit à une époque où la royauté essaie par tous les

(1) Merlin, V^o *Déshérence*.

moyens de regagner son autorité et d'affaiblir celle des seigneurs, il arrive, disons-nous, que le roi et les seigneurs concourent ensemble en scellés et prétendent respectivement à l'hérédité jacente : en ce cas le seigneur doit venir plaider devant le juge royal, et c'est devant ce juge qu'il doit faire la preuve de son droit justicé, s'il lui est dénié « comme le plus souvent il est », ajoute Bacquet.

Le seigneur ne se faisant adjuger les biens qu'à défaut de parents légitimes, il s'ensuit que si quelque parent se présente, le seigneur doit lui rendre les biens, pourvu que la réclamation soit faite en temps utile, dans les trente ans suivant la plupart des auteurs et les dispositions d'un arrêt du 18 décembre 1563 (Voir cependant les Coutumes d'Anjou et de Vermandois citées plus haut). Si donc en temps utile un héritier se présente et demande au seigneur mainlevée des biens par lui saisis, celui-ci peut ne pas acquiescer immédiatement et contester au réclamant sa qualité d'héritier : il lui fait ordonner en ce cas par son juge de produire la preuve de sa parenté et sa généalogie (nous avons dit plus haut comment s'administrerait cette preuve) : si l'adversaire prétend que les biens lui appartiennent et doivent lui être délivrés, ou s'il agit comme légataire universel du défunt, il doit montrer l'acte sur lequel est fondée sa prétention ou le testament qui l'institue. Sa demande justifiée l'héritier obtiendra mainlevée des biens saisis, et le commissaire établi par le seigneur devra lui rendre compte de sa gestion.

La pétition d'hérédité ne se prescrit que par trente ans, car c'est une action mixte, personnelle et réelle, contre celui qui détient une succession en qualité d'héritier, et

qui ne l'est pas, ou en qualité de successeur universel ; la prescription trentenaire s'appliquant à toute action personnelle, la pétition d'hérédité n'est prescrite contre le seigneur que par ce laps de temps. Si l'héritier est mineur, il faut déduire le temps de la minorité, en vertu de la maxime : *non volenti agere non currit præscriptio*.

Le seigneur haut justicier qui rend les biens saisis doit être remboursé des frais raisonnablement faits, et à cet effet la Coutume de Troyes (art. 118) lui donne le droit de rétention. Ceci doit s'entendre au cas où le seigneur n'aurait perçu aucuns fruits des biens de succession, car il ne peut à la fois toucher les fruits et obliger l'héritier à payer les frais faits à l'occasion des biens. Il est vrai que le vassal *saisi*, outre qu'il perd les fruits du fief saisi, est obligé de supporter les frais des formalités ; mais la saisie est en ce cas causée par sa faute, et il ne perd les fruits de son fief que *par contumace* ; il doit donc en supporter les conséquences. Au contraire l'héritier qui n'est pas venu recueillir la succession au temps de la mort du *de cujus* peut avoir juste cause d'ignorer le décès de celui-ci et c'est une ignorance de fait qui ne peut lui être imputée : aussi ne doit-il les frais de la saisie qu'au cas où le seigneur n'en aurait pu être remboursé.

Le seigneur fait-il siens les fruits des biens saisis ? L'affirmative est admise communément parce que le seigneur est possesseur de bonne foi (Brodeau, Loysel) ; c'était là la disposition du droit romain : le possesseur de mauvaise foi restituait les fruits, mais celui qui était de bonne foi ne rendait que ce dont il s'était enrichi. Mais grande est la différence entre le seigneur haut justicier exerçant son

droit de déshérence et le possesseur de bonne foi d'une succession. Celui-ci, croyant que l'hérédité lui appartient en qualité de seul ou de plus proche parent du défunt, est présumé avoir fait les affaires du véritable héritier, de sorte qu'il n'est pas douteux qu'il doive rendre tous les fruits ; mais, vu sa bonne foi, il ne les rend que *quatenus locupletior factus est*. Il n'en est pas de même d'un haut justicier qui recueille une déshérence ; celui-ci a le droit de jouir de la succession comme de biens lui appartenant, à la charge néanmoins de les restituer aux héritiers qui se présenteront et justifieront de leur qualité. Il serait préjudiciable au seigneur d'user du droit de déshérence si après avoir joui pendant plusieurs années des biens, dans la croyance qu'il ne se présenterait aucun héritier, il était tenu de rendre les fruits dont il n'aurait pas profité les ayant consommés en dépenses superflues.

Guérin prétend que le seigneur ne gagne que les fruits des terres féodales dont la saisie faute d'homme emporte perte des fruits, — et non des rotures sur lesquelles le seigneur n'a pas même privilège. Cette opinion n'est pas fondée, car bien que le seigneur ne gagne pas les fruits des rotures par saisie faute d'homme, il doit cependant les avoir en cas de déshérence : soit parce qu'il est réputé propriétaire tant qu'il ne paraît pas d'héritiers, soit pour la *garde* ; et si on ne lui laissait pas les fruits des rotures en cette occasion, il faudrait aussi lui ôter les fruits des fiefs, parce que ce n'est pas comme seigneur féodal et faute d'homme qu'il les saisit, mais comme seigneur haut justicier (1).

1) Lemaistre, *Coutume de Paris*, sous l'article 167.

De même que pendant trente ans le seigneur peut être évincé par un parent du défunt, de même le seigneur peut évincer pendant ce temps celui qui posséderait les biens de la succession en qualité d'héritier et qui ne le serait pas; car puisque pour prescrire il faut trente ans, le possesseur des biens ne pourrait se défendre. Mais si ce dernier avait acquis les biens à titre particulier, après la mort du défunt, de celui qu'il en croyait le maître, il peut opposer au seigneur la prescription de dix ans entre présents, de vingt ans entre absents. Le droit coutumier a abandonné sur ce point le droit romain où l'État doit exercer son droit dans les quatre ans de l'ouverture de la succession.

Tel est le droit commun : mais les Coutumes de Vitry (art. 3), Laon (art. 84), Châlons (art. 94) et Reims (art. 345) ont sur cette question une disposition particulière que je me bornerai à reproduire : « Si, dans les six ans de la saisie des biens par le justicier, un héritier se présente, le seigneur doit lui faire délivrance de tous les meubles et immeubles, en se faisant rembourser de ses frais. Après dix ans le seigneur ne doit aucun compte des fruits ni des meubles et se borne à délaisser à l'héritier la possession vague des immeubles. Après vingt ans, l'héritier ne peut plus rien réclamer. »

Administration des déshérences dévolues au roi. — La déshérence adjudgée au roi est un droit casuel qui est compris dans les baux des fermes et appartient en conséquence aux fermiers généraux. Les biens qui en font partie ne sont point sujets au droit de centième denier; il n'est même pas dû de droit de contrôle pour la prise de posses-

sion qui en est faite (Bosquet). Au contraire les successions qui parviennent aux seigneurs par déshérence paient le centième denier et le droit de contrôle.

Au début de la féodalité, lorsque le roi n'était qu'un haut seigneur exerçant seulement son droit de propriétaire sur les fiefs qu'il avait en sa puissance, les seuls agents de son domaine paraissent avoir été les prévôts; Philippe-Auguste, plus tard, institua les baillis. Dans chaque bailliage et dans les prévôtés importantes le roi a un procureur chargé de soutenir ses droits et d'agir en son nom. L'administration supérieure, sous les Valois, est confiée aux Trésoriers de France qui forment la Chambre du Trésor. Charles V crée, pour percevoir les revenus du domaine, des receveurs (appelés vicomtes en Normandie) qui dépossèdent les baillis de cette partie de leurs attributions. A partir du XVII^e siècle le mode de recouvrement des produits domaniaux change complètement; les officiers royaux sont remplacés par les fermiers généraux: tous les revenus domaniaux sont adjugés moyennant un prix fixe à l'adjudicataire général dont les fermiers généraux sont les cautions, et c'est cet adjudicataire qui, sous sa responsabilité, perçoit tous les revenus. — Le 9 janvier 1789, Louis XVI rend un arrêt répartissant le recouvrement de tous les droits et impôts entre trois grandes Compagnies, dont l'une: Administration générale des domaines et des droits domaniaux, est chargée de la perception des revenus des Domaines.

CHAPITRE VII

LES DIVERSES ESPÈCES DE DÉSHÉRENCES.

Nous n'avons étudié jusqu'ici que le premier cas de déshérence, défaillance des héritiers du sang. Nous arrivons maintenant à la deuxième espèce : renonciation des héritiers à la succession.

I.— Le fisc a-t-il le droit de se mettre en possession d'une succession ainsi abandonnée ? Le droit romain l'admettait, puisqu'il accordait un certain délai pour délibérer : un an aux héritiers directs, cent jours aux autres héritiers. Pendant ce temps la succession était *jacente* et non vacante (Lefebvre-Laplanche, t. 3, p. 82) et le fisc ne pouvait s'en emparer : « *Jacens hereditas dicitur quæ nondum habet hæredem, sed habere sperat : vacans quæ nec habet nec habere sperat.* » Les délais expirés, l'Etat pouvait l'appréhender. La même règle doit être suivie en droit français d'après Lefebvre-Laplanche, Buridan, Loyseau. Celui-ci enseigne (*Traité des seigneuries*, ch. 12, n° 60) qu'elles appartiennent au justicier, et ajoute qu'ayant été abandonnées à cause des charges, il est peu probable que le seigneur s'en mette en possession : on les fait régir par un curateur, mais le droit n'en appartient pas moins au fisc, quoiqu'on en suspende l'effet.

Les principes de cette deuxième espèce de déshérence sont très simples et ne diffèrent pas de ceux de la première :

la seule difficulté consiste dans la nécessité de modérer leur exécution de manière à ce qu'ils ne produisent pas de vexations contre les particuliers. Le cas qui nous occupe est celui où il n'y a pas d'héritier apparent, c'est-à-dire de parent *habile à se porter héritier*, et *se présentant sous cette qualité* : habile à se porter héritier, car pour exclure le fisc il faut un titre universel, une personne représentant le défunt (1), — se présentant en cette qualité, car sans cela on l'ignore, auquel cas le Procureur du roi (ou le procureur fiscal du seigneur) fait apposer les scellés et procéder à l'inventaire, puis à la vente, pour le prix être employé au paiement des dettes et charges et le surplus être versé au receveur des Domaines si c'est le roi qui recueille la succession, ou au seigneur. Pour assurer l'exécution de ces mesures, défense est faite aux notaires d'apposer des scellés ou de faire un inventaire en l'absence d'héritier apparent, sur d'autre requête que celle du procureur du Roi.

Mais le fisc ne peut pas toujours prétendre à la succession. Ainsi dans le cas où, après l'héritier qui a renoncé, il se trouve des parents plus éloignés qui n'ont pas fait connaître leur décision, le fisc ne peut agir, parce que l'hérédité est jacente et non vacante, et que les héritiers ont trente ans pour exercer leur faculté d'option. Cette règle n'a pas été admise dans notre droit actuel, attendu qu'il ne peut y avoir sous l'empire du Code civil de succession

(1) Ainsi un légataire à titre universel ne remplirait pas les conditions : il ne peut se mettre en possession qu'après avoir demandé la délivrance à l'héritier. Dans les pays où l'institution d'héritier n'a pas lieu, un testament ne peut jamais faire obstacle au droit de déshérence : le fisc recueillera la succession et exécutera le testament.

jacente. Ferrière, sur cette question, est d'un avis contraire à la majorité des auteurs coutumiers et préconise la solution qui a prévalu aujourd'hui.

Dans le cas même où il n'y a pas d'autre héritier que celui qui a renoncé, le fisc n'est pas admis à recueillir la succession abandonnée, si cet héritier n'a renoncé que pour échapper aux poursuites des créanciers qui paraissent devoir absorber tout le bien : sa renonciation est plutôt, en ce cas, un abandon qu'il fait aux créanciers de la succession : celle-ci n'est donc plus vacante, et le fisc n'y a aucun droit. En cette circonstance le degré subséquent s'évitera la peine de se faire connaître, et le fisc n'aura aucun intérêt à faire un travail stérile : « C'est alors qu'il faudra recourir au personnage emprunté d'un curateur à la succession vacante. » Mais cette personne fictive n'apparaît que si le fisc n'appréhende pas la succession. L'émolument que ce curateur pourra retirer de l'hérédité ne lui profitera d'ailleurs jamais et lui sera aisément enlevé par l'héritier que sa volonté restituera contre sa renonciation, « mais en ce cas, dit Lefebvre-Laplanche, les officiers du fisc auront la satisfaction d'avoir été utiles à un citoyen, et cette satisfaction n'est point étrangère à leur ministère. Il ne faut point perdre de vue que le fisc est la main du Prince ; c'est cette main bienfaisante qui veille à la conservation des droits des citoyens, dont elle est aussi jalouse que des siens propres. » On voit que Lefebvre-Laplanche écrit en 1760, alors que la royauté avait redressé les abus des seigneurs ; au X^e ou au XII^e siècle on n'aurait pas pensé à parler de la *main bienfaisante* des seigneurs, oppresseurs et prévaricateurs.

Un mot sur un point spécial. Si un seigneur haut justicier a fait saisir une succession comme vacante, qui ne l'est cependant pas, parce qu'il y a des héritiers présomptifs du défunt qui ne l'appréhendent pas, mais ne déclarent pas non plus qu'ils la répudient, l'un des parents qui n'est pas le plus proche en degré peut-il réclamer la succession ? Legrand, sur l'article 118 de la Coutume de Troyes, le déclare irrecevable en cette prétention. Il peut, dit-il, être repoussé comme toute personne qui agit sans fondement ; un possesseur doit en effet être maintenu en possession tant que son adversaire n'établit pas son droit ; un étranger pourra donc se défendre contre un parent d'un degré éloigné, tandis qu'il succombera dès que l'héritier le plus proche l'attaquera. Ferrière est sur ce point d'un avis contraire. L'article 167 porte, dit-il, que le droit de déshérence n'a lieu que quand une personne est décédée sans hoirs apparents, c'est-à-dire quand il ne se présente aucun parent du défunt pour recueillir sa succession, et qu'elle est vacante ; si donc un héritier quelconque se présente, le droit de déshérence ne peut plus s'ouvrir « et le seigneur aurait mauvaise grâce d'exciper du droit d'un tiers et de se défendre par le droit d'un héritier plus proche qui pourrait appréhender la succession ». Si en effet on admettait la théorie contraire, les seigneurs s'empare-raient des successions vacantes et les contesteraient aux collatéraux sous prétexte qu'il y a des héritiers plus proches... inconnus ou inexistant : il suffit donc que le parent justifie de sa parenté pour exclure le haut justicier. Celui-ci n'a pas à contester le droit du réclamant, il doit laisser ce soin à l'héritier le plus proche, s'il y en a : car que son

adversaire soit le plus proche et garde la succession, ou qu'il soit plus éloigné en degré qu'un autre héritier qui le dépossède, le seigneur ne peut rien avoir, son intérêt est donc nul. — L'opinion de Ferrière est certainement la plus juste et la plus juridique et l'on s'étonne qu'il ait pu avoir des contradicteurs.

II. — La troisième espèce de déshérence a lieu lorsque le défunt laisse des parents habiles à lui succéder, mais qui ne peuvent recueillir, vu son incapacité personnelle de transmettre. « Cette incapacité se rencontre, dit Lefebvre-Laplanche, chez les religieux qui étant morts civilement et ayant rompu par leur profession les liens qui les tenaient attachés à leur famille, ont perdu, par ce retranchement volontaire de la société, la capacité active et passive de succession, qui ne se rétablit même pas par la sécularisation. » Les auteurs coutumiers consacrent à l'étude de cette troisième espèce de déshérence des développements considérables, qui se comprennent si l'on se figure le nombre et l'importance des monastères à cette époque. Mais comme ceci ne peut avoir pour notre sujet qu'un intérêt purement historique, qu'il n'en reste aucun vestige dans notre droit, nous passerons très rapidement sur la question.

Les biens laissés par des religieux étaient appelés *pécules*, et divisés en trois groupes : 1° le pécule amassé dans la desserte d'une cure ; il appartenait après la mort du *de cuius* à l'église du lieu et aux pauvres de la paroisse ; — 2° le pécule amassé dans un prieuré ou dans une ferme dépendante du monastère, qui appartenait à l'abbé commandataire, et non au monastère ; — 3° le pécule du religieux fugitif rentrant dans la vie profane ; ce pécule appartient au roi par une sorte de confiscation.

III. — Deux questions spéciales méritent un moment d'attention : nous les étudions ici.

1. — Il arrive souvent qu'un individu qui n'a aucune famille préfère laisser sa fortune à une personne désignée plutôt qu'au fisc. Elle peut arriver à ce résultat au moyen d'un testament ; mais ce testament est révocable : pour en assurer l'irrévocabilité, peut-on faire donation entre vifs de tous ses biens présents et à venir, cette donation ne devant avoir effet bien entendu qu'au décès du donateur ? — Les seigneurs, pour qui le droit de déshérence était une source considérable de revenus, regardèrent comme illégale cette disposition, et émirent un nombre considérable d'arguments, plutôt mauvais, pour en combattre la validité. Ils invoquaient plusieurs causes de nullité : d'abord une telle donation rendait illusoire la faculté de tester qui doit toujours être libre ; — ensuite c'était une sorte de pacte sur succession future, interdit par conséquent ; — cet acte ressemblait à une institution d'héritier, qui ne peut être faite que par testament ; — la donation était faite en fraude du fisc ; — elle était contraire à la grande règle coutumière : *donner et retenir ne vaut*, puisque le donateur conservait jusqu'à sa mort la possession des biens donnés ; — enfin une vraie donation doit être suivie de tradition, ce qui n'avait pas lieu dans l'espèce. — Les adversaires avaient de bonnes raisons à opposer à celles-là ; entre autres la liberté des donations entre vifs, et la faveur dont on les entourait ; ils échappaient à l'accusation de fraude du fisc en disant que le donateur pouvait faire un testament très valable qui cependant atteindrait le même but. Les auteurs sont très

divisés sur cette question : nous ne pouvons entrer dans l'énumération des autorités à citer pour ou contre. Chacun fait d'ailleurs des distinctions et sous-distinctions aussi nombreuses que variées.

2. — Des biens échus au roi (ou au seigneur) peuvent-ils être prescrits contre lui ? Un tiers qui a possédé ces biens pendant 10, 20, 40, 50 ans avant qu'ils soient adjugés au roi a-t-il le droit de s'en déclarer propriétaire ? Sur ce point aussi, les avis sont partagés. Certains auteurs admettent la prescription de vingt ans ; ce délai expiré, le procureur du roi ou le procureur fiscal du seigneur ne pourra plus se mettre en possession des biens : c'est la doctrine d'un arrêt du 8 juin 1576 cité par Bacquet (*Traité du droit d'aubaine*, ch. 23). D'autres n'admettent que la prescription de quarante ans, et cela en tous cas, que le fisc ait été averti ou non de la déshérence, que le possesseur ait titre ou non. Ainsi la Coutume de Paris exige le délai de quarante ans contre les privilégiés, et le fisc est du nombre. Toutefois l'opinion commune, et celle qui en fixe la jurisprudence au temps de Bacquet, regarde comme suffisante contre le roi et les seigneurs hauts justiciers la prescription de trente ans.

TROISIÈME PARTIE

DROIT INTERMÉDIAIRE

Du grand bouleversement de 1789, le Domaine subit un contre-coup important, et fut modifié à la fois dans ses éléments et dans sa nature. Les lois de la Révolution distinguent la souveraineté de la propriété et enlèvent à celle-ci tous les avantages inhérents à l'exercice du pouvoir public (droit de police, impôts, etc...). Elles abolissent le régime féodal, font disparaître tous les droits des seigneurs et transmettent à la nation leurs privilèges.

La loi du 22 novembre-1^{er} décembre 1790 déclare la nation propriétaire du domaine ; c'est donc désormais à l'État qu'appartiendront les successions en déshérence ; article 3 : « Tous les biens et effets, meubles ou immeubles, demeurés vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers légitimes, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à la nation. » En même temps, comme on n'avait plus à craindre les abus et les dilapidations de la royauté, le domaine national, jusque-là inaliénable, fut rendu aliénable (9 mai-21 septembre 1790). Dans cette loi de 1790 il y a encore un certain mélange du domaine public et du domaine privé au point de vue foncier. La souveraineté est renfermée dans de

justes limites : la nation est souveraine et maîtresse de son territoire ; les particuliers sont propriétaires du sol. Mais on suppose que la propriété, issue de la souveraineté, s'est originairement confondue avec elle entre les mains de la nation, avant la constitution des héritages et le partage des terres. Démembrée de la souveraineté, ou plutôt engendrée d'elle, la propriété s'y réunit dès que disparaît le droit privé qui l'en a séparée : le domaine *direct* fait retour au domaine *éminent* de la nation dès qu'il n'est revendiqué par aucun citoyen. A ce point de vue les portions du territoire qui n'ont pas de maître, et celles qui ne sont pas susceptibles d'être possédées propriétairement peuvent donc être assimilées : « Ce domaine éminent, qui ne diffère de la puissance publique que comme la cause diffère de son effet, assure à la nation la propriété directe de toutes les portions du territoire qui par leur nature ou leur destination ne peuvent appartenir à personne en particulier, et de celles qui demeurent vacantes et sans maître (1). » La différence de la propriété publique et de la propriété privée dérive à ce moment uniquement de la personne du propriétaire et non de la nature des choses. Cependant la loi de 1790 prépare la voie au Code civil qui sépare nettement le domaine public du domaine privé en supprimant les derniers vestiges du domaine éminent (Béquet, *Dictionnaire d'administration*, V^o *Domaine*).

Avant même cette loi, le droit de déshérence ne pouvait subsister au profit des seigneurs, puisque, d'après les lois du 4 août 1789, il n'y avait plus ni régime féodal, ni

(1) Rapport d'Enjubault, sur la loi de 1790.

justices seigneuriales. Aussi les seigneurs ont-ils dû cesser d'en jouir à compter de la publication de ces lois, et c'est ce qu'a expressément déclaré l'article 7 de la loi du 13-20 avril 1791. L'art. 8 de la même loi leur a néanmoins conservé les biens dont ils avaient pris publiquement possession « lorsqu'ils auraient fait les publications et rempli les formalités requises par les coutumes pour la prise de possession de ces sortes de biens » (1).

Merlin, au mot *Déshérence*, dit à ce sujet : « Mais en ôtant au droit de déshérence sa qualité de droit seigneurial, les lois du 4 août 1789 et du 13-20 avril 1791, ne l'ont pas supprimé ; elles l'ont au contraire rétabli dans sa nature primitive, elles lui ont rendu son caractère de droit de souveraineté, et dès lors l'Etat seul en a l'exercice. » Ce n'est pas notre avis. Les lois de la Révolution n'ont pas eu à rendre au droit de déshérence son caractère de souveraineté, car nous l'avons montré plus haut, il ne l'avait jamais perdu. C'est en effet parce qu'ils détenaient une partie du pouvoir souverain que les seigneurs avaient le droit de déshérence : les caractères de ce droit ne peuvent d'ailleurs s'expliquer logiquement que de cette façon.

En 1789 les préposés du contrôle des actes étaient chargés de la régie du domaine. Le décret du 7 février 1791 qui supprime la Régie des Domaines de la couronne ordonne que les différents objets qui composaient cette administration seraient régis par l'Administration des droits

(1) Merlin, *Répertoire de Jurisprudence*, V^o *Déshérence* ; Ducaurroy, Bonnier et Roustain, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. 2, p. 262.

d'enregistrement. La loi des 18-27 mai 1791 qui organise cette dernière fait disparaître les anciennes directions des droits de contrôle et de domaines, et établit l'Administration de l'Enregistrement sur les bases qui subsistent encore aujourd'hui ; elle attribua à ses préposés la Régie des Domaines nationaux, corporels et incorporels (Béquet).

QUATRIÈME PARTIE

DROIT ACTUEL.

CHAPITRE PREMIER

TEXTES.

Les articles du Code civil relatifs aux successions en déshérence sont les suivants :

ART. 539. — Tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées appartiennent au domaine public.

ART. 713. — Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat.

ART. 723. — La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes ; à leur défaut, les biens passent aux enfants naturels, ensuite à l'époux survivant ; et s'il n'y en a pas, à l'Etat.

ART. 724. — Les héritiers légitimes sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession ; les enfants naturels, l'époux survivant et l'État doivent se faire en-

voyer en possession par justice, dans les formes qui seront déterminées.

ART. 767. — Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, les biens de sa succession passent au conjoint non divorcé qui lui survit.

ART. 768. — A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'État.

ART. 769. — Le conjoint survivant et l'Administration des Domaines qui prétendent droit à la succession sont tenus de faire apposer les scellés, et de faire faire inventaire dans les formes prescrites pour l'acceptation des successions sous bénéfice d'inventaire.

ART. 770. — Ils doivent demander l'envoi en possession au Tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession est ouverte. Le Tribunal ne peut statuer sur la demande qu'après trois publications et affiches dans les formes usitées, et après avoir entendu le commissaire du Gouvernement (procureur de la République).

ART. 772. — L'époux survivant ou l'Administration des Domaines qui n'auraient pas rempli les formalités qui leur sont respectivement prescrites pourront être condamnés aux dommages et intérêts envers les héritiers, s'il s'en représente.

CHAPITRE II

CARACTÈRE ET FONDAMENT DU DROIT DE DÉSHÉRENCE.

Le droit de déshérence est le droit qui appartient à l'État de s'attribuer les successions auxquelles ne se présente aucun héritier. Le mot *déshérence* n'est pas employé dans le Code civil, mais la doctrine en use universellement et il est fort commode, étant par lui-même une définition : *deest heres*.

Ce droit est un des attributs de la souveraineté nationale. Nous avons déjà indiqué cette base de la déshérence qui est la même en droit romain et en droit ancien que dans notre droit actuel. La nation est propriétaire de tous les biens qui n'appartiennent à personne, par conséquent des successions sans héritiers : l'article 768 n'est qu'une application aux transmissions par décès du principe général posé par les articles 539 et 713. A proprement parler l'État n'est ni un héritier, ni un successeur, puisqu'il acquiert à titre de *déshérence*, ce qui suppose qu'il n'y a point d'héritier : mais dans l'exercice de ses droits et de ses obligations, il est *loco heredis* et la loi le considère comme un véritable successeur.

Dans quelle partie du domaine national rentrent les déshérences ? L'article 539 les fait rentrer dans le domaine public : l'édition du Code de 1804 terminait l'article 539 par ces mots « appartiennent à la nation » ; l'édition de

1807 y a substitué ceux-ci : « appartiennent au domaine public », qui ont été conservés dans l'édition de 1816. On a longuement discuté sur ce point et on a accusé le législateur de 1807 d'avoir commis une erreur. Les biens du domaine public sont affectés à un usage ou à un service public et sont inaliénables et imprescriptibles : tel n'est pas le cas pour les successions en déshérence, qui rentrent par conséquent dans le domaine *privé*. — Ceci est parfaitement exact, mais il nous semble néanmoins que la critique faite au Code n'est pas fondée. Dans le chapitre III du titre I, livre II, du Code civil, le législateur ne s'occupe pas de répartir dans le domaine public ou dans le domaine privé les différents biens qu'il énumère : il les distingue seulement des biens formant la propriété des particuliers et les appelle indistinctement *biens de l'Etat*, *biens de la nation*, *domaine public*, *domaine privé* : toutes ces expressions sont synonymes de domaine national, opposé à la propriété privée : on ne peut donc reprocher au législateur d'avoir employé des expressions auxquelles il n'attribuait pas de sens spécial et qu'il considérait comme équivalentes.

CHAPITRE III

DISTINCTION DE LA SUCCESSION EN DÉSHÉRENCE ET DE LA SUCCESSION VACANTE.

La succession en déshérence, avons-nous dit, est celle qui est recueillie par l'Etat à défaut d'héritiers. Elle diffère donc essentiellement de la succession vacante, qui n'est réclamée par personne, pas même par l'Etat.

1. — Une succession peut se présenter sous différents aspects : pendant les trois mois et quarante jours accordés par la loi aux héritiers pour faire inventaire et délibérer, la succession est simplement *ouverte* : personne ne peut forcer les héritiers à faire connaître leur décision ; — après ce délai la succession est *réputée vacante*, s'il ne se présente aucun héritier ou successeur, pas même l'État, et que les héritiers saisis, s'il y en a, ont renoncé ; — elle est *réputée en déshérence* quand, à défaut d'héritiers, l'État s'en est emparé ; — enfin elle est *définitivement en déshérence* quand il s'est écoulé plus de trente ans depuis le décès du *de cuius*, car alors l'État en possession de la succession n'en peut plus être évincé.

2. — Ce qu'il importe de distinguer surtout en cette matière, c'est la succession en déshérence et la succession vacante, qui sont régies par des règles toutes différentes. La distinction que nous avons faite au début de ce chapitre paraît toute simple, elle résulte des textes ; et cepen-

dant la doctrine a émis à ce sujet des théories parfois assez obscures. C'est ainsi que Toullier (IV, p. 294), cité et réfuté par tous les auteurs plus récents, prétend que « la succession est vacante lorsqu'il ne se présente pas d'héritiers, lorsqu'ils ne sont pas connus, et qu'on ignore s'il en existe. Elle est en déshérence lorsqu'il est constaté qu'il n'en existe pas ». Ce jurisconsulte poursuit ici le système qu'il s'est formé sur la nature de la succession vacante, système qu'il est nécessaire d'examiner avant tout.

Toullier regarde la succession comme vacante dès qu'il n'existe pas d'héritiers *légitimes* réclamant la succession ; selon lui l'article 844 du Code civil ne parle pas des successeurs irréguliers ; ce serait, dit-il, prêter au Code une absurdité que de prétendre qu'il a voulu parler des successeurs irréguliers en déclarant la succession vacante « lorsqu'il ne se présente personne qui la réclame », attendu qu'il ne peut faire marcher les successeurs irréguliers avec les héritiers légitimes dans un chapitre où il ne s'occupe que des successions légitimes.

A. — Nous faisons remarquer d'abord que le chapitre V, titre I, livre III du Code traite de matières s'appliquant indifféremment aux successions légitimes et aux successions irrégulières, et que par conséquent le dernier argument de Toullier est sans valeur. Mais une réfutation plus précise est facile. Nous ne suivrons cependant pas celle indiquée par Chabot (t. 1, p. 607) : cet auteur commence en effet par prêter à son adversaire une pensée que ce dernier n'a pas eue. Toullier dit bien que, dans le cas où il n'y a pas d'héritiers légitimes connus ou lorsque ceux-ci ont

renoncé, la succession est réputée vacante, et que les biens doivent être remis au curateur, et non aux successeurs irréguliers; mais il ne dit pas, ainsi que le lui reproche Chabot, que le curateur doive garder l'administration de ces biens, au préjudice des successeurs irréguliers, aussi longtemps que l'action en pétition d'hérédité ne sera pas prescrite, c'est-à-dire pendant trente ans, ce qui priverait le plus souvent les successeurs irréguliers du bénéfice que leur a accordé la loi. Il prétend au contraire que la succession doit être remise au curateur et que c'est contre le curateur que doivent se pourvoir les successeurs irréguliers (t. IV, §§ 291 et 292, p. 310 et 311) : Chabot le dispute donc là sur un point où tous deux sont d'accord. — Continuant sa réfutation, Chabot explique autrement que Toulhier l'article 811. Suivant lui, pour qu'une succession soit vacante, il faut la réunion de deux conditions : d'abord qu'il n'y ait point d'héritiers légitimes connus, ou que les héritiers connus aient renoncé; ensuite qu'il ne se présente personne pour recueillir la succession. Or cette dernière condition ne peut évidemment s'appliquer qu'aux successeurs irréguliers : qu'importe en effet, pour les héritiers légitimes, qu'ils se présentent ou non : ils sont saisis, la succession ne peut être réputée vacante. L'article 811 exige donc pour que la succession soit vacante, qu'il n'y ait ni héritiers connus n'ayant pas renoncé, ni successeurs irréguliers prétendant à la succession; le législateur a fait une distinction entre ces deux groupes de successeurs pour bien marquer que les uns doivent se présenter pour empêcher la vacance, tandis que cela est inutile pour les autres; pour les héritiers légitimes. L'objec-

tion de Toullier qu'il n'y aurait jamais de successions vacantes, attendu que, à défaut d'autres, l'Etat accepterait toujours l'hérédité, n'est pas sérieuse. L'Etat en effet n'est pas obligé d'accepter toutes les successions abandonnées ; et il est bien évident que si la succession est notoirement insolvable, ou même d'une liquidation trop difficile, aucun successeur irrégulier, pas même l'Etat, ne la réclamera, auquel cas ce sera bien une succession vacante.

B. — La théorie de Chabot est certainement plus juridique que celle de Toullier ; cependant nous lui préférons encore celle enseignée par Aubry et Rau (t. 6, § 644, p. 726, n. 2). Ces auteurs sont d'avis que l'article 844 a posé une règle générale s'appliquant aussi bien aux héritiers qu'aux successeurs irréguliers, quand il a dit qu'une succession n'est vacante que « lorsqu'il ne se présente personne qui la réclame ». Mais cette condition ne serait pas suffisante pour les *héritiers légitimes* qui, étant saisis, n'ont pas besoin de se présenter ; pour eux le législateur a ajouté la phrase qui suit : « et lorsqu'il n'y a pas d'héritiers connus ou que les héritiers connus ont renoncé », phrase qui complète la première, mais c'est la première qui donne le sens général de l'article et contient la règle de la vacance. Dans le système de Toullier, au contraire, cette première phrase ne serait qu'une inutilité n'ajoutant absolument rien à ce qui vient après (1).

(1) Le système de Toullier a en outre le tort grave de multiplier dans une mesure inouïe les successions vacantes. Or la vacance d'une succession est un état fâcheux et plein de dangers. Gaudry, dans son *Traité du Domaine* (t. 2, p. 131), écrit contre les successions vacantes un véritable réquisitoire. Il est bien évident en effet que le curateur n'apporte pas dans la gestion des biens qui lui sont confiés tous les soins qu'y apporterait un propriétaire in-

Tel étant le système, faux, de Toullier, la logique voulait qu'il définît et distinguât la vacance de la déshérence comme je l'ai dit plus haut : « la succession est vacante lorsqu'il ne se présente pas d'héritiers, lorsqu'ils ne sont pas connus, ou qu'on ignore s'il en existe. Elle est en déshérence lorsqu'il est constaté qu'il n'en existe pas. »

Cette distinction de Toullier repose sur deux idées fausses : d'abord celle qu'il s'est faite sur la nature de la succession vacante, et que nous venons de réfuter, et une autre tout aussi fausse que nous examinerons plus loin, mais dont il est nécessaire de dire ici quelques mots pour la compréhension du système. Toullier, s'appuyant sur les articles 758 et 767 du Code civil prétend que, pour que le droit des successeurs irréguliers s'ouvre, le Code exige la non-existence d'héritiers, et que tout prétendant droit à la succession doit faire cette preuve : de là il conclut que

téressé : l'organisation actuelle du service des successions vacantes, beaucoup trop chargé, excuse en partie ce manque de vigilance. D'après Gaudry, l'Etat devrait accepter toutes les successions abandonnées : évidemment, dit-il, il est plus commode pour l'administration des domaines de ne point s'immiscer dans une liquidation dont les résultats seront nuls pour le Trésor ; mais si le domaine perçoit le bénéfice des successions en déshérence, parfois considérables, pourquoi, par compensation, ne serait-il pas chargé de liquider les successions vacantes ? L'Etat ne doit pas subir une perte par le fait des héritiers qui renoncent, aussi ne serait-il jamais tenu au delà de l'émolument qu'il recueillerait, cela va sans dire ; mais l'Etat doit empêcher aussi les créanciers de la succession de subir les effets du mauvais vouloir des successibles et il faudrait qu'il assurât les droits des tiers sur des valeurs qui sont parfois leur unique ressource. D'ailleurs l'article 713 C. civ. dit que tous les biens vacants appartiennent à l'Etat : qu'est-ce donc qu'un bien qui n'a pas de maître, pas même l'Etat ? « C'est une désorganisation des principes de la propriété, c'est un oubli des droits du domaine, qui est le grand propriétaire, auquel est remis tout ce qui n'est pas dans la propriété privée. Une succession vacante, que le domaine ne veut pas appréhender, est une anomalie dangereuse. » Ces observations sont fort justes et il est à souhaiter que notre loi civile soit améliorée sur ce point.

s'il n'est pas *prouvé* que le *de cujus* n'a pas laissé d'héritiers, la succession ne peut être attribuée aux successeurs irréguliers, mais doit être déclarée vacante. Cette seconde idée combinée avec la première, fait dire à Toullier que la succession n'est en déshérence que lorsqu'il est *certain* qu'il n'existe pas d'héritiers ; tout ceci forme un système complet et se tenant très bien, mais faux. L'Etat est en effet autorisé à réclamer une succession par cela seul qu'il ne se présente aucun héritier qui lui soit préférable, sans avoir à prouver la non-existence de successibles de ce genre (1) et, par contre, même s'il est prouvé qu'il n'existe aucun héritier ou successeur préférable à l'Etat, la succession reste vacante, si celui-ci ne se présente pas pour la recueillir. La preuve de non-existence d'héritiers, exigée par Toullier, n'est pas demandée par la loi ; elle est impossible à fournir et l'envoi en possession ne peut être décidé que d'après les présomptions et les vraisemblances. — Il est à remarquer d'ailleurs que l'article 844 ne dit pas que la succession est *vacante* lorsqu'elle n'est réclamée par personne et qu'il n'y a point d'héritiers connus : il dit seulement qu'elle est *réputée vacante*, car elle peut ne pas l'être en réalité.

De même, il faut dire que la succession réclamée par l'Etat est *réputée en déshérence* : le droit de l'Etat peut en effet cesser d'un jour à l'autre par la réclamation d'un héritier préférable ; la succession n'est *définitivement en déshérence* que lorsque les droits de l'État sont devenus incommutables par la prescription de la faculté d'accepter, ôtant

(1) Voir le développement de cette idée, chap. VIII, § 2.

toute prétention aux héritiers appelés avant l'État, c'est-à-dire au bout de trente ans (1).

Aubry et Rau (t. 6, § 641, p. 731, n° 8) qui admettent avec Demolombe (t. 15, p. 421) cette distinction entre la succession réputée en déshérence et la succession définitivement en déshérence, font la même distinction entre la succession réputée vacante et la succession vacante. On lit en effet p. 725, n° 1, que « la présomption de vacance ne devient absolue et que l'hérédité n'est définitivement vacante que lorsqu'il est certain que ces deux circonstances (de non-présentation de successeur et d'absence d'héritiers connus) existent en réalité et ne peuvent cesser d'exister ». C'est là à notre avis une erreur, et nous croyons qu'on ne peut pas parler d'une succession définitivement vacante. Il est impossible en effet d'acquérir la certitude absolue qu'il n'y a pas d'héritiers inconnus ; à un moment donné, ils peuvent venir réclamer la succession : au bout de trente ans la succession n'est plus vacante, elle appartient de plein droit aux héritiers légitimes saisis, d'après l'article 789 ; à leur défaut, leurs enfants peuvent venir demander compte au curateur de l'émolument de la succession, attendu que leur auteur leur a transmis le droit qui s'était fixé sur sa tête, et ainsi de suite : il n'y a pas ici, comme en cas de déshérence, de délai fatal, à l'expiration duquel une réclamation ne peut plus se produire : on peut donc affirmer qu'une succession est définitivement en déshérence, mais jamais une *certitude absolue* ne permettra de dire d'une succession qu'elle est définitivement vacante.

(1) Demolombe, 15, 421 ; Aubry et Rau, 6, § 641, n. 1 et 2 ; Baudry-Lacantinerie, t. 2, n° 213 ; Baudry et Wahl, t. 2, nos 2536 et 2537.

Nous disions à l'instant qu'après trente ans, le droit de l'Etat est prescrit. Nous entendons par là qu'il ne peut plus recueillir la succession comme successeur irrégulier et en vertu de l'article 768, mais il a droit aux successions vacantes en vertu de l'article 743.

3. — Marcadé sur cette question a une théorie particulière (1). Il regarde la succession comme réputée vacante par l'article 811, quoique ne l'étant pas, lorsque les premiers héritiers appelés à la succession ont renoncé et qu'il en existe d'autres, connus, qui ne se sont pas décidés ; la succession n'est véritablement vacante que lorsqu'il n'existe aucun héritier *connu*. C'est là un système tout de fantaisie qui ne s'appuie sur aucun texte. Aux auteurs qui expliquent le mot *réputé* de l'article 811 par l'idée de supposition d'absence d'héritiers, Marcadé répond que cette interprétation est inadmissible : « car alors la succession ne serait plus vacante, elle serait réputée en déshérence et serait vacante réellement : la non-existence d'héritiers, c'est la déshérence ; donc la supposition de cette non-existence est une supposition de déshérence et non pas de vacance seulement ». Delà il conclut que : « 1° quand il n'existe pas d'héritiers, la succession est en déshérence ; 2° quand il en existe probablement, mais qu'on ne les connaît pas, ou qu'on en connaît seulement d'autres qui ont renoncé, la succession est vacante ; 3° enfin quand derrière ces héritiers renonçants il y en a qui ne renoncent pas, mais qui n'acceptent pas non plus, la loi présume qu'ils renonceront plus tard, et permet d'agir de suite,

(1) T. 3, p. 243, sous l'article 811.

provisoirement, comme s'ils avaient renoncé déjà, comme si la succession était déjà vacante, et alors qu'il est clair que cette succession est seulement réputée vacante. Il est bien évident au reste, que si, après cette vacance présumée, le successible qu'on avait regardé comme renonçant provisoirement et par anticipation, ne renonce pas ; s'il accepte ou s'il laisse passer trente ans depuis l'ouverture sans rien dire, ce qui est la même chose, ce successeur restera définitivement héritier ». Quel fatras, quel imbroglio ! Peut-on mêler ainsi les mots et les idées : il est véritablement impossible de se reconnaître dans ce chaos et Marcadé montre là qu'il fait la plus fâcheuse confusion entre la vacance et la déshérence. D'ailleurs sous l'article 770 (t. 3, p. 179), il dit que la déshérence n'existe que lorsqu'il est certain qu'il n'y a pas d'héritiers, et que l'Etat l'a constaté (pourquoi ? on n'en sait rien !), et que la vacance a lieu lorsque la succession n'est réclamée par personne, quoiqu'il existe *probablement* des héritiers qui ne la demandent pas. — Comme si ces questions de probabilité avaient quelque importance dans la matière ! Il est fort curieux de remarquer que sur un point si simple et sur lequel le Code donnait tous les éléments nécessaires pour l'expliquer, les auteurs se soient livrés à autant de divagations et de distinctions subtiles mais bizarres.

Plus loin Marcadé ajoute : il y a vacance, lorsque malgré l'existence *probable* de successeurs préférables à l'État, aucun d'eux n'est connu ; d'où il suit que la réclamation de l'État n'empêche pas la vacance. C'est absolument faux, la réclamation de l'État constituant la succession *en déshé-*

rence ; peu importe les probabilités d'existence d'héritiers ; si après les trois mois et quarante jours pour délibérer aucun héritier ne s'est présenté et qu'on n'en connaisse pas, l'État peut agir et on ne peut lui refuser la déshérence. Bien entendu le tribunal pourra ordonner des mesures de publicité, accorder à l'héritier supposé un délai pour le cas où l'éloignement ou toute autre cause le retarderait, mais ce sont là des mesures transitoires, et l'État ne peut être écarté tant qu'il n'y a pas d'héritiers saisis connus.

C'est encore Marcadé qui critique le commissaire du gouvernement présentant au corps législatif l'article 811 de la façon suivante : « la succession est vacante lorsqu'il ne se présente pour la recueillir ni parents, ni enfants naturels, ni époux survivant, ni même la République. » Or rien n'est plus juste ; le commissaire du gouvernement était dans le vrai, et c'est Marcadé qui se trompe. Il cite bien à l'appui de sa thèse une circulaire ministérielle du 8 juillet 1806 : « si les biens provenant d'une succession vacante ont été mal à propos régis comme provenant d'une succession en déshérence, le receveur remettra au curateur nommé par le tribunal copie du compte ouvert qu'il aura tenu pour cette succession, et l'administration passera de la Régie au curateur. » Mais que prouvent les circulaires ministérielles qui ont tant contribué à répandre la confusion sur ce sujet : d'abord elles ne sont point obligatoires pour les tribunaux, et si elles peuvent ne pas être mauvaises dans la pratique de l'Administration, elles sont détestables au point de vue des principes qu'elles faussent et posent d'une façon erronée. Demolombe, qui cependant

expose très nettement cette discussion, cite aussi la circulaire comme article de foi ; or il est évident qu'elle met en avant des solutions critiquables : incontestablement un tribunal ne dépouillera jamais l'État pour rendre la succession vacante au profit d'héritiers *probables* : il faudra pour cela que les héritiers soient bel et bien connus, aient prouvé leur qualité, et alors la succession ne sera pas déclarée vacante, mais sera immédiatement attribuée à l'héritier ayant droit.

Il est facile de comprendre pourquoi l'article 811 restreint la vacance au cas où il n'y a pas d'héritier légitime connu, tandis qu'on peut la déclarer lorsqu'il existe un successeur irrégulier, et il y en a toujours un : l'État (1). L'héritier légitime en effet est toujours saisi : la succession est donc possédée par lui, et l'on ne peut dire d'une succession qui a un possesseur qu'elle est vacante ; tandis qu'un successeur irrégulier n'a pas la saisine et ne possède la succession que lorsqu'il s'est présenté et a obtenu l'envoi en possession.

Lorsque l'État réclame une succession, elle cesse aussitôt d'être vacante, si elle l'a jamais été. On ne peut dire que l'État devant remplir une foule de formalités, la vacance continue jusqu'à l'envoi en possession : l'article 811 en effet n'exige pas que la succession soit possédée, il

(1) Même les trois mois et quarante jours pour délibérer écoulés, s'il y a un héritier légitime connu qui ne s'est pas décidé, la succession n'est pas vacante, car il n'y a plus de successions jacentes dans notre droit. La succession appartient *de plano* à cet héritier et il ne peut se décharger de cette propriété et des charges corrélatives qu'en renonçant expressément. A ce moment il y aura de nouveau à examiner si la succession est immédiatement déferée à un héritier légitime d'un degré subséquent ou si elle doit être réputée vacante.

suffit qu'elle soit réclamée. Si des mesures conservatoires sont nécessaires, un administrateur provisoire sera nommé et la jurisprudence décide que lorsque c'est l'État qui est demandeur, c'est toujours à lui que doit être confiée cette administration, parce qu'il offre pleine garantie aux intéressés.

Laurent (1) cite un cas d'application très simple de tous les principes que je viens d'étudier, et sur lequel cependant les tribunaux de première instance se sont trompés. S'ouvre la succession d'un enfant trouvé, sans famille, sans héritiers ; l'État se présente pour la recueillir. Le tribunal de première instance a débouté l'État de sa demande, sous prétexte que les trois mois et quarante jours n'étaient pas écoulés. C'était confondre la vacance avec la déshérence ; si l'on avait demandé la nomination d'un curateur, les juges auraient eu raison de repousser le demandeur en lui opposant l'article 844 ; mais quand l'État se présente, il ne s'agit plus d'appliquer l'article 844, et comme aucun texte ne lui ôte le droit d'agir avant l'expiration du délai ci-dessus, c'est qu'il est autorisé à le faire : les cours d'appel ont d'ailleurs infirmé le jugement du tribunal de première instance (Metz, 14 nov. 1855, D. 56. 2. 224 ; — Paris, 25 juillet 1863, D. 63. 2. 206 ; — Douai, 9 mai 1865, D. 66. 5. 451).

4. — Sur la question que nous venons d'examiner, de la distinction de la vacance et de la déshérence, la jurisprudence fournit certains jugements fort bien motivés. L'un d'eux cependant, rendu à Colmar, le 18 janvier 1850 (D. 51. 2. 161) établit entre ces deux successions une

(1) *Principes de Droit civil*, t. 10, p. 225.

distinction, juste certes, mais trop évidente et qui n'a aucun rapport avec la cause à juger. Citons parmi les autres arrêts ou jugements : Cour Paris, 26 mars 1835, et Cass., 17 août 1840 (D. V^o *Succession*) ; — Rennes, 7 juillet 1851 (D. 52. 5. 518).

5. — L'article 811 donne encore lieu à d'autres controverses au sujet de l'interprétation à donner à la deuxième condition exigée pour la déclaration de vacance : *qu'il n'y ait pas d'héritier connu n'ayant pas renoncé*. Faut-il, pour que l'article 811 s'applique, que tous les héritiers jusqu'au douzième degré renoncent ; ou suffit-il de la renonciation des héritiers du premier degré, alors même qu'il existerait des parents d'un degré plus éloigné, devenus héritiers par la renonciation des plus proches, et qui n'ont pas encore pris parti ?

Juridiquement on doit exiger la renonciation de tous les héritiers, car le premier appelé renonçant étant censé n'avoir jamais été héritier (art. 785), celui du second degré est censé l'avoir toujours été (art. 724 et 786). En sorte que cet héritier étant saisi dès le moment de la renonciation, les tiers peuvent agir contre lui ; et comme les droits de ceux-ci ne peuvent résulter de leur seule volonté, s'ils peuvent agir contre lui, par contre, c'est contre lui seul qu'ils peuvent agir. — Les auteurs qui n'admettent pas cette opinion argumentent de l'ancien droit. Pothier enseigne en effet que la succession est vacante dès que les héritiers du premier degré ont renoncé. Son avis est appuyé par trois arrêts du Parlement de Paris des 21 janvier 1625, 28 mars 1702 et 25 avril 1735. — Mais qu'importe qu'il en fût ainsi dans l'ancien droit, si le Code a répudié cette manière de voir, et peut-on en douter en présence

des articles 724, 786 et 811 ? — Une autre objection mise en avant par les partisans de la théorie contraire résulte des inconvénients qu'entraîne dans la pratique le système que nous défendons : comment, dit-on, exiger des créanciers qu'ils descendent tous les degrés de l'échelle héréditaire : chaque héritier ayant le droit d'exiger un certain délai pour délibérer, que de retards apportés aux demandes légitimes de ces créanciers ! A cela il est facile de répondre que ces inconvénients pratiques ont été beaucoup exagérés : quand les héritiers des deuxième ou troisième degrés auront renoncé les autres seront la plupart du temps inconnus et la succession sera alors légalement vacante. D'ailleurs à choisir entre les deux systèmes dans l'intérêt des créanciers, le nôtre est encore celui qui leur est le moins préjudiciable, les héritiers pouvant, dans l'opinion contraire, repousser les créanciers en arguant de la vacance de la succession : il est en effet impossible d'admettre avec Duranton, que les créanciers auront le droit à leur choix de faire déclarer la vacance et d'agir contre le curateur, ou de laisser aller les choses en poursuivant les héritiers : ceci est de la pure fantaisie. — En tous cas, comme le déclare fort bien Laurent, les inconvénients que présenterait la loi, s'il y en avait, ne devraient pas empêcher de la suivre à la lettre : l'article 811 est formel : il faut s'y conformer (1).

La jurisprudence est contraire (2).

(1) *Pour* : Aubry et Rau, t. 6, § 641, p. 727, n. 3 ; — Laurent, t. 10, p. 222 ; — Ducaurroy, Bonnier et Roustain, t. 2, p. 437, sous l'article 811.

Contre : Demolombe, t. 15, p. 411 ; — Chabot, t. 2, art. 811, n° 2 ; — Duranton, t. 7, n° 61 et 62 ; — Delvincourt, t. 2, p. 35, n° 1 ; — Toullier, t. 4, n° 380 ; — Demante, t. 3, p. 209 ; — Dalloz, *V° Succession*, n° 396.

(2) Aix, 17 déc. 1807, S. 7. 2. 667 ; — Paris, 31 août 1822, S. 23. 2. 100 ; Cités par Dalloz, *V° Succession*, n° 396 ; — Aix, 16 avril 1886, *Recueil d'Aix*, 1886, p. 461.

CHAPITRE IV

OUVERTURE DU DROIT DE L'ÉTAT.

Le droit de l'Etat s'ouvre lorsqu'il n'y a aucun prétendant à la succession : *fiscus post omnes*. L'article 723 du Code civil qui fixe l'ordre successoral place l'Etat au dernier rang : « La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes : à leur défaut les biens passent aux enfants naturels, ensuite à l'époux survivant ; enfin à l'Etat. »

1. — Le premier obstacle au droit du fisc est donc l'existence d'héritiers jusqu'au 42^e degré ; puis d'enfants naturels simples (art. 758). L'existence d'enfants adultérins ou incestueux n'influe en rien sur le droit de déshérence : ces enfants sont considérés comme non parents du *de cujus* et n'ont absolument aucun droit sur la succession de leurs auteurs, sauf celui de demander des aliments (art. 767). L'Etat qui recueille par droit de déshérence la succession d'un individu laissant après lui des enfants adultérins et incestueux dont la filiation est reconnue (cela peut arriver) doit donc leur donner des aliments. Beaucoup d'auteurs et certains arrêts ne sont pas de cet avis, mais ce tempérament semble dicté par l'humanité et la pitié.

Après l'enfant naturel, le conjoint survivant non divorcé et non séparé de corps prime encore l'Etat. En cas d'annulation d'un mariage putatif, il faut faire une distinction : si la nullité a été judiciairement déclarée *postérieurement*

au décès de l'époux *de cujus*, le survivant conserve l'hérédité qu'il a recueillie, s'il est de bonne foi, car l'article 204 du Code civil dit : « le mariage déclaré nul produit ses effets civils tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants, s'il y a eu bonne foi ». Si au contraire la nullité a été déclarée antérieurement au décès, le survivant n'a plus aucun droit, fût-il de bonne foi : il faut en effet, pour se succéder l'un à l'autre, que *de cujus* et successeur aient le titre d'époux au moment du décès : or si la nullité de leur mariage a déjà été déclarée, ils ne sont plus époux.

Enfin une donation entre vifs qui saisit d'un titre universel et un legs universel font échec au droit de l'Etat. C'est le même principe que nous avons étudié en droit romain : *si nullum intestatus reliquerit heredem*. Un donataire, un légataire universels sont en effet des représentants de la succession, mais pour exclure l'Etat, il faut qu'ils soient successeurs universels : un legs même à titre universel et qui absorberait tout l'émolument, laisserait possible l'appréhension de la succession par l'Etat, qui s'en saisirait et délivrerait les legs aux ayants droit (Gaudry) (1).

(1) Je cite à ce propos un arrêt de Cassation du 17 novembre 1863 (S. 64. 1.5 ; D. 63.1.441) qui dispose : la disposition testamentaire par laquelle le testateur, tout en déclarant exclure de sa succession tous ses parents indistinctement, n'a légué à un étranger que l'usufruit de ses biens sans manifester la volonté d'en attribuer à personne la nue propriété, mais au contraire en instituant un gérant perpétuel de sa succession, uniquement chargé de l'administrer, n'a point pour effet de faire considérer la succession comme étant en déshérence par rapport à cette nue propriété, et, par suite, de la transmettre à l'Etat ; la nue propriété des biens du testateur constitue en pareil cas une succession *ab intestat* dévolue à ses héritiers dans l'ordre déterminé par la loi. — Cet arrêt est exact, car le testament du *de cujus*, s'il avait été suivi à la lettre, aurait eu pour effet de mettre la succession hors du commerce ; la clause était donc nulle, et la nullité pro-

2. — La déshérence d'une succession peut, outre la non-existence de successibles, résulter de leur *absence*, sous certaines réserves. L'article 137 du Code civil porte : « Quiconque réclame un droit échu à un individu dont l'existence n'est pas reconnue, devra prouver que ledit individu existait quand le droit a été ouvert. » Supposons donc une succession dévolue à un successible absent. Son existence est-elle certaine, il recueille la succession *ipso facto*, sans avoir besoin d'aucune addition d'hérédité si c'est un héritier légitime ; si au contraire c'est un successeur irrégulier, ou si, héritier ou successeur, son existence est incertaine, le droit à succéder ne lui est pas réputé transmis ; il est dévolu au degré subséquent, et s'il n'y en a pas, la succession est déclarée vacante, ou en déshérence au cas d'appréhension par l'Etat. Mais en cette occurrence, l'Administration des domaines ne devrait recueillir l'hérédité qu'avec précaution, celle-ci pouvant lui échapper d'un moment à l'autre par les circonstances les plus faciles à supposer ; ce provisoire cesserait par la déclaration d'absence que l'Etat devrait poursuivre, comme toute autre partie intéressée.

Les règles ci-dessus sont modifiées lorsqu'il s'agit de la succession d'un militaire. Voici ce que Gaudry, dans son *Traité du domaine* (t. 2, p. 192), dit à ce sujet. Une loi du 11 ventôse an II avait déclaré que lorsqu'une succession s'ouvrirait au profit d'un militaire absent, les scellés seraient apposés et que l'on nommerait un curateur chargé de conserver ses droits et de les administrer en bon père de

fitant à tous les successeurs, l'Etat se trouvait primé par les héritiers du sang.

famille. Cette loi était une dérogation au principe que pour recueillir une succession, il faut justifier de son existence : le militaire absent était réputé vivant pour recueillir les successions ouvertes à son profit. Des doutes se sont élevés sur l'effet actuel de cette loi. N'avait-elle pas été abrogée par les articles 135 et 725 du Code civil ou par la paix générale qui a été le résultat des traités de 1815 ? Dans le sens de son abrogation, on se prévalait d'une loi du 13 janvier 1817 qui a introduit des formalités pour constater le sort des militaires absents, et d'un arrêt de Nîmes du 28 janvier 1823 (S. 25.2.81) qui a jugé en faveur de cette abrogation. D'autres arrêts avaient même décidé que la loi du 11 ventôse an II avait eu seulement pour effet de conserver provisoirement les droits des militaires, et nullement d'intervertir l'ordre d'appréhension des successions, d'où il résulte que, si après ces formalités accomplies dans l'intérêt des militaires, on ne prouvait pas leur existence, la succession devait passer aux autres successibles. En ce sens arrêt de Rouen du 29 janvier 1817 (S. 19.2.82). Mais deux arrêts de Cassation des 19 mars 1819 (S. 19.1.345) et 23 août 1837 (S. 37.1.810) ont jugé que la loi du 11 ventôse an II n'avait été abrogée ni par le Code civil, ni par la loi du 13 janvier 1817, et qu'elle n'exige pas la preuve de l'existence des militaires pour leur réserver les droits sur les successions ouvertes à leur profit. Cette jurisprudence paraît fixée assez solidement pour qu'il ne soit pas possible de la contester, malgré les doutes que peut faire concevoir une dérogation si extraordinaire aux principes généraux du droit.

S'il en est ainsi, l'État ne pourrait pas s'emparer d'une

hérédité dont un militaire serait le successible. Mais après les formalités de nomination d'un curateur qui appréhenderait la succession, le domaine devrait provoquer la déclaration d'absence, d'après la loi du 13 janvier 1817, pour se mettre en possession des biens réservés; ceux-ci cesseraient d'être dans cet état de suspension du jour de la déclaration d'absence, et la succession serait valablement déférée à l'État, comme succession en déshérence.

Une hérédité peut encore parvenir au fisc à cause de l'incapacité de transmettre ou de recueillir du *de cujus* ou de ses héritiers. C'est encore là un droit de déshérence, car c'est à sa souveraineté que la nation doit de se voir attribuer ces biens, et il est exact de dire que pour cette partie au moins du patrimoine du défunt qui est dévolue à l'État, il y a absence d'héritiers : des héritiers qui ne peuvent recueillir ou pas d'héritiers, c'est absolument la même chose. Ces cas d'incapacité, très nombreux dans notre ancien droit, ont à peu près disparu de notre droit actuel, grâce notamment à la loi du 14 juillet 1819 abolitive du droit d'aubaine, à l'article 66 de la Charte de 1814 supprimant la confiscation, et à la loi du 31 mai 1854 qui fit disparaître la mort civile. Quelques observations cependant sont encore nécessaires sur les conséquences de la mort civile déjà encourue, — sur la succession des enfants naturels, — sur les incapacités de tester, — sur les biens des communautés et corporations qui cessent d'exister, — sur les indignités et prohibitions légales.

D'après les articles 25, 718 et 725 du Code civil les individus frappés de mort civile étaient incapables de recevoir ou de transmettre à titre gratuit. Si donc une succes-

sion leur était dévolue, et qu'à leur défaut elle ne pût être recueillie par d'autres successibles, elle passait à l'État. Les biens acquis depuis la condamnation définitive n'avaient d'autres successeurs que le fisc, et celui-ci les recueillait, comme le font remarquer Aubry et Rau (t. 1, § 82, p. 330), non à titre de confiscation, mais par droit de déshérence ou comme biens vacants : de sorte que l'article 66 de la Charte de 1814, qui supprime le droit de confiscation, n'avait pas abrogé l'article 33 du Code civil : cette abrogation ne fut consommée que par la loi du 31 mai 1854 qui abolit la mort civile, sans restrictions. — Cependant l'article 3 dispose que le condamné à une peine afflictive perpétuelle ne peut, à compter de sa condamnation devenue définitive, disposer de ses biens par donation entre vifs ou par testament, ou recevoir à ce titre, si ce n'est pour cause d'aliments. Il peut résulter de là des droits très importants pour le domaine, car si le condamné n'avait point d'héritiers naturels, sa succession serait dévolue à l'État : l'article 4 autorise d'ailleurs le gouvernement à relever le condamné de tout ou partie de sa peine.

Pour les enfants naturels, l'État a plus de chance que pour les personnes ordinaires de recueillir leurs biens à titre de déshérence, car leurs héritiers sont en effet très limités : ils ne peuvent transmettre *ab intestat* qu'à leurs descendants, à leurs père et mère qui les ont reconnus, à leurs frères et sœurs, à leur conjoint : à défaut de ces quelques personnes, leurs biens sont dévolus au fisc. — L'État est-il exclu par les frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel, c'est-à-dire par les enfants légitimes de ses père et mère, ou seulement par ses frères et sœurs natu-

rels, c'est-à-dire par les enfants naturels du même père et de la même mère ? L'article 766 du Code civil qui n'appelle à la succession que les frères et sœurs naturels semble bien en exclure les légitimes : les travaux préparatoires du Code prouvent d'ailleurs que telle était l'intention du législateur. La présence de frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel ne fera donc pas obstacle au droit de déshérence (sauf pour les objets provenant, à titre gratuit, de leur père ou de leur mère, et se trouvant en nature dans la succession).

Nous avons déjà dit que le droit de l'Etat est primé par celui des donataires et légataires. Mais la faculté de tester étant quelquefois modifiée par la loi, le domaine se trouve appelé à recueillir les biens non légués valablement : ainsi un mineur de seize ans ne peut tester ; de seize à vingt et un ans, il ne peut disposer que de la moitié de son patrimoine ; un interdit est aussi dans l'impossibilité de faire de testament ; d'après la loi du 24 mai 1825 (art. 5) une femme religieuse ne peut disposer au profit de la communauté dont elle fait partie, ou de l'un de ses membres, de plus du quart de ses biens, lorsque ce quart dépasse 10,000 francs. Si donc l'on suppose qu'un mineur, un interdit, etc..., qui n'a pas d'héritier, lègue par testament plus que la quotité dont il peut disposer, le legs se trouve réduit aux limites légales et l'Etat recueille tout ce qu'il doit recueillir, nonobstant la déclaration de volonté du *de cujus*.

Nous ne parlerons que pour mémoire des biens qui restent sans maître à la suite de l'extinction ou de la suppression de communautés ou de corps légalement consti-

tués. Lorsqu'une corporation est supprimée par mesure politique ou administrative, et que nulle personne privée n'a un droit acquis sur ses biens, l'Etat les recueille évidemment ; mais est-ce là un droit de déshérence ? Non. Les biens en question deviennent vacants et c'est en vertu de l'article 539 du Code civil que la nation s'en empare : il est inutile en conséquence que le domaine suive pour leur incorporation les formalités des articles 770 et s. : il peut les appréhender sans demander l'envoi en possession. Quand il s'agit de communautés autorisées, représentant non un intérêt public, mais des intérêts individuels, la règle de la dévolution de leurs biens, lors de leur extinction ou de leur suppression, semble posée par la loi du 24 mai 1825, dont l'article 7 porte que les biens acquis par donation entre vifs ou par dispositions testamentaires seraient rendus aux donateurs ou à leurs héritiers ; que ceux qui ne pourraient recevoir cette destination (par suite d'absence des donateurs et de leurs héritiers), ou ceux acquis à titre onéreux, seraient répartis moitié aux établissements analogues, moitié aux hospices du département, sauf les pensions alimentaires pour les membres de la communauté dissoute. Pour les communautés non autorisées, la question ne peut se poser : les biens appartiennent en effet individuellement à ceux qui composent la communauté, l'Etat n'ayant pas reconnu à celle-ci la personnalité civile.

Les incapacités de recevoir résultent de la bâtardise (art. 756), de l'adultérinité (art. 762), de la tutelle (art. 907), des soins donnés au *de cuius* par le médecin ou le prêtre qui l'ont assisté (art. 909) ; l'indignité est réduite aux trois

cas de l'article 727. Nous nous bornons à cette énumération, en ajoutant seulement que lorsqu'une disposition est faite en faveur d'un incapable ou lorsqu'une succession échoit à un indigne, et qu'il n'y a aucun autre successible, c'est l'État qui perçoit le bénéfice de la disposition ou recueille l'hérédité.

3. — Après avoir vu les cas dans lesquels la nation trouve à exercer son droit de déshérence, nous arrivons à ceux où ce droit ne s'exerce pas, bien que les principes semblent l'autoriser : ce sont les exceptions au droit de déshérence.

Lorsque dans une succession abandonnée se trouve un capital déposé à la Caisse des retraites pour la vieillesse, ce capital est attribué à la Caisse (Loi des 8 mars, 12 et 18 juin 1850, art. 7; loi du 12 juin 1861, art. 10). — De même les sommes dues par l'ancienne caisse de dotation de l'armée étaient dévolues à cette Caisse (Loi du 26 avril 1855, art. 18). Mais l'exception la plus considérable et la plus intéressante apportée au droit de l'État est certainement celle faite au profit des hospices. Nous l'étudierons en détail.

Successions déferées aux hospices. — Les droits des hospices ont été établis par des dispositions législatives spéciales. Ils s'appliquent dans deux cas :

I. — Le premier, relatif à la succession des enfants mineurs non émancipés décédés dans les hospices, est réglementé par la loi du 15 pluviôse an XIII (13 février 1805) dont les articles 8 et 9 sont ainsi conçus :

« ART. 8. — Si l'enfant décède avant sa sortie de l'hospice, son émancipation ou sa majorité, et qu'aucun héri-

tier ne se présente, ses biens appartiendront en propriété à l'hospice, lequel pourra être envoyé en possession à la diligence du receveur et sur les conclusions du ministère public. S'il se présente ensuite des héritiers, ils ne pourront répéter les fruits que du jour de la demande.

« ART. 9. — Les héritiers qui se présenteront pour recueillir la succession d'un enfant décédé avant sa sortie de l'hospice, son émancipation ou sa majorité, seront tenus d'indemniser l'hospice des aliments fournis et des dépenses faites pour l'enfant décédé pendant le temps qu'il sera resté à la charge de l'administration, sauf à faire entrer en compensation jusqu'à due concurrence, les revenus perçus par l'hospice. »

La première condition donc pour que le droit de l'hospice s'ouvre est l'absence d'héritiers, et il faut évidemment entendre ici ce mot dans le sens de *successibles, loco hereditum* ; à chaque instant le Code emploie cette expression dans le sens général que nous indiquons : le *de cuius* ne doit laisser ni héritiers légitimes, ni enfants naturels (nous ne parlons pas du conjoint, puisqu'il s'agit ici d'un mineur non émancipé qui n'en peut avoir). Demolombe (t. 14, p. 266), pour prouver que tel est bien le sens du mot héritiers, s'appuie sur l'analogie qui existe entre le droit des hospices et le droit de l'État, qui lui aussi ne succède qu'à défaut d'héritiers : ces droits sont de même nature, dit-il, et fondés sur la même cause : ce n'est qu'en cas de déshérence que l'hospice est appelé et seulement à l'exclusion de l'État. Ceci ne nous paraît pas exact. En droit commun la succession de ces enfants devrait appartenir à l'État : la loi donne la préférence aux hospices, ce qui prouve que la

cause de la vocation n'est pas la même. « Si les hospices sont préférés c'est qu'ils ont dû supporter, souvent pendant de longues années, les dépenses de nourriture et d'éducation des orphelins : leur droit d'hérédité est en quelque sorte une indemnité (1). »

Ceci posé, il nous semble, contrairement à la grande majorité des auteurs (2), que *ce n'est pas à titre successif* que les hospices recueillent les biens en question. En effet le droit de l'hospice n'est pas de même nature que celui de l'État ; or ce dernier recueille à titre de succession, tel n'est donc pas le titre de l'hospice. De plus si l'attribution des biens à l'établissement hospitalier est regardée comme une indemnité, comment attribuer à ces biens le caractère de biens de succession ; la succession est en effet par excellence une transmission à *titre gratuit* ; il n'y a donc pas succession, si l'hospice recueille l'hérédité comme l'équivalent des soins qu'il a donnés au *de cuius*, et c'est bien là le véritable caractère de ce droit anormal. Une circulaire du Ministre des finances du 23 juin 1858, n° 2132, décide que les valeurs attribuées aux hospices ne sont pas sujettes au droit de mutation par décès, « attendu que c'est une indemnité, plus qu'un droit de succession » (3). C'est là une preuve convaincante : le fisc n'est pas réputé, en effet, comme négligeant de frapper de ses taxes tout ce qui en est susceptible : comment les successions dévolues aux hospices auraient-elles trouvé grâce

(1) Laurent, t. 9, p. 189.

(2) Aubry et Rau, t. 6, § 337, n° 2 ; Demolombe, t. 14, p. 264 ; Demante, t. 3, p. 130

(3) Gaudry, t. 2, p. 219. *Contrà* : Dictionnaire des droits d'enregistrement, V° *Déshérence*, n° 64.

devant lui ? — Championnière qui est seul de l'opinion que nous soutenons, l'appuie d'arguments de texte (*Traité des droits d'enregistrement*, t. 3, n° 2485) : « La loi du 15 pluviôse an XIII, en autorisant la mise en possession des hospices ne qualifie point le titre en vertu duquel s'opère cette mise en possession, qui ne rentre dans aucune classification des successions faites par le Code civil ; on ne peut donc s'appuyer d'aucune disposition légale pour établir que les biens sont dévolus aux hospices à titre successif, et, dès lors, le droit de mutation ne saurait être exigé. Cette dévolution est la récompense ou le prix des soins qui ont été donnés aux personnes décédées et un moyen de fournir aux besoins de ceux qui les remplaceront : mais aucune disposition de loi n'établit la nécessité qu'elle ait lieu à titre successif (1). »

Il est évident, la succession testamentaire ayant toujours le pas sur la succession légitime, que, puisque l'hospice est primé par les héritiers, il l'est *à fortiori* par le successeur testamentaire ; en recueillant la succession il devra donc payer les légataires sous les conditions et dans les limites déterminées par l'article 904 du Code civil.

La loi du 15 pluviôse an XIII prescrit aux hospices de demander l'envoi en possession de la succession ; mais il

(1) On peut faire à ce raisonnement une objection : si l'hospice recueille les biens à titre d'indemnité, à quel titre recueillera-t-il la portion de la succession qui dépassera la valeur des soins qu'il a donnés ? L'hypothèse est facile à prévoir. On peut répondre que si l'hypothèse est à prévoir, elle se réalisera très rarement, attendu que ne sont admis dans les hospices que les indigents, les enfants trouvés, et sans fortune par conséquent. En tout cas cet excédent serait regardé comme l'équivalent de soins donnés à d'autres indigents (les malheureux formant une grande famille), et composant l'indemnité que d'autres n'ont pu donner.

n'est pas utile, ici, comme l'article 770 l'exige pour les successeurs irréguliers, que cet envoi en possession soit précédé de publications et d'affiches, à moins cependant que ces formalités ne soient ordonnées par le tribunal saisi de la demande.

Si l'hospice s'est emparé à tort des biens du *de cuius*, quels seront les droits des héritiers ? Ils n'auront aucun droit dans les fruits et revenus perçus pendant la vie de l'enfant, qui sont attribués à l'établissement à titre d'indemnité des frais de nourriture et d'entretien (art. 7 de la loi); il en est de même des fruits perçus depuis, l'hospice étant regardé *en tous cas* comme possesseur de bonne foi. Ces héritiers doivent, par contre, indemniser l'hospice des aliments fournis et des dépenses faites pour l'enfant décédé, sous déduction des fruits déjà perçus. Ceci explique que l'établissement soit considéré comme étant toujours de bonne foi ; les successions étant toujours modiques et le plus souvent absorbées et au delà par les frais, il est peu probable que les héritiers appréhenderont l'hérédité : l'hospice est alors en droit de se croire possesseur définitif.

Quant à la succession d'un enfant trouvé, décédé après sa majorité dans l'hospice où il avait été déposé et où il était employé et salarié, elle n'est pas dévolue à cet hospice, mais à l'Etat. La loi du 15 pluviôse an XIII ne s'applique pas à l'enfant valide, majeur, en mesure de pourvoir à ses besoins par son travail, attendu que dès ce moment, il n'est plus sous l'administration ni à la charge de l'établissement (Déc. du Ministre des Finances du 24 août 1843 ; *Journal de l'Enregistrement*, n° 13403-2) (1).

(1) Ceci semble bien en contradiction avec ce que nous avons dit sur la

II. — Le deuxième cas dans lequel s'ouvre le droit des hospices résulte d'un avis du Conseil d'Etat des 3-8 novembre 1809.

Dans l'ancien droit, des lettres patentes de 1566, 1656, 1729, 1744 avaient établi au profit des hospices un droit de succession sur les effets des personnes décédées dans ces établissements. Mais ces règlements n'avaient plus aucune force depuis la loi du 30 ventôse an XII qui a abrogé tous les anciens statuts et règlements (1). Mais l'avis du Conseil d'Etat a donné aux hospices un droit nouveau : cet avis, approuvé par l'Empereur et inséré au *Bulletin des Lois* (IV, B. 248, n° 4778) a force de loi. Il dispose :

« Considérant que les droits de l'État sur les successions tombées en déshérence ont été reconnus de tout temps et que la loi des 22 novembre-1^{er} décembre 1790, et le Code civil n'ont fait que confirmer ce principe incontestable ; — que néanmoins les édits et lettres patentes susénoncés ont établi, en faveur des hospices, une exception pour les effets apportés par les malades décédés dans ces établissements ; — Que cet avantage a toujours été considéré comme un léger dédommagement des dépenses occasionnées par les malades : — Est d'avis : 1° que les effets mobiliers apportés par les malades décédés dans les hospices,

non-succèsion des hospices. Car si leur vocation ne venait que du droit à l'indemnité, pourquoi, même majeur, l'hospitalisé ne paierait-il pas l'établissement ? On peut répondre que l'hospice a déjà été indemnisé en partie par le travail du *de cuius* employé évidemment à meilleur compte que tout autre ; — ou mieux encore que si le droit de l'hospice était un droit de succession, il devrait s'exercer en tous cas et non pas seulement jusqu'à un certain âge.

(1) Jurisprudence conforme : Cass., 20 juillet 1831, S. 31.1.317 ; — Cass., 20 juin 1836, S. 36.1.557 ; — Cass., 17 avril 1838, S. 38.1.95.

et qui y ont été traités gratuitement, doivent appartenir auxdits hospices, à l'exclusion des héritiers et du Domaine, en cas de déshérence ; — 2° qu'à l'égard des malades et personnes valides, dont le traitement et l'entretien ont été acquittés de quelque manière que ce soit, les héritiers et légataires peuvent exercer leurs droits sur tous les effets apportés dans les hospices par lesdites personnes malades ou valides, et que, dans le cas de déshérence, les mêmes effets doivent appartenir aux hospices, au préjudice du Domaine ; — 3° qu'il n'est rien innové à l'égard des militaires décédés dans les hospices : »

Il y a lieu, suivant cet avis, de distinguer le cas où les malades ont été traités gratuitement et celui où le traitement a été acquitté.

A. — Dans le premier cas, de beaucoup le plus important, les *effets mobiliers* du malade appartiennent à l'hospice. Lorsqu'il s'agit d'orphelins nous avons montré plus haut que l'hospice recueille toute la succession ; ici son droit est restreint aux effets mobiliers. Laurent (t. 9, p. 190) explique cette différence par la raison que « les orphelins sont à la charge de l'administration pendant toute leur minorité ou du moins jusqu'à dix-huit ans accomplis, tandis que les malades ne séjournent le plus souvent que quelques jours dans les hospices. Par contre les hospices sont préférés même aux héritiers lorsqu'il s'agit de malades : ce droit leur est accordé comme un léger dédommagement des dépenses faites par les malades ». Cette exclusion des héritiers au profit de l'établissement constitue une autre différence entre les deux cas de succession que nous examinons : telle est du moins l'opinion géné-

rale, et par héritiers il faut entendre, outre les héritiers légitimes, les successeurs irréguliers et les légataires (Demolombe, t. 14, p. 272). Ce point a été contesté. Marcadé, sous l'article 768, prétend qu'en faisant passer l'hospice avant les héritiers, le Conseil d'Etat « a dépassé ses pouvoirs, et qu'une semblable règle n'aurait pu être ordonnée que par une loi ». La réponse est simple : cet avis du Conseil d'Etat approuvé par l'Empereur, et inséré au *Bulletin des lois*, a force de loi et est obligatoire : c'est une véritable loi. — Autre objection soulevée par Ducaurroy, Bonnier et Roustain (t. 2, p. 371, n. 1) : l'avis de 1809 « qui admet le droit des hospices à l'exclusion des héritiers et du domaine en cas de déshérence contient un vice de rédaction, puisque le Conseil d'Etat n'était consulté que sur le cas où la succession tombe en déshérence ». — Ceci ne prouve rien, répondons-nous, car consulté sur un point spécial, le Conseil a pu décider la question en général, et c'est ce qu'il a évidemment fait puisque sa décision a reçu force de loi : on ne rend pas une loi dans un cas particulier.

Quel sens faut-il attribuer aux mots : *effets mobiliers* ? Cette expression comprend-elle seulement les linges, hardes, vêtements et autres effets à l'usage journalier du malade et apportés par lui dans l'hospice ? ou faut-il l'entendre dans le sens étendu que l'article 535 du Code civil lui donne ? Dalloz (*V^o Hospice*, n^o 128) est partisan de la deuxième interprétation, et il allègue qu'« il n'y a aucun danger à ce qu'il en soit ainsi : si le titre ou la somme d'argent trouvé sur le défunt était considérable, celui-ci ne serait plus regardé comme indigent et l'hospice serait

fondé à exiger le remboursement de ce qu'il aurait dépensé pour lui, même le paiement des secours administrés. Ce tempérament répond à toutes les objections ». Oui, répond Demolombe, ceci est vrai quand le débat s'élève entre l'hospice et les héritiers ; mais si ce débat s'élève entre l'État et l'hospice, le tempérament n'a plus aucune valeur, l'hospice étant préférable à l'État, même si le traitement du malade a été acquitté. A notre avis, Demolombe a raison, et on ne doit pas suivre ici le sens de l'article 535 ; cet article et tous ceux qui l'entourent ne donnent que des définitions sans aucune valeur, et tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à la lettre de ces articles. En outre l'avis reconnaît que ce droit des hospices, n'est qu'un léger dédommagement des dépenses qu'ils ont faites : il ne peut donc porter que sur des effets de minime importance (1). La jurisprudence est en ce sens (2).

B. — Dans le deuxième cas, lorsque le traitement du malade a été acquitté, le droit des héritiers et légataires reste intact et l'hospice n'exclut que le domaine.

L'avis de 1809 n'apporte aucun changement au régime des successions des militaires et marins décédés dans les hospices, après y avoir été soignés aux frais de l'État : leurs effets sont remis à leur famille.

(1) Ceci prouve bien ce que nous avons avancé tout à l'heure, que les hospices ne recueillent pas à titre successif : une pareille succession serait en effet dérisoire.

(2) C. Paris, 22 avril 1836 ; Dalloz, *V^o Hospices*, n^o 428 ; — Cass. civ., 29 juin 1836 ; S. 36, 1, 557 ; — Bordeaux, 17 août 1853 ; S. 54, 2, 557. — *Contra* : Bruxelles, 17 décembre 1855 ; *Pasicrisie*, 1856, 2, 65.

4. — *Biens d'un étranger.* — Quels sont les droits de l'État français sur la succession d'un étranger décédé sans héritiers en France ? Un coup d'œil sur l'historique de la législation sur la successibilité des étrangers en France ne sera pas superflu.

Dans l'ancien droit le droit d'aubaine empêchait les étrangers de transmettre, soit *ab intestat*, soit par testament, leurs biens situés en France, sauf à leurs enfants et descendants régnicoles. Hors ce cas, les biens appartenaient au roi ou au seigneur haut justicier de la situation. — Sous Louis XV et Louis XVI la plupart des puissances européennes convinrent de l'abolition réciproque du droit d'aubaine, avec réserve toutefois d'un droit de *détraction*. — Le 6 août 1790 l'Assemblée Constituante abolit les droits d'aubaine et de détraction sans condition de réciprocité. Mais cette généreuse initiative ne fut pas suivie par les gouvernements étrangers, et Napoléon fit insérer au Code l'article 11, qui exigeait la réciprocité (1). Enfin la loi du 14 juillet 1819 a supprimé cette condition, abrogé les articles 11, 726 et 912 du Code civil et aboli définitivement le droit d'aubaine : actuellement les étrangers succèdent et transmettent leurs biens en France comme les nationaux.

Nous reprenons maintenant notre question : que deviennent les biens situés en France dépendant de la succession

(1) Mais le droit d'aubaine ne fut pas rétabli et les étrangers avaient toute liberté de transmettre leurs biens de France à des héritiers ou légataires français. Si l'État recueillait parfois leurs successions c'était non en vertu du droit d'aubaine, mais en vertu du droit de déshérence auquel pouvait donner ouverture leur incapacité de transmettre à leurs successeurs étrangers (Aubry et Rau, t. 1, § 76, p. 280).

d'un étranger décédé sans héritier ? Il faut répondre, sans aucun doute : à l'Etat français. C'est en effet en vertu de son droit de souveraineté que l'Etat recueille les successions sans maître qui se trouvent en son territoire : peu importe que l'ancien propriétaire fût un Français ou un étranger ; si l'Etat français ne les appréhendait pas, seul le gouvernement de la nation à laquelle appartenait le *de cuius* pourrait y prétendre ; or, comment admettre qu'en France un des attributs du droit de souveraineté soit exercé par une autre nation que la nation française ? Cette solution n'a jamais été contestée pour les immeubles, mais au contraire plusieurs fois des consuls étrangers ont réclamé pour leur gouvernement les successions mobilières de leurs nationaux décédés en France. Dans notre ancien droit français, nous avons étudié une controverse identique qui s'élevait entre les seigneurs hauts justiciers du domicile, et ceux du lieu de la situation, et nous avons montré que la majorité des auteurs la résolvaient dans le même sens que celui que nous venons d'indiquer pour notre droit moderne.

On fait valoir dans l'opinion contraire les arguments suivants : d'après la doctrine traditionnelle sur les statuts, le statut mobilier est personnel, d'où il suit que les successions mobilières sont régies par la loi du pays auquel le défunt appartenait ; Laurent (t. 9, p. 388) répond avec grande raison que ce principe est inapplicable aux successions en déshérence, et que l'Etat étranger ne peut s'en prévaloir : c'est en effet par un motif *d'ordre public* que les successions en déshérence appartiennent à l'Etat, parce qu'il détient le pouvoir souverain. La déshérence forme donc un statut *réel*, sans qu'il y ait à distinguer entre les

meubles et les immeubles (1). Laurent fait seulement remarquer que auteurs et arrêts s'appuient tous *d'abord* sur les articles 539 et 713 pour prouver le droit de l'Etat français, ce qui est un tort, car si le statut des successions mobilières *en déshérence* était véritablement personnel, on ne pourrait pas dire que ces successions n'ont pas de maître : elles en auraient un, l'Etat étranger ; il faut donc d'abord poser en principe que les successions en déshérence font parties du statut *réel*, et c'est parce que le statut est *réel* que les articles 539 et 713 s'appliquent.

On ne peut invoquer non plus l'abolition du droit d'aubaine et la loi du 14 juillet 1819 ; car l'abolition du droit d'aubaine n'a été prononcée qu'en faveur des héritiers du *de cujus* ; il n'y a donc rien à en conclure pour le cas où il ne laisse pas d'héritiers. Le droit de l'Etat français est, en résumé, incontestable (2).

5. — Avant d'achever cette énumération des cas dans lesquels l'Etat est appelé à recueillir une succession en déshérence, nous croyons bon de mentionner certains droits de l'Etat dans des successions qu'il n'est pas appelé à recueillir : ce n'est pas là à proprement parler un droit de déshérence, aussi n'en dirons-nous qu'un mot.

(1) Lebreton, *De la souveraineté*, t. 3, ch. 12 ; — Conflans, *Jurisprudence des successions*, p. 2 ; — Dalloz, *V^o Succession*, n^o 391.

(2) Demolombe, t. 14, p. 178 ; — Aubry et Rau, t. 6, § 606, p. 337 ; — Baudry-Lacantinerie, t. 2, n^o 134 ; — Baudry et Wahl, t. 1, n^o 896. La jurisprudence est favorable à cette opinion et n'a jamais varié : Paris, 15 novembre 1833 ; D. 34.2.2 ; S. 33.2.593 ; — Bordeaux, 12 février 1852 ; D. 54.2.154 ; S. 54.2.257 ; — Cass. req., 28 juin 1852 ; S. 52.1.537. Voir aussi un jugement très précis du Tribunal de la Seine, du 6 juin 1894, rapporté aux *Pandectes françaises*, année 1895, 5^e partie, p. 45 ; — et Weiss, *Traité de droit international privé*, p. 850, et les auteurs et arrêts cités en note.

L'Etat possède un véritable droit de préemption sur les papiers, cartes et plans trouvés dans la succession des officiers généraux ou supérieurs ou de certains assimilés : il peut en conséquence faire apposer les scellés (arrêté des consuls du 13 nivôse an X, 3 janvier 1802) ; ce droit porte même sur les ouvrages des auteurs du *de cujus*. L'Etat doit indiquer d'une manière précise et détaillée les documents qu'il veut acquérir, et il y a lieu de procéder à une expertise (Poitiers, 15 mars 1880 ; S. 82, 2, 77). Ce droit constitue une véritable expropriation, et cependant la prise de possession par l'expropriant précède le paiement de l'indemnité. Par analogie le fonctionnaire qui, par ses fonctions, a dû être dépositaire de secrets d'Etat ou de titres appartenant au gouvernement, est présumé propriétaire de papiers d'Etat et les scellés peuvent être apposés (Paris, 8 mai 1829, S. chr.).

CHAPITRE V

DROITS DE L'ÉTAT.

§ I. — L'État est-il ou non héritier ?

Nous entendons ici le mot « héritier » *lato sensu*, dans le sens de successeur, sens que le Code donne fréquemment à cette expression. Demolombe dit à ce sujet (t. 14, p. 259) : « L'Etat n'est pas en réalité un héritier ni un successeur, au sens technique de ce mot, car il acquiert à titre de déshérence, c'est-à-dire précisément en vertu d'un titre qui suppose nécessairement qu'il n'y a point du tout d'héritiers... Mais (p. 262) ce n'en est pas moins la succession du *de cujus* qu'il recueille, c'est-à-dire l'universalité des biens que celui-ci a laissés. En conséquence sa position, vis-à-vis de cette succession, doit être sous beaucoup de rapports, activement et passivement, la même que celle d'un successeur irrégulier. C'est ainsi, d'une part, que l'Etat peut exercer tous les droits qui dépendent de cette espèce de succession irrégulière. Et pareillement, d'autre part, l'Etat est soumis à l'exercice de toutes les actions passives que des tiers peuvent avoir contre le défunt. » Ceci est fort juste, et cependant le Code considère véritablement l'Etat comme un héritier, *loco heredis* ; et si, en théorie, on ne doit pas regarder le fisc comme *héritant* à proprement parler du *de cujus*, cependant dans la prati-

que et dans l'étude du Code c'est sous cet aspect qu'il faut examiner le droit de déshérence ; le législateur en effet semble s'attacher à bien faire comprendre que l'Etat a un véritable droit de succession : l'article 723 dispose qu'à défaut d'héritiers légitimes les biens passent aux enfants naturels, au conjoint, à l'Etat, mettant ce dernier sur le même pied que les enfants naturels et le conjoint qui, incontestablement, sont bien des successeurs. De même l'article 724 déclare « que les héritiers légitimes sont saisis de plein droit, mais que l'Etat doit se faire envoyer en possession » ; le fisc a besoin de l'autorisation de justice pour se saisir, mais une fois autorisé il est saisi comme le serait un héritier. C'est donc bien à titre héréditaire que l'Etat recueille les successions en déshérence. En ce sens Gaudry, *Traité du domaine*, t. 2, p. 172 ; Aubry et Rau, t. 6, § 613, p. 413, n. 18 ; Ducrocq, *Traité des édifices publics et des ventes domaniales*, p. 171.

La seule différence qui sépare l'Etat des autres successeurs irréguliers consiste en ce que le premier pour n'être tenu des dettes grevant les biens qui lui échoient que dans la limite de leur émolument, n'est pas obligé de faire une déclaration de bénéfice d'inventaire : il jouit de plein droit de ce bénéfice : mais cette différence découle du principe supérieur en vertu duquel l'Etat ne peut être grevé de dettes non votées comme dépenses publiques. D'ailleurs le fisc offre aux intéressés les plus grandes garanties, les formes administratives assurant la représentation toujours exacte des valeurs de la succession ; si par hasard la rédaction de l'inventaire avait été négligée, la consistance des biens pourrait être établie par tous les moyens de

preuve, et des dommages-intérêts alloués aux ayants droit.

L'Etat n'étant qu'un successeur irrégulier doit faire connaître s'il accepte ou répudie la succession. La circulaire ministérielle déjà citée, du 8 juillet 1806, semble cependant dire le contraire : « Quand le gouvernement est appelé à une succession par droit de déshérence, les préposés des domaines ne peuvent ni y renoncer ni s'abstenir de la recueillir. » S'il fallait prendre ce texte à la lettre, il n'y aurait jamais de successions vacantes, le fisc devant réclamer toutes celles qui seraient abandonnées. Mais cette circulaire ne veut nullement enlever au domaine le droit de s'abstenir ; elle signifie seulement que de leur propre autorité, les agents de l'administration ne peuvent prendre parti au sujet de la succession, et que, en raison de la gravité des intérêts engagés, ils doivent toujours en référer au ministre qui décide seul. D'ailleurs une circulaire postérieure, du 13 août 1832, a abrogé celle de 1806 et rendu à la Régie toute sa liberté. Ceci résultait déjà d'une instruction de l'administration de l'Enregistrement n° 1118 (1).

Le droit de s'abstenir n'est pas non plus entamé par l'article 768 du Code civil qui dit que la succession est *acquise* à l'Etat ; l'article 767 emploie une expression tout aussi énergique à l'égard du conjoint et cependant il est bien évident que celui-ci peut répudier la succession : il en est de même pour l'Etat.

Une autre conséquence de la qualité de successeur irré-

(1) Demolombe, t. 15, p. 422 ; — Demante, ancienne édition, n° 677 ; *Dictionnaire de l'enregistrement*, V° *Déshérence*, nos 13 et suiv.

gulier du domaine, est qu'il n'a pas la saisine héréditaire, et qu'il ne peut de lui-même se mettre en possession des biens de la succession. La chose se comprend : il n'est jamais certain que c'est bien au fisc que doivent revenir les biens ; un héritier préférable peut se présenter d'un moment à l'autre ; pour conserver les droits éventuels de cet héritier il faut prescrire des formes, des garanties pour la conservation des biens : la possession ne pouvait donc être donnée de plein droit.

Quels sont les effets de ce principe ? — D'abord l'Etat doit demander l'envoi en possession, et sa possession ne commence que du jour du jugement : nous étudierons ce point plus loin. Ensuite il ne peut se mettre en possession des biens héréditaires avant le jugement ; il n'a ni le droit ni la charge d'administrer l'hérédité pendant cette période : on a prétendu le contraire en invoquant en faveur de l'Etat une certaine *possession de droit* ; mais cette possession de droit est une fiction, elle n'existe pas, car ce serait la saisine et l'article 724 la refuse formellement aux successeurs irréguliers. Les biens ne resteront pas pour cela à l'abandon : s'il y a des actes urgents d'administration à accomplir les intéressés s'adresseront au Tribunal qui nommera un administrateur, lequel sera le plus souvent l'Etat lui-même : quel meilleur gardien pourrait-on trouver que celui qui doit recueillir la succession ? Un arrêt de la Cour de Paris du 25 juillet 1863 (D. 63.2.206) statue en ce sens.

Pour la même raison l'Etat ne peut exercer les actions possessoires touchant à la succession et ne peut prescrire que du jour de l'envoi en possession : par contre il ne peut être poursuivi par les créanciers, n'est jamais contraint de

prendre parti, et son inaction, quelque longue qu'elle soit, n'équivaldra jamais à une acceptation. Mais s'il ne peut être poursuivi par les créanciers de la succession tant qu'il n'a pas demandé l'envoi en possession, il peut fort bien l'être si, indépendamment de tout jugement d'envoi, il s'est immiscé dans les biens héréditaires : sous ce rapport, la prise de possession de fait équivaut à la mise en possession judiciaire.

Aubry et Rau (t. 6, § 639, p. 705) ont sur ce sujet une théorie particulière. L'envoi en possession, disent-ils, est nécessaire à l'Etat pour lui conférer à l'égard des héritiers les avantages attachés à la possession de la succession en déshérence ; il ne s'assurerait pas ces avantages en se mettant de sa propre autorité en possession de l'hérédité, et en gérant comme successeur universel du défunt. Ainsi il ne pourrait pas, s'il n'avait pas obtenu un jugement d'envoi en possession, repousser l'action en pétition d'hérédité d'héritiers agissant plus de trente ans après le décès, ou d'héritiers renonçants qui voudraient revenir sur leur décision. Il est évident qu'on ne pourrait contester à l'Etat qu'il est bien possesseur de la succession, mais on peut lui objecter que sa possession n'est pas opposable aux héritiers : le but de l'envoi en possession, précédé d'affiches et de publications, est en effet de prévenir ceux-ci et de les mettre en demeure de faire valoir leurs droits ; ces formalités omises, la possession de l'Etat est illégale à leurs yeux : ce qui prouve bien que cette prise de possession ne peut valoir déchéance de leurs droits, c'est que l'article 772 du Code civil condamne le successeur qui s'en est rendu coupable à des dommages-intérêts vis-à-vis de l'héritier. D'ailleurs

l'Etat ne pourrait écarter un successible qui lui est préférable qu'es'il prouvait au moins avoir rempli toutes les formalités rendant son droit inattaquable (Voir aussi Demolombe, t. 14, p. 331).

Cette solution, que les auteurs avaient d'abord repoussée et qu'ils n'ont admise que dans leur 4^e édition, ne nous paraît pas exacte. Il ne s'agit pas de savoir en effet si la possession de l'Etat est contraire à la loi et aux droits des héritiers, mais si la violation de la loi doit avoir pour conséquence de priver la possession de ses effets naturels et de rendre l'usurpation impossible. Or la prescription de trente ans a lieu, en vertu du droit commun, lors même que le possesseur a possédé de mauvaise foi, illégalement, au mépris des droits du propriétaire, pourvu que sa possession remplisse les conditions exigées par l'article 2229 ; un titre autorisant la détention est inutile. Nous en concluons qu'au bout de trente ans, l'Etat est propriétaire incommutable et qu'il peut repousser toute prétention des héritiers. Cette théorie cadre fort bien avec celle que nous exposerons chapitre V *in fine* sur la prescription de l'action en pétition d'hérédité.

Il est à peine utile de faire remarquer que cette prise de possession prématurée, fréquente quand il s'agit des autres successeurs irréguliers, se présentera rarement lorsque le successeur sera l'Etat, les formes administratives s'opposant à une pareille illégalité.

Quant à la question des *fruits*, elle est étrangère à la saisine, et se rattache à la propriété ; nous l'examinerons au paragraphe suivant.

§ II. — L'État est-il, ou non, propriétaire?

1. — Bien que l'État n'ait pas la saisine il a cependant la propriété de biens héréditaires, du jour de l'ouverture de la succession. Il est propriétaire sans être possesseur, et pour connaître ses droits et ses devoirs il faut distinguer, comme nous l'avons déjà fait en partie dans le paragraphe précédent, ceux qui dérivent de la propriété, et ceux qui naissent de la possession. « L'envoi en possession, disent Aubry et Rau, ne forme point une condition suspensive à l'accomplissement de laquelle soit subordonnée l'acquisition du droit de propriété de l'État, qui lui est dévolu *ipso jure*, dès l'instant du décès du défunt. » Ceci découle de la solution que nous avons donnée à la question : *l'État est-il héritier?* — L'État est en effet propriétaire parce qu'il est héritier. Bien que le Code ne se soit pas servi du mot succéder pour qualifier le droit de la nation (1), il est cependant incontestable que c'est à titre de succession que s'opère à son profit la transmission des déshérences. « Or comme l'article 721 ne fait, quant à la manière dont s'effectue la translation de la propriété de l'hérédité, aucune différence entre les divers successeurs, et comme la distinction établie par l'article 724, entre les héritiers qui jouissent de la saisine et les successeurs qui sont obligés de se faire envoyer en possession, n'est relative qu'à la translation de la possession de l'hérédité, on doit en conclure que, pour ce qui concerne la transmission de la propriété de cette dernière, les successions tant irrég-

(1) Aubry et Rau, t. 6, § 639, p. 703, n. 5.

gulières que régulières sont régies par le même principe, et que toute personne appelée par la loi à l'hérédité, soit en qualité d'héritier, soit en qualité de successeur irrégulier, en acquiert de plein droit la propriété dès l'instant du décès du *de cujus* ». Ceci est d'ailleurs parfaitement indiqué par l'article 768 qui n'exige aucune condition pour l'acquisition de la succession par l'Etat. En ce sens : Demolombe, t. 14, p. 262, 318 et 322 ; Ducrocq, *op. cit.*, p. 171 ; Gaudry, p. 169. Cependant Gaudry enseigne que l'Etat n'est propriétaire que du jour de l'envoi en possession, et non du jour du décès : c'est là une erreur manifeste, et les extraits d'Aubry et Rau que nous avons cités réfutent victorieusement cette opinion.

2. — Certains auteurs ont préconisé un système tout différent (1). Suivant Toullier, l'Etat qui recueille une succession en déshérence n'est pas propriétaire, mais seulement administrateur des biens qui la composent ; il peut en jouir, non en disposer, et c'est seulement lorsque la prescription de trente ans est acquise qu'il est propriétaire. On cite en ce sens des lois anciennes et deux circulaires de la Régie des Domaines ; la première, du 10 prairial

(1) Toullier, t. 4, p. 289 ; — Chabot, t. 1, p. 612 ; — Dalloz, *V^o Succession*, n° 419 ; — Laurent (t. 9, p. 187), citant Portalis, dit : « Le droit de l'Etat sur les successions que personne ne réclame n'est pas un droit d'hérédité, c'est un simple droit d'administration et de gouvernement. Il n'y a que les despotes qui se prétendent propriétaires des biens de leurs sujets. L'Etat n'a donc aucune qualité pour succéder. » Suivant cet auteur, le fisc n'est pas héritier, par conséquent, n'est pas propriétaire *a die mortis*. Sur ce point Laurent se met en contradiction avec lui-même, car plus loin (p. 292) il écrit : « quoique les successeurs irréguliers n'aient pas la saisine, ils ont la propriété des biens héréditaires de plein droit, dès l'instant de l'ouverture de l'hérédité », et il est bien certain d'après les phrases qui précèdent celle-ci que parmi les successeurs irréguliers, l'auteur comprend l'Etat.

an VI, dispose : « le droit de déshérence n'établit point, avant la prescription légale, la République propriétaire incommutable des biens qu'elle acquiert à ce titre. Tant que cette prescription n'est pas acquise, la République n'a qu'une propriété flottante et incertaine dont elle a sans doute le droit de jouir, mais non de disposer... » ; dans la seconde, du 13 avril 1832, on lit : «... que jusqu'à l'expiration de trente ans, la propriété étant imparfaite, l'Etat ne peut que jouir de ces biens mais non en disposer irrévocablement ».

Il est impossible d'admettre ce système. Il tendrait en effet à établir une distinction analogue à celle qui existe entre l'envoi provisoire et l'envoi en possession définitif en matière d'absence. Les deux hypothèses n'ont rien de commun. Lorsqu'ils'agit d'un absent, son retour est toujours possible ; aussi la loi a-t-elle dû se borner à confier un dépôt à l'héritier. Mais en cas de déshérence la présomption légale est qu'il n'y a pas d'héritiers ; la succession doit donc être dévolue en toute propriété à l'Etat. Le Code ne parle d'ailleurs que d'un seul envoi en possession : ce ne peut être qu'un envoi en possession *définitif*. Les garanties de restitution que l'on exige de lui, pour le cas où d'autres successeurs se présenteraient, garanties éventuelles et conservatoires, ne dénaturent nullement son droit et elles n'empêchent pas qu'il doive être considéré comme successeur, c'est-à-dire comme propriétaire du jour de l'ouverture de la succession. Comment douter de ce principe en présence des termes du Code : l'article 539 dit : « les biens des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, *appartiennent* à l'Etat » et l'article 713 : « les

biens sans maître *appartiennent* à l'Etat » ; l'article 723 : « les biens *passent* à l'Etat à défaut d'autre successeur » ; l'article 768 : « à défaut de conjoint survivant, la succession est *acquise* à l'Etat. » Après avoir lu ces textes si formels, il faut avoir mauvaise volonté pour ne pas reconnaître que l'Etat est successeur et propriétaire *a die mortis*. Ducrocq (*op. cit.*, p. 173) est formel : l'Etat « acquiert immédiatement, comme un héritier légitime, la propriété de tous les biens dont la succession se compose sans attendre l'expiration du délai de trente ans ni d'aucun autre délai. »

A cela Toullier oppose le droit romain, et les lois de notre ancien droit (1) : mais que peuvent le droit romain et les lois anciennes contre des textes précis : ces lois sont abrogées et il n'y a plus à en tenir compte. Quand on voit l'article 768 dire que la succession en déshérence *est acquise* à l'Etat, comment chercher à trouver là autre chose qu'une acquisition de propriété. Après le droit romain et les lois anciennes, Toullier argumente des circulaires de l'Enregistrement précitées ; nous avons déjà démontré quel cas il faut faire des principes énoncés dans ces circulaires ; la plupart du temps elles émettent des théories dont elles n'ont pas bien pesé les conséquences et qui semblent exactes au premier abord, mais dont un rapide examen fait justice (2). Nous l'avons déjà prouvé pour la circulaire du 8 juillet 1806, qui, pour ce qui nous intéresse,

(1) L'article 511 de la Coutume de Bretagne porte en effet que les biens en déshérence sont *en garde de Justice*.

(2) D'ailleurs la première de ces circulaires a été abrogée, semble-t-il, par le Code civil, puisqu'elle lui est antérieure.

n'est qu'un tissu de propositions erronées. Il en est de même ici : l'administration des domaines a bien pu prescrire à ses préposés certaines mesures de prudence, mais ses principes sont faux : d'ailleurs, nous l'avons déjà fait remarquer, ces circulaires ne sauraient altérer le droit des tiers et ne sont pas obligatoires pour les Tribunaux.

3. — La jurisprudence a varié sur ce point et Dalloz (V^o *Succession*, n^o 419) admet avec certains arrêts la théorie opposée à celle que nous soutenons. Il s'appuie sur l'instruction du 13 avril 1832, dont nous venons de démontrer les erreurs, et prétend que c'est elle qui a posé les vrais principes : il cite dans le même sens un arrêt de la Cour de Paris du 2 février 1844, et deux arrêts de Cassation (Ch. civ.) du 7 juin 1837 (*Avril et Givry*). Mais, si nous examinons ces deux arrêts, nous nous apercevons qu'ils ne sont pas le moins du monde défavorables à notre thèse et qu'ils ne disent pas un mot qui puisse faire supposer qu'ils nient le droit de propriété de l'Etat. Dans les motifs du premier on lit en effet : « attendu que ces motifs s'appliquent aux héritiers irréguliers et au fisc qui est de ce nombre » : donc l'arrêt regarde le fisc, l'Etat, comme un successeur irrégulier (héritier irrégulier est une *inelegantia juris*), et si l'Etat est successeur, il a évidemment la propriété *a die mortis*. Ces deux arrêts laissent donc la question entière quant à la propriété : ils ne parlent que de la possession, évitant l'erreur que commet Dalloz en confondant la propriété et la possession. Bien évidemment l'Etat n'a la possession que du jour de l'envoi en possession, mais il a la propriété du jour du décès du *de cuius* ; nous avons déjà fait plus haut cette distinction.

La solution de ces deux arrêts attribuant les fruits à l'Etat comme possesseur dès le jour du décès, *par l'effet rétroactif de l'envoi en possession*, est d'ailleurs fausse, et l'argument à en tirer est peu probant.

Il en est autrement d'un arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} juin 1837 qui, confirmant un jugement bien mal rédigé du Tribunal de la Seine, contient des dispositions très justes et très nettes : « Considérant que le domaine, envoyé en possession d'une succession en déshérence après avoir rempli les formalités prescrites par la loi, reçoit cette possession à titre d'héritier et de propriétaire (et que par conséquent elle remonte au jour où la succession a été ouverte) (1), que dans ce cas le domaine n'est pas réputé avoir été simple administrateur de la succession, mais avoir agi en vertu d'un droit d'héritier consacré par le jugement d'envoi en possession ; qu'encore bien que le droit acquis au domaine soit résoluble par la représentation de l'héritier dans le délai fixé par la loi, ce n'en est pas moins un droit de propriété qui fait acquérir au domaine, possesseur de bonne foi, les fruits perçus jusqu'au jour où l'héritier a formé sa demande... » Cet arrêt fait une juste application des principes de la matière et devrait fixer la jurisprudence.

4. — Est-ce à dire que cette propriété soit irrévocablement, incommutablement acquise à l'Etat ? Non certes. L'Etat subit ici le sort de tous les héritiers. Tant que trente ans ne se sont pas écoulés, l'article 789 permet aux héritiers plus proches de former leur demande en pétition d'héré-

(1) L'arrêt gagnerait en logique à être amputé de ce membre de phrase.

dité. La propriété du fisc détenteur ne devient donc incommutable qu'à l'expiration de ces trente ans, lorsqu'il est absolument certain qu'aucun héritier ne peut plus le supplanter, l'action en pétition d'hérédité étant prescrite. Mais cela n'empêche pas que tant qu'aucune réclamation ne s'est produite, l'Etat détient à titre héréditaire, à titre de propriétaire et jouit de tous les avantages de la propriété : la possibilité de la survenance d'un droit préférable au sien ne modifie en rien le caractère de ce droit. L'administration de l'Enregistrement, dont j'ai montré plus haut les erreurs, est revenue depuis à des principes plus juridiques dans une instruction du 4 mars 1843, n° 1725. Cette instruction prescrit la rédaction de plusieurs sommiers suivant la nature des biens qui sont échus au domaine. Elle en exige deux pour deux natures de biens toutes différentes : l'un, pour les biens dont l'Etat n'est point propriétaire (biens des contumaces, biens séquestrés sur les comptables publics) ; l'autre pour les biens dont la propriété n'est pas encore irrévocablement acquise à l'Etat (biens vacants et sans maître, et ceux recueillis à titre de succession irrégulière). Tel est bien en effet le caractère de la déshérence : elle acquiert les biens à l'Etat à titre de propriété, propriété affectée il est vrai d'une condition résolutoire, mais cette modalité n'en modifie pas la nature.

§ III. — Actes faits par l'État héritier apparent.

1. — L'Etat, disons-nous, n'est définitivement propriétaire que lorsque l'action en pétition d'hérédité est prescrite. Si l'Etat n'est pas évincé, il demeure propriétaire, et tout ce

qu'il a fait est valable, qu'il ait accompli ou non les formalités de l'envoi en possession. Mais je suppose qu'il est évincé ; qu'advient-il alors des actes qu'il a passés avec des tiers. Cette question doit être résolue d'après les principes qui règlent la validité des actes faits par l'héritier apparent. C'est dire qu'elle est fort embrouillée, et que auteurs et arrêts se contredisent à chaque instant.

La distinction fondamentale à poser en cette matière est celle du possesseur de *bonne foi*, et du possesseur de *mauvaise foi*. L'Etat est de bonne foi lorsqu'il se croit légitime propriétaire de la succession, ce qui arrivera le plus souvent : il est encore de bonne foi, quoique ayant appréhendé la succession, alors même qu'il existe des héritiers plus proches restés inactifs. Il ne serait de mauvaise foi que s'il savait que l'inaction de cet héritier provient de son ignorance de l'ouverture de la succession. Cette idée est combattue par M. Seresia (*De la pétition d'hérédité*, p. 204), mais les raisons qu'il oppose à l'opinion que nous soutenons ne peuvent l'entamer. Ce même auteur prétend que l'Etat qui s'est immiscé dans la succession avant d'avoir obtenu l'envoi en possession, doit toujours être considéré comme étant de mauvaise foi. Il est suivi dans cette voie par des auteurs considérables (Toullier, 4, p. 332 ; Chabot, sur l'article 773 ; Zachariæ, Murlon, Marcadé, Dalloz, etc.). Ceci nous semble faux et nous suivons de préférence à ces auteurs, Aubry et Rau (t. 6, § 639, p. 708) et Demolombe (t. 14, p. 326).

Certainement l'accomplissement des formalités de l'envoi en possession est de nature à fortifier la présomption de bonne foi qui s'attache à tout possesseur muni d'un

titre, mais cela n'empêche pas que le successeur envoyé en possession puisse être considéré comme étant de mauvaise foi lorsqu'il connaît des héritiers préférables et savait que leur négligence à recueillir la succession ne venait que de leur ignorance de son ouverture ; et réciproquement l'omission de ces formalités ne peut constituer le fisc en état de mauvaise foi, lorsque cette omission dérive soit de la conviction très loyale qu'il n'y avait aucun héritier, soit du désir de s'épargner des frais jugés inutiles.

En outre la bonne foi est toujours présumée ; or nous ne trouvons aucune disposition dérogeant à cette règle : il y a d'autant plus de motifs de n'en pas inventer que la présomption contraire ne pourrait être suivie dans une matière où tout dépend des circonstances. Que l'on n'objecte pas à ce raisonnement l'article 550 du Code civil, en disant que l'Etat non envoyé en possession n'a pas de titre, car son titre ce n'est pas le jugement d'envoi, c'est la loi, c'est l'article 768 ; — ni l'article 772 qui en imposant au successeur non envoyé en possession l'obligation de payer des dommages-intérêts à l'héritier réel, le considère, dit-on, comme étant de mauvaise foi. Il est inutile en effet pour justifier cet article de recourir à une présomption de mauvaise foi. Il est bien évident que, malgré sa bonne foi, l'inobservation des formalités constitue de la part de l'Etat une négligence dont il est responsable, en vertu du principe que celui qui cause un dommage à autrui, est tenu de le réparer (art. 1382, 1383). — L'Etat est tenu d'une obligation plus étroite que les héritiers légitimes, à cause des formalités qu'il a à remplir, mais est-ce à dire qu'il soit passible de dommages-intérêts par cela seul qu'il n'a

pas rempli ces formalités ? Non ; il ne suffit pas d'être en faute pour payer l'indemnité de l'article 772, il faut encore qu'il y ait eu dommage ; et l'Etat qui, de mauvaise foi, n'a pas rempli les formalités, n'aura rien à payer s'il n'a causé aucun préjudice. Il n'y a donc aucun argument à tirer de l'article 772 en faveur de l'opinion contraire à celle que nous défendons.

De cette discussion nous concluons que la distinction posée au début de ce paragraphe est la meilleure, et nous la maintenons.

Appliquant ces principes, nous en tirons les conséquences suivantes :

1° *Quant aux fruits.* — L'Etat de bonne foi fait siens les fruits qu'il a recueillis, et non seulement du jour de l'envoi en possession, mais du jour de l'ouverture de la succession, car c'est de ce jour qu'il est propriétaire, qualité qui lui fait acquérir les revenus (Aubry et Rau, t. 6, § 639, p. 703 ; — Demolombe, t. 14, p. 314 ; — Comp. Baudry et Wahl, t. 1, n° 192 ; — Nicias Gaillard, *Revue critique*, t. 2, p. 359). En cas de mauvaise foi, il restitue tous ceux qu'il a perçus et même la valeur de ceux qu'il a négligé de percevoir. Si tout en étant de bonne foi l'Etat n'a pas accompli les formalités de publicité, et si par suite de cette négligence les héritiers ont ignoré l'ouverture de la succession, le juge doit faire entrer dans la liquidation des dommages-intérêts dus à ces derniers, la valeur de partie des fruits perçus par l'Etat. Il est plus exact de s'exprimer ainsi que de dire avec Demolombe (t. 14, p. 329) que l'Etat devrait restituer les fruits : il n'y a pas lieu en effet à la restitution des fruits, mais à la perception de dommages-intérêts.

Les partisans de cette théorie réfutent Belost-Jolimont (sur Chabot, art. 773-4) qui enseigne que l'Etat, même n'ayant pas accompli les formalités légales, n'a pas à restituer les fruits ; et ils disent que cet auteur a confondu les avantages attachés à la bonne foi du possesseur, et la responsabilité qui peut résulter de sa négligence (Aubry et Rau, t. 6, § 639, n. 28, p. 710). C'est à tort, à notre avis, qu'on fait cette critique. Belost-Jolimont a dit d'une manière absolue que l'Etat ne restituait pas les fruits, mais c'est parfaitement exact ! même dans le cas de mauvaise foi, nous venons de le montrer, ce ne sont pas des fruits qu'il restitue, ce sont des dommages-intérêts qu'il paie. Dans la liquidation de ces dommages-intérêts on comprendra bien entendu la valeur des fruits perçus à tort, mais ce sera toujours à titre de dommages-intérêts : cela est si vrai que le paiement de l'indemnité se fera toujours en argent et qu'il n'y aura jamais lieu à restitution des fruits en nature, cas qui pourrait se présenter si c'étaient vraiment les fruits qu'on devait restituer. Belost-Jolimont est donc fort logique dans ses déductions sur ce point.

Dans le système qui fonde la bonne ou mauvaise foi de l'Etat sur l'accomplissement ou le non-accomplissement des formalités nécessaires, on ne trouve que contradictions. Ainsi Seresia (*op. cit.*, p. 241) écrit que le possesseur n'est plus de mauvaise foi lorsque la cause de l'éviction dont il se trouvait menacé disparaît : ainsi l'Etat qui s'est emparé d'une succession bien que connaissant l'existence d'un héritier préférable, et qui, par conséquent, est de mauvaise foi, cesse de l'être du jour où cet héritier décède sans successeur ou a renoncé. Quels principes, que ceux qui font

dépendre la bonne ou mauvaise foi d'un fait complètement étranger au possesseur, sans tenir compte de l'intention ! — En ce cas, continue l'auteur, la bonne foi ne produit ses effets que du jour où l'héritier apparent a pu se croire propriétaire de la succession. Et il est très étonné de trouver un arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} août 1834 (S. 34. 2. 456) contraire à sa théorie. Cet arrêt décide dans une espèce où l'Etat avait possédé une succession à titre de déshérence et en avait perçu les fruits avant d'avoir obtenu le jugement d'envoi en possession, qu'il n'y avait pas lieu de distinguer entre les fruits perçus avant et ceux perçus après le jugement d'envoi en possession : que tous étaient acquis à l'Etat et que celui-ci devait restituer seulement les fruits perçus depuis la demande des héritiers. Cet arrêt n'a fait qu'une juste application des principes de la matière. Il en est de même de deux arrêts du 7 juin 1837 (S. 37. 1. 582 et 586) rappelés dans une instruction domaniale du 13 août 1855, n° 2041. — Sur ce point Gaudry (t. 2, p. 188) commet une erreur en distinguant les fruits perçus par l'Etat entre le décès et l'envoi en possession et ceux perçus postérieurement : ceux-ci lui restent toujours acquis, dit-il, mais l'Etat est envoyé en possession des autres comme d'un capital, qu'il doit restituer, si quelque jour il remet à un autre les biens héréditaires. Ceci dérive de la théorie de Gaudry qui considère l'Etat comme propriétaire seulement du jour de l'envoi en possession : nous avons prouvé que cette proposition est erronée : celle-ci, qui en est un corollaire, l'est également. Dalloz, qui sur la question principale est de l'avis de Gaudry, s'en sépare sur la conséquence ; il admet le droit de l'Etat aux fruits dès le jour

de l'ouverture, non parce qu'il est propriétaire, mais parce que l'envoi en possession a un effet rétroactif au jour de l'ouverture de la succession. Ce sont les propres expressions des arrêts de 1837 que nous avons déjà cités et critiqués, arrêts qui jugent bien, mais en se basant sur des motifs peu juridiques. Ce point de départ faux conduit à des conséquences bizarres : ainsi Dalloz, après avoir enseigné que l'Etat n'a droit aux fruits que parce que l'envoi en possession rétroagit, admet cependant ce même droit lorsque le domaine n'a pas demandé l'envoi en possession : comment concilier tout cela ! C'est impossible.

L'Etat de bonne foi, disons-nous, garde les fruits jusqu'au jour de la demande de l'héritier. Ce n'est pas tout à fait exact. Une loi du 28 octobre 1790 (art. 15) veut que ceux qui agissent contre le domaine déposent un mémoire exposant leurs prétentions : or il a été jugé plusieurs fois que l'Etat cesse de gagner les fruits à partir de ce dépôt. Cette solution est juste, mais il ne faut pas dire avec un arrêt de la Cour de Paris, du 13 avril 1848 (D. 48.2.114), que la raison en est que l'Etat ne peut plus invoquer la bonne foi du moment où le demandeur lui a fait connaître ses prétentions : le domaine peut en effet avoir la conviction que la demande est mal fondée. Un autre arrêt donne la vraie cause de cette solution en décidant que la reconnaissance du droit de l'héritier, si elle a lieu, doit rétroagir au jour du dépôt ; c'est ce dépôt qui commence le procès, c'est donc le premier acte de la demande de l'héritier (Paris, 30 avril 1859, D. 60.1.178).

Autre question : l'Etat peut-il réclamer des frais de ré-

gie ? La jurisprudence a varié, décidant tantôt que l'Etat ayant géré dans l'intérêt des héritiers a droit à une indemnité, — tantôt qu'il a géré dans l'intérêt du Trésor, avec chance de restitution, et que les héritiers peuvent réclamer la totalité de la succession, sauf au domaine à se faire rembourser ses dépenses, — tantôt que l'Etat est suffisamment indemnisé par la perception des fruits (Paris, 1^{er} août 1834, D. 37.1.363 ; — 17 janvier 1851, D. 51.1.69 ; — 11 juillet 1851, D. 55.1.143 ; — Besançon, 16 mai 1879, D. 80.2.175 ; — Orléans, 18 novembre 1882, D. 84.2.143). A notre avis, tout dépend des circonstances. L'Etat et l'héritier ne doivent pas s'enrichir aux dépens l'un de l'autre : si donc les fruits ont couvert et au delà les dépenses, l'Etat n'a rien à réclamer ; il peut au contraire retenir des frais de régie si les dépenses ont été plus élevées que les fruits recueillis (voir chap. IX, § 4).

2^o *Quant aux dégradations faites par l'Etat.* — L'Etat ne doit aucune indemnité à raison des détériorations qu'il peut avoir commises sur les biens héréditaires, à moins qu'il n'en ait profité ; et en ce cas sa responsabilité est limitée à son profit. S'il est de mauvaise foi, il répare intégralement le préjudice causé ; si la dégradation résulte d'un cas fortuit, il est déchargé de la responsabilité en prouvant que le cas fortuit se serait produit même si les biens avaient été entre les mains de l'héritier réel. Par le seul fait de la mauvaise foi l'Etat se trouve soumis à l'obligation de restituer immédiatement à l'héritier réel et est considéré par conséquent comme étant, de plein droit, constitué en demeure (Aubry et Rau, t. 6, §§ 616 et 639, p. 431 et 708 ; — Demolombe, t. 14, p. 315 et 329).

Il ne peut y avoir de discussion sur ce point : l'Etat qui se croit propriétaire, qui donc est de bonne foi, ne peut se voir reprocher ses dégradations ; le droit de propriété confère l'*abuti*. — L'abus est peu à craindre lorsque c'est l'Etat qui recueille une succession. Cependant il pourrait arriver que des immeubles fussent détériorés par la faute d'un agent de l'administration des domaines. Dans ce cas celle-ci ne serait obligée d'indemniser l'héritier à raison de ces détériorations que jusqu'à concurrence de l'indemnité qu'elle aurait retirée de son argent (Seresia, *op. cit.*, p. 219) ; c'est l'application du principe cité plus haut. — Si l'Etat ne doit pas veiller à la conservation des biens de la succession avec les soins d'un bon père de famille, même pendant trois ans, comme le prescrivent les articles 771 et 773 à l'enfant naturel et au conjoint, l'article 769 lui impose pourtant l'obligation de faire apposer les scellés et de faire faire inventaire : à défaut de ce dernier, la preuve par tous moyens de la consistance de la succession serait admise.

3° *Quant aux actes faits avec les tiers par l'Etat héritier apparent.* — Nous posons d'abord un principe général sur lequel tout le monde est d'accord, chose rare sur le point que nous étudions : c'est que le possesseur de bonne foi ne restitue au véritable héritier que les profits qu'il a retirés de la succession, tandis que s'il est de mauvaise foi, il est tenu de réparer tout le dommage causé. Si, par exemple, l'Etat a aliéné à titre onéreux des objets faisant partie de l'hérédité, il est tenu de restituer à l'héritier le prix des objets, fût-il supérieur à leur valeur, mais il ne doit que cela, s'il est de bonne foi. Il n'y a pas d'ailleurs à consi-

dérer si le prix de ces objets l'a effectivement enrichi ou s'il l'a dissipé ; peu importe, il le doit en tous cas : sur ce point le droit romain traitait plus favorablement que le droit français le possesseur de bonne foi. Si au contraire il est de mauvaise foi, il doit indemnité de tout le préjudice causé à l'héritier par l'aliénation, notamment de celui résultant d'une vente consentie pour un prix inférieur à la valeur de la chose. S'agit-il d'une aliénation à titre gratuit, l'Etat de bonne foi ne doit aucune indemnité ; de mauvaise foi, il doit réparation du préjudice causé.

Ceci admis, nous entrons dans le sujet, et nous commençons par éliminer d'abord les cas sur lesquels il ne peut y avoir de doute, et qui ne sont pas discutés. Ainsi il est évident que les *actes d'administration*, paiements, baux, etc... doivent être maintenus : de même les aliénations de meubles corporels, l'acquéreur étant protégé par la maxime : *En fait de meubles, possession vaut titre* : — les aliénations forcées obligeront aussi les héritiers réels comme le simple détenteur : — enfin parmi les aliénations volontaires, il y a certainement lieu de déclarer *nulles* les donations d'immeubles et autres aliénations à titre gratuit (*qui certat de damno vitando, anteponendus est ei qui certat de lucro captando*). Les controverses portent donc sur les aliénations à titre onéreux d'immeubles.

Beaucoup de systèmes se sont élevés sur cette question.

Les uns déclarent que ces aliénations sont absolument sans effet à l'égard de l'héritier réel. A première vue, ce système semble le seul juridique et le seul possible. Personne ne peut en effet transmettre plus de droits qu'il n'en possède : l'événement ayant prouvé que l'héritier appa-

rent n'avait pas la propriété des objets vendus, la vente doit être annulée. L'Etat est bien propriétaire, mais propriétaire sous condition résolutoire ; si donc la condition se réalise, tombent avec son droit toutes les aliénations qu'il avait consenties (Toullier, Duranton, Marcadé, Troplong, Laurent, Seresia et arrêts divers).

Les autres admettent la validité des actes faits par l'héritier apparent, mais diffèrent sur les conditions nécessaires à cette validité. Tantôt vendeur et acquéreur doivent être de bonne foi (Merlin, Malpel, et nombreux arrêts) ; tantôt la bonne foi de l'acquéreur suffit (Chabot, Demolombe, Zachariæ). Aubry et Rau admettent ce dernier système, mais avec des tempéraments ; pour que l'aliénation vaille, il faut que le vendeur ait été un successible, qu'il ait appréhendé la succession par suite de l'inaction de parents plus proches, qu'il ait été notoirement considéré comme héritier et que l'acheteur ait été de bonne foi (1).

Nous n'examinerons pas en détail ces différents systèmes, et nous donnerons seulement les raisons qui nous semblent justifier le dernier, que nous adoptons. Le meilleur argument à l'appui de cette théorie consiste dans des considérations d'équité : l'acquéreur en effet a été victime d'une erreur invincible et si une perte est à supporter il vaut mieux que ce soit par l'héritier négligent que par un acquéreur de bonne foi. A ceux qui opposent à cette opinion la maxime : *Nemo plus juris in alium transferre potest quam ipse haberet*, il est facile de répondre que toute règle a ses exceptions et que l'on en trouve une à celle

(1) Voir l'exposé complet des systèmes et leur critique dans Aubry et Rau, t. 6, § 616, n. 32, p. 437.

qui précède dans l'article 132 du Code civil relatif à l'absence ; l'absence et la déshérence offrant plus d'une ressemblance, quoi de plus naturel que d'étendre par analogie l'exception de l'article 132 à notre matière.

Telle est la théorie générale relativement à l'héritier apparent. Comment l'applique-t-on au cas spécial où l'Etat est successeur irrégulier ?

Fidèles à leur système général, Toullier et Duranton annulent toutes les ventes consenties par l'Etat ; Aubry et Rau valident les aliénations faites avec l'acquéreur de bonne foi. — Chabot, au contraire, qui admet les aliénations de l'héritier apparent, annule celles de l'Etat. Cette contradiction est inexplicable.

La seule différence en effet qui semble exister entre un héritier légitime apparent et l'Etat est que le premier peut se mettre de son autorité privée en possession de l'hérédité, tandis que l'Etat doit demander l'envoi en possession. Car nous n'appliquons pas à l'Etat qui s'est mis lui-même en possession de la succession les règles exposées plus haut relatives à l'héritier apparent, et en cela nous suivons notre théorie : sans nous préoccuper de la bonne ou mauvaise foi de l'Etat (et nous avons montré que l'observation ou l'inobservation des formalités n'influe en rien sur cette qualité), nous n'admettons la validité des aliénations qu'il a consenties qu'en cas de bonne foi de l'acquéreur : or celui-ci n'est évidemment pas de bonne foi quand il a traité avec l'Etat non envoyé en possession, ou du moins il a fait preuve d'une négligence trop profonde pour être excusable : s'il s'était informé, il aurait appris que l'Etat n'était pas en règle, et dès lors il ne pouvait le regarder

comme propriétaire définitif : en traitant avec lui, il s'exposait à toutes les chances de dépossession de son vendeur.

Mais si au contraire l'Etat s'est fait envoyer en possession, sa position est identique à celle de l'héritier légitime apparent ; pourquoi regarder alors le tiers qui traite avec le Domaine d'un œil plus défavorable que celui qui traite avec un autre héritier apparent ? On devrait au contraire être plus indulgent pour lui, car son erreur (le point important dans notre système) a été plus invincible encore pour lui que pour d'autres : il a traité en effet avec l'Etat, qui est censé toujours honnête, et offrir de sérieuses garanties ; il a agi surtout sur la foi d'un acte émanant de l'autorité judiciaire : comment ne pas conserver le bénéfice de son opération à un individu de si parfaite bonne foi et qui devait compter sur la certitude absolue de son droit ? N'est-il pas bien des fois préférable à cet héritier qui, prévenu par des publications et affiches, a trouvé bon de ne se présenter que beaucoup plus tard ? La question ne nous semble pas faire de doute. Quant aux circulaires de la Régie des Domaines des 10 prairial an VI et 13 avril 1832, citées par Chabot, et que nous avons rapportées plus haut, nous avons déjà montré la fausseté des principes qu'elles énoncent et leur abrogation par des circulaires postérieures plus juridiques.

Demolombe a sur ce point un système tout particulier ; il fait des distinctions, des divisions et subdivisions beaucoup trop compliquées et inutiles : si les formalités de l'envoi en possession ont été remplies (dit-il en substance), les aliénations faites par l'Etat sont valables ; sinon elles sont

nulles. Ce dernier point est incontestable, le tiers acquéreur ne pouvant être de bonne foi ; mais la première proposition est erronée car, quand bien même les formalités auraient été scrupuleusement remplies, s'il est prouvé d'ailleurs que l'acquéreur a été de mauvaise foi, celui-ci n'est pas admis à profiter des aliénations que lui a consenties l'Etat.

CONCLUSION : En cas d'aliénation à titre onéreux d'immeubles par l'Etat héritier apparent, la validité ou l'annulation de l'acte dépend de la bonne ou de la mauvaise foi du tiers acquéreur.

2. — L'Etat évincé a droit au remboursement des frais que lui ont coûté les différentes formalités de l'envoi en possession : car ces frais ont été faits en somme dans l'intérêt du revendiquant (Paris, 17 janvier 1851, D. 51.2.69 ; — 11 juillet 1851, D. 55.2.144). Les dépenses nécessaires ou utiles faites à l'occasion des biens héréditaires sont réglées entre le domaine et l'héritier suivant les principes du droit commun. Demolombe refuse à l'Etat des frais de régie (t. 14, p. 322) ; Gaudry lui accorde 5 0/0 sur le montant des dépenses administratives (L. 5 mai 1855, art. 16) : il est d'accord sur ce point avec l'Instruction de la Régie n° 2602 (voir les arrêts sur la question cités plus haut. — V. *infra*, chap. IX, § 4).

L'Etat n'est pas responsable des prescriptions qu'il a laissé courir pendant sa possession. Le propriétaire a le droit de ne pas user de son droit : or l'Etat, propriétaire, a pu agir de même, et l'héritier qui recouvre la succession n'a aucun recours contre lui en l'occasion. Ainsi jugé par une ordonnance rendue en Conseil d'Etat le 14 décembre

1837 (S. 38.2.186). Et même dans le cas où l'héritier était mineur dans le temps où la prescription s'est achevée, il en subit l'effet : la prescription n'est pas suspendue à son profit (Nîmes, 16 janvier 1850, D. 51.2.126) (1).

3. *Prescription de l'action en pétition d'hérédité des héritiers.* — La durée de l'action en pétition d'hérédité qui peut déposséder l'Etat est de trente ans, à compter de l'ouverture de la succession : il n'y a pas en effet de distinction à faire à cet égard entre les héritiers légitimes et les successeurs irréguliers (Cass., 13 juin 1855 ; S. 55.1.689(2) ; — Instruction des Domaines du 13 août 1855, n° 2041). Mais si l'Etat s'était mis de sa propre autorité en possession des biens héréditaires, la prescription ne courrait à son profit que de la prise de possession.

Cette prescription de trente ans, à notre avis, est plutôt acquisitive de propriété pour l'Etat qu'extinctive de l'action en pétition de l'hérédité au préjudice des héritiers. Si en effet la succession n'avait été possédée par personne, il est bien évident qu'après trente ans l'héritier pourrait encore agir (par exemple dans le cas d'une succession vacante) ; une prescription dans notre droit civil ne peut priver une personne d'un droit que pour l'attribuer à une autre : si donc après trente ans l'héritier réel n'est plus propriétaire de la succession c'est que la propriété en est acquise à l'héritier apparent par prescription (3).

Il ne faut pas confondre cette prescription de l'action en

(1) Cet arrêt est rendu en matière de succession vacante, mais les motifs s'appliquent *a fortiori* à la succession en déshérence.

(2) *Contra* : note de l'arrêtiste de Sirey.

(3) Laurent, t. 9, p. 591 ; — Seresia, *op. cit.*, p. 399. — *Contra*, Duranton, t. 1, p. 478 ; — Aubry et Rau, t. 6, § 616, n. 26, p. 434.

pétition d'hérédité avec la prescription du droit d'accepter ou de répudier de l'article 789. Cet article suppose que l'héritier est resté dans l'inaction pendant trente ans, tandis que pour exercer l'action en pétition d'hérédité, il faut qu'il ait accepté, cette action étant l'exercice du droit héréditaire. Le successible qui ne s'est pas décidé dans les trente ans n'est plus héritier, il ne peut plus intenter l'action : peu importe depuis combien de temps l'Etat possède, il repoussera la demande non parce qu'il possède, mais parce que le demandeur est sans qualité. Si au contraire le successible accepte dans le délai, l'Etat ne pourra le repousser que si trente ans se sont écoulés depuis le décès, car ce n'est que par ce laps de temps que l'Etat aura prescrit la propriété, le point de départ de sa possession étant toujours reporté rétroactivement au jour du décès (1). Dans le premier cas, l'Etat n'est garanti que contre l'action de l'héritier qui agit, car un autre héritier en règle pourrait l'évincer ; — dans le second cas il est propriétaire incommutable à l'égard de tous.

Suivant la règle générale, la prescription de l'action en pétition d'hérédité est suspendue pendant la minorité de l'héritier, même venant du chef d'un majeur (Duranton, t. 1, n° 580, p. 512).

L'autorité judiciaire seule, à l'exclusion des tribunaux administratifs, a qualité pour juger de la vocation des prétendants à une succession en déshérence (ordonnance en

(1) Mais si l'Etat n'avait pas rempli les formalités de l'envoi en possession, le délai de trente ans ne commencerait à courir que du jour de sa prise de possession réelle.

Conseil d'Etat du 7 avril 1824) ; il en est de même pour la demande intentée contre l'Etat à fin de restitution d'une pareille succession (ordonnance du 17 mai 1826), et pour la demande formée par les créanciers de cette succession (ordonnance du 13 novembre 1822).

CHAPITRE VI

OBLIGATIONS DE L'ÉTAT.

Un mot sur ce point suffira. Rappelons d'abord les obligations éventuelles déjà connues : restitution de l'hérédité à l'héritier réel en cas d'éviction, indemnité pour les dégradations commises, dommages-intérêts si les formalités légales n'ont pas été observées, etc... Une raison d'équité oblige aussi l'Etat, avons-nous dit, à fournir des aliments aux enfants adultérins ou incestueux de celui dont il recueille les biens.

Mais l'obligation la plus importante de l'Etat est le paiement des dettes et legs de la succession, sujet dont nous avons déjà parlé en disant que les légataires sont préférables au fisc et que celui-ci est de plein droit héritier bénéficiaire. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point que l'Etat ne doit pas payer les dettes *ultra vires* ; si cependant il avait négligé de faire inventaire, tous les moyens seraient permis aux créanciers pour prouver la consistance des biens, et il pourrait résulter de ce fait une perte pour l'Etat, mais il la devrait à sa négligence.

Les créances existant contre les successions en déshérence sont passibles de la prescription quinquennale (L. 29 janvier 1831, art. 9), lorsqu'elles n'ont pas été liquidées, ordonnancées et payées dans les cinq ans du

jour du décès, à moins que le retard ne soit imputable à l'administration (ordonnance en Conseil d'Etat du 13 avril 1843). (Voir aussi sur le paiement du passif, chapitre IX : Gestion du Domaine.)

CHAPITRE VII

ÉVICTION DE L'ÉTAT.

§ 1. — Deux hypothèses peuvent se présenter. La première est celle où des héritiers qui ne se sont pas présentés réclament la succession: nous avons examiné ce cas au chapitre V, à propos de la pétition d'hérédité intentée par ces héritiers; ils doivent avoir accepté la succession dans les trente ans du décès (art. 789), sinon, même en admettant que l'Etat ne possédât pas depuis trente ans, il pourrait les évincer en argumentant de leur défaut de qualité. Si au contraire ils acceptent la succession dans le délai, mais n'intentent la pétition d'hérédité que plus de trente ans après la possession de l'Etat, celui-ci les repousse encore en invoquant la prescription acquisitive de la propriété.

§ 2. — La deuxième hypothèse est celle où des héritiers qui ont formellement renoncé, se ravissant, réclament la succession. Sous l'ancienne jurisprudence ils avaient ce droit tant qu'un autre n'avait pas possédé le bien pendant le temps nécessaire pour acquérir la prescription (Domat, l. 1, t. 5, s. 4, § 3; Merlin, *Vo Succession*, s. 1, § 5). Le même droit leur est accordé par l'article 790 du Code civil moyennant deux conditions : 1^o que la prescription de leur droit d'accepter ne soit pas acquise ; 2^o que la succession n'ait encore été acceptée par aucun héritier : « *Tant que la prescription du droit d'accepter n'est pas ac-*

quise contre les héritiers qui ont renoncé, ils ont la faculté d'accepter encore la succession, si elle n'a pas déjà été acceptée par d'autres héritiers ; sans préjudice néanmoins des droits qui peuvent être acquis à des tiers sur les biens de la succession, soit par prescription, soit par des actes valablement faits avec le curateur à la succession vacante. » C'est là une faveur toute exceptionnelle, mais compréhensible, car elle a le mérite de diminuer les chances de vacance de la succession, état dont les inconvénients ont été indiqués plus haut.

Comment se doivent entendre les deux conditions de l'article 790, lorsque la succession a été appréhendée par l'État ?

1. — La seconde d'abord : « *il faut que la succession n'ait point été acceptée par d'autres héritiers* » ; cette condition n'est-elle pas défaillie lorsque l'État a recueilli les biens à titre de déshérence ? Si, à notre avis ; et dès lors que les héritiers ont renoncé formellement, l'État mis en possession ne peut plus être évincé par eux. On a objecté à cette solution de n'être pas d'accord avec le texte de l'article 790 qui exige l'acceptation par d'autres *héritiers* : or l'État n'est pas un *héritier*. Nous avons déjà eu l'occasion de dire à différentes reprises que le Code emploie ce mot *lato sensu* dans le sens de *successeur*, et c'est dans ce sens que nous avons attribué à l'État la qualité d'héritier au chapitre V (Aubry et Rau, t. 6, § 613, p. 412 ; Demolombe, t. 15, p. 60 ; Gaudry, t. 2, p. 144, etc.). Il faudrait sans cela dire que l'enfant naturel et le conjoint ne peuvent pas eux non plus empêcher la renonciation, puisque d'après le Code ils ne sont pas *héritiers*. Certains auteurs ne crai-

gnent pas d'aller jusque-là (Fouet de Conflans, art. 790, n° 3) ; d'autres, moins logiques, reculent devant cette conséquence et tout en admettant le conjoint et l'enfant naturel à primer l'héritier renonçant, ils refusent cette faveur à l'Etat (Duranton, t. 6, p. 563 ; Proudhon, *De l'usufruit*, t. 5, n° 2214). Il est impossible de suivre cette théorie ; l'article 790 la repousse lui-même : en effet il maintient, en cas de révocation de la renonciation, les actes valablement faits avec le curateur à la succession vacante, sans parler de ceux faits avec le successeur irrégulier ; c'est évidemment que cette rétractation est impossible lorsque l'hérédité a été acceptée par un successeur irrégulier.

On a prétendu pour la justifier que le fisc n'était point dans une position identique à celle des autres héritiers. Les héritiers légitimes, dit-on, qui ont appréhendé la succession à la suite de la renonciation des premiers appelés, doivent être certains de leur possession : il est inadmissible que l'on se décharge sur d'autres d'une liquidation difficile ou dangereuse pour n'avoir plus ensuite qu'à rétracter sa renonciation pour toucher l'actif net : il n'y aurait plus rien de fixe dans les familles. L'Etat au contraire n'avait pas compté sur le bénéfice de cette succession ; il ne craint pas d'avoir à en supporter les charges puisqu'il n'est jamais tenu qu'*intra vires* ; la liquidation ne lui en coûte rien puisqu'il a des agents spécialement chargés de ce travail ; enfin il ne doit pas s'enrichir aux dépens des familles.

Ce sont là des considérations fausses. L'Etat doit avoir dans ses droits au moins autant de fixité qu'un particulier,

son patrimoine étant beaucoup plus important et intéressant la nation tout entière ; ce qui prouve qu'il est à cet égard parfois plus favorisé que les individus, c'est qu'il a été créé pour son usage exclusif certaines déchéances, telles que la prescription quinquennale des créances dépendant d'une succession en déshérence, déchéance dont ne jouissent pas les particuliers. L'Etat ne doit pas compter sur l'abandon des successions, cela est certain, mais comme il arrive assez fréquemment que cette éventualité se présente, il a créé exprès pour les recueillir et les liquider des agents spéciaux : ce sont des frais qui grèvent son budget et qu'il ne peut être condamné à supporter définitivement et sans profit, par la seule volonté de l'héritier. D'ailleurs le successible a clairement manifesté son intention ; à la suite de cet acte, le domaine a recueilli, liquidé les valeurs de la succession, et en a disposé : on ne peut admettre une rétractation de renonciation qui méconnaîtrait tant de droits acquis.

2. — Nous arrivons à l'autre condition : « *Il faut que la prescription du droit d'accepter ne soit pas encore acquise.* » Jusqu'ici nous avons supposé que l'Etat avait accepté la succession à titre de déshérence, à la suite de la renonciation des héritiers ; mais il peut lui aussi y renoncer et la succession est alors vacante (art. 844) : les héritiers pourront-ils *toujours* revendiquer la succession ? Oui, selon nous. Et aussitôt les adversaires de cette opinion d'opposer la deuxième condition de l'article 790 : il faut que la prescription du droit d'accepter ne soit pas encore acquise contre l'héritier, c'est-à-dire il ne faut pas qu'il se soit écoulé plus de trente ans depuis l'ouverture

de la succession (art. 789) : les mots de l'article 790 précités n'auraient aucun sens, disent-ils, si l'héritier pouvait après trente ans reprendre la succession non acceptée par d'autres successibles. Cette objection ne nous émeut pas, car le système que nous défendons n'a rien de contraire à l'article 789 : cet article établit il est vrai une prescription de la faculté d'accepter, mais d'après l'article 2219 du Code civil la prescription suppose nécessairement un droit acquis à un tiers : elle ne peut se concevoir tant qu'il n'y a pas une personne intéressée qui se soit saisie de ce droit, et une prescription ne peut dépouiller une personne d'un droit sans attribuer ce droit à une autre personne (V. chap. V, *in fine*). Qu'on ne réponde pas en invoquant le droit de l'Etat à se prévaloir de cette prescription, car pour opposer une prescription il faut avoir des droits, et l'Etat n'en a pas, tant qu'il n'a pas appréhendé la succession ; il n'a qu'une faculté de recueillir, il n'a pas la saisine. L'article 768 lui donne le droit de se porter successeur ; s'il ne l'a pas fait, l'héritier qui vient réclamer son droit se trouve dans la même position que lui, en meilleure position même, puisque son rang est préférable.

Aubry et Rau (t. 6, § 613, n. 17) disent en faveur du système que nous combattons que l'Etat agit ici en qualité, non seulement de successeur irrégulier, mais de propriétaire, par le droit de déshérence, de tous les biens faisant partie des successions irrévocablement abandonnées. Mais non, l'Etat n'en est pas propriétaire : il n'a pas voulu de la succession puisqu'il ne l'a pas acceptée ; comment alors le déclarer propriétaire ? En disant que la succession est *acquise* à l'Etat, l'article 768 ne lui a pas déféré la propriété

en tout état de cause : nous avons dit en effet que l'Etat peut refuser l'hérédité, et c'est ce qu'il a fait dans le cas présent puisque la succession est vacante.

Demolombe, dans le même sens qu'Aubry et Rau, écrit (t. 15, p. 57) que « l'article 790 est lié à l'article 789 et établit la même prescription que celui-ci ; or l'article 789 établit une prescription spéciale de la faculté d'accepter ou de renoncer, qu'il ne faut pas confondre avec la prescription de la pétition d'hérédité, parce que précisément, elle n'exige pas qu'un tiers se soit emparé de la succession. Donc l'article 790 n'exige pas davantage cette condition ». Voilà véritablement une distinction bien extraordinaire. Où Demolombe a-t-il trouvé des textes différenciant la prescription de l'article 789 des prescriptions ordinaires : il n'y en a pas ! la distinction est purement arbitraire et inventée pour les besoins de la cause. Certes, il ne faut pas confondre la prescription de l'article 789 avec la prescription de l'action en pétition d'hérédité, nous l'avons dit nous-même plus haut (chap. V, *in fine*), mais s'il y a là prescription de deux droits différents, rien n'autorise à penser que les prescriptions ne soient pas de même nature, et nous persistons à croire que la prescription de l'article 789 est soumise à la condition exigée par l'article 2249, d'un droit préalable-ment acquis à un tiers.

Le système que nous défendons a en outre un avantage : réduire le nombre des succession vacantes (1).

Le délai de cette prescription de trente ans court du

(1) *Pour* : Vazeille, *Des Prescriptions*, n° 373 ; — Belost-Jolimont sur Chabot art. 790 ; — Fouet de Conflans, art. 790 ; — Gaudry, *Traité du Domaine*, 2, p. 143 ; — C. Riom, 25 mai 1810 ; S. 11.2. 320 ; — Bordeaux, 6 mai 1841 ; S. 41.

jour de l'ouverture de la succession et non du jour de la renonciation. L'article 790, lié à l'article 789, montre que la loi accorde au renonçant le droit de revenir sur sa décision tant que son droit d'accepter dure encore d'après l'article 789, c'est-à-dire pendant trente ans du jour du décès. Cette prescription suit d'ailleurs les règles ordinaires et peut être suspendue par la minorité ou l'interdiction.

Nous avons déjà dit en outre que l'Etat qui a pris possession de l'hérédité de sa propre autorité, sans demander l'envoi en possession provisoire, ne peut repousser la demande des héritiers renonçants, tant que trente ans ne se sont pas écoulés depuis la prise de possession : la demande d'envoi en possession est suffisante pour écarter les renonçants ; il n'est pas nécessaire que le jugement soit rendu.

Enfin l'héritier qui reprend possession de l'hérédité doit respecter les droits acquis aux tiers : c'est une troisième condition ajoutée aux deux autres, mais qui ne produit son effet que lorsque le successible a été restitué contre sa renonciation.

2.244 ; — Douai, 30 nov. 1854 ; S. 55. 2. 265 ; — Paris, 11 décembre 1858 ; D. 58. 2. 222 ;

Contre : Aubry et Rau, t. 6, § 613, n. 17, p. 413 ; — Demolombe, t. 15, p. 56 ; — Laurent, t. 9, p. 518.

CHAPITRE VIII

FORMALITÉS A REMPLIR PAR L'ÉTAT.

1. *Généralités.* — L'Instruction de l'Administration de l'Enregistrement n° 2598, § 3, prescrit à ses agents diverses recherches pour découvrir les successions abandonnées, et l'Instruction n° 2041 leur rappelle d'avoir à donner à cette partie du service des soins tout spéciaux. En diverses circonstances des particuliers ont été admis à faire au Domaine des révélations au sujet des successions indûment appréhendées par les tiers au préjudice de l'Etat, à charge par celui-ci de leur attribuer une prime assez élevée : mais le fisc se réservait toujours le droit de se faire rembourser la prime allouée au cas où l'Etat viendrait à être dépossédé de la succession d'une façon ou de l'autre. Un décret du 27 juillet 1864 détermine les conditions particulières dans lesquelles peuvent être admises ces révélations.

Dès qu'un agent de l'Administration a découvert une succession abandonnée, il doit, après avoir requis du juge de paix l'apposition des scellés (si ce n'est déjà fait), faire connaître au Directeur de l'Enregistrement de son département la consistance et la valeur approximative des biens de la succession, le passif qui la grève, et tous les renseignements pouvant déterminer la décision de l'Administration.

L'Etat (V. plus haut) est fondé à exercer son droit aus-

sitôt le décès et sans attendre l'expiration du délai de trois mois et quarante jours auquel sont subordonnées les déclarations de vacance (Cass. req., 9 juillet 1873). Très souvent la succession revendiquée par l'État aura déjà été déclarée vacante et pourvue d'un curateur ; la décision de l'État met fin à la gestion de ce dernier. Il est facile en ce cas de constater l'importance de l'actif, celui-ci étant déposé d'ordinaire à la Caisse des dépôts et consignations.

C'est à l'Administration des Domaines seule qu'il appartient d'examiner s'il y a lieu ou non d'appréhender la succession : les préfets restent étrangers à cette question (D. M. F. 13 août 1832).

Le receveur compétent pour recueillir une déshérence est le receveur près le Tribunal de première instance dans le ressort duquel la succession s'est ouverte (instruction n° 219) : c'est lui qui doit remplir les formalités prescrites par les articles 769 et 770 du Code civil.

Aux termes de l'article 724, l'Administration est tenue de demander l'envoi en possession au Tribunal, et celui-ci ne peut statuer qu'après trois publications et affiches, sur les conclusions du procureur de la République. Deux jugements sont donc nécessaires, l'un qui autorise l'administration à remplir les formalités de publications et affiches et à administrer provisoirement, l'autre qui lui accorde l'envoi en possession. Dans la pratique, le premier jugement est appelé, improprement d'ailleurs, jugement d'envoi en possession provisoire, et le second jugement d'envoi en possession définitif.

2. *Requête.*— La demande de l'Administration doit être présentée par requête (art. 859 et 860, C. proc. civ.). Elle

conclut : 1^o à ce que le Domaine soit autorisé à remplir les formalités de publications et d'affiches, à faire les actes conservatoires nécessaires, à faire faire inventaire, si ce n'est déjà fait, et s'il y a lieu à administrer provisoirement l'hérédité ; 2^o à ce qu'un extrait du jugement à intervenir soit dressé sur papier non timbré par le procureur et transmis par ce magistrat au Ministre de la justice pour être inséré au *Journal Officiel* (D. min. Fin. et Just. des 28 janvier et 20 février 1806).

Il n'est pas nécessaire que les scellés soient apposés et l'inventaire fait avant la demande de l'Administration : ces formalités sont prescrites surtout dans son intérêt ; si elle se croit assez éclairée sur les forces de la succession, elle peut agir. Les détournements ne sont pas à craindre et la conservation des biens est toujours assurée, car le Tribunal ne prononcera l'envoi en possession que lorsque l'Administration aura justifié de l'accomplissement de ces formalités. Le Domaine peut demander que l'administration provisoire de l'hérédité soit confiée à un tiers, qui doit évidemment donner toutes les garanties d'intégrité et de compétence désirables ; de même il peut demander la confirmation des pouvoirs précédemment conférés sur la requête des créanciers et légataires de l'hérédité.

La demande est adressée au Tribunal de première instance du domicile du *de cujus* ; à défaut de domicile connu, au Tribunal du lieu du décès, ou encore à celui de la situation des biens. La requête doit être rédigée et déposée par un avoué. Dans la pratique, ces formalités sont remplies par le Directeur de l'Enregistrement du département.

Nous avons vu au chapitre III qu'il n'y avait pas lieu de

suivre l'opinion de Toullier qui soutient qu'avant toutes choses, il doit être procédé par l'Administration à la nomination d'un curateur à la succession vacante, contre lequel sont formés tous les actes de procédure : cette erreur provient de la confusion faite par cet auteur entre la vacance et la déshérence. Quant au contradicteur de l'Administration dans l'instance, il est inutile d'en faire nommer un ; le ministère public est le contradicteur naturel de tout demandeur : d'ailleurs on peut dire qu'il s'agit ici plutôt d'un acte de juridiction gracieuse que d'un jugement proprement dit.

Une autre erreur de Toullier dont il a été question au même chapitre III, se rapporte aussi aux formalités de la demande d'envoi en possession. Tout demandeur doit prouver le fondement de sa prétention : c'est là une règle générale de procédure. Or l'Etat, dit Toullier (t. 2, n° 291), n'est appelé qu'à défaut d'autre successible : il doit donc prouver non pas seulement que les successeurs préférables ne se présentent pas ou qu'ils sont inconnus, mais encore qu'il n'en existe pas ; c'est, dit-il, ce qui différencie la vacance de la déshérence : la vacance, c'est l'incertitude sur le point de savoir s'il y a ou non des héritiers ; la déshérence, c'est la certitude qu'il n'en existe pas. Nous avons déjà réfuté (chap. III) la dernière partie de cette théorie ; reste la preuve de la non-existence d'héritiers. Tous les auteurs sont unanimes à rejeter l'opinion de Toullier. Mais ils ont consacré beaucoup d'arguments à cette réfutation, en disant, ce qui est vrai, que cette preuve est impossible, étant la preuve d'un fait négatif, et en outre, ce qui est faux, qu'il y a similitude entre l'Etat et l'héritier légitime éloigné pré-

tendant droit à la succession à défaut d'héritiers plus proches. Il nous semble qu'une simple remarque suffit pour annuler le système de Toullier; c'est que lui-même se contredit, et abandonne en deux lignes un système posé en cinq ou six pages : après avoir exigé la preuve formelle de la non-existence d'héritiers, Toullier reconnaît que cette preuve *ne saurait être rigoureuse* (n° 293) et que *c'est à la prudence des juges de l'apprécier* (n° 299). Ceci est parfaitement exact, mais est aussi en parfaite contradiction avec ce qui a été dit auparavant. La vérité en effet est que sur ce point le pouvoir discrétionnaire du Tribunal est absolu. L'Etat doit fournir un acte de notoriété constatant qu'il n'y a pas d'héritiers préférables connus, ou qu'ils ont renoncé, mais cette preuve est suffisante.

Si l'on suppose maintenant que cet acte de notoriété est fourni, mais que le bruit public ou des révélations quelconques ont fait connaître au procureur de la République l'existence de successeurs préférables à l'Etat, le Tribunal devra-t-il rendre le jugement en faveur de l'Etat? Plusieurs opinions sont en présence. Laurent (t. 9, p. 309) écrit que le Tribunal ne pourra accorder l'envoi que lorsque ces successeurs auront renoncé, « attendu qu'ils ont la propriété de l'hérédité » ; Demolombe (t. 14, p. 293) distingue entre les héritiers légitimes dont l'existence empêche l'admission du droit de l'Etat, et les successeurs irréguliers qui n'empêchent pas l'envoi en possession. Enfin Aubry et Rau enseignent que la circonstance qu'il existe des héritiers ou successeurs préférables à l'Etat ne fait point obstacle à l'admission de sa demande, attendu « qu'en matière de succession l'absence ou l'inaction des

personnes qui sont appelées à l'hérédité en première ligne doit être assimilée à leur non-existence, en ce sens que les personnes auxquelles elles seraient dévolues en seconde ligne sont provisoirement du moins et tant que dure cette absence ou cette inaction, autorisées à se gérer comme héritiers ou successeurs irréguliers du défunt et à exercer les droits qui leur compètent en cette qualité (1). » Cette dernière opinion est incontestablement la meilleure et nous l'admettons sans réserve. Que veut dire en effet l'argument de Laurent, que la propriété de l'hérédité appartient aux héritiers ou successeurs qui s'abstiennent : c'est inadmissible ; pour être propriétaire d'une succession il faut l'avoir acceptée. Quant à la distinction de Demolombe, elle est impossible à admettre, car l'auteur s'appuie pour la justifier sur l'article 811 qui, réglant les successions vacantes, ne peut s'appliquer ici : l'Etat ayant appréhendé la succession, celle-ci n'est plus vacante. En conséquence l'acte de notoriété fourni par l'Administration et qui doit être joint à sa requête, suffit pour autoriser le Tribunal à rendre le premier jugement d'avant faire droit.

3. *Jugement d'avant faire droit.* — Si la demande paraît dès l'abord dénuée de fondement, le Tribunal peut *de plano* rejeter la demande (2). Ce rejet immédiat n'est pas inscrit dans la loi, mais il résulte de la force des choses : l'article 770 exige bien des publications et affiches avant que le Tribunal puisse statuer, mais le but même de

(1) Aubry et Rau, 6, § 639, n. 14, p. 704.

(2) L'acte de notoriété peut en effet être contesté ; et cette contestation au Tribunal par un héritier préférable à l'Etat entraînera de sa part acceptation de l'hérédité.

ces formalités prouve que s'il y a des héritiers acceptants, elles sont inutiles, et que le Tribunal doit statuer sur le champ.

Dans l'hypothèse contraire, l'instance continue et le Tribunal ordonne par un premier jugement que la demande du Domaine soit rendue publique au moyen de trois affiches et publications faites dans les formes et aux intervalles qu'il lui appartient de fixer dans son jugement.

Ce jugement étant un jugement interlocutoire (C. pr., art. 452), l'appel peut en être immédiatement formé (art. 31 et 451), et si l'Administration se voyait repoussée, l'appel pourrait être interjeté dans le plus bref délai. L'extrait de ce premier jugement est inséré au *Journal officiel* par les soins du procureur de la République.

Nous disons que les formes des publications et affiches sont laissées à l'appréciation du Tribunal. Il est bien évident qu'il faut trois appositions successives de placards et trois insertions successives de la demande dans un journal, mais le nombre des placards, les intervalles de temps à laisser entre chaque apposition ou insertion, etc... tout cela est laissé au pouvoir discrétionnaire du Tribunal, les circonstances de la cause pouvant nécessiter des mesures très variées. On ne doit donc pas s'en tenir à la circulaire des Domaines du 8 juillet 1806 qui dispose : « le premier acte du Tribunal sur la demande d'envoi en possession sera inséré dans le *Moniteur*, les trois affiches qui doivent précéder le jugement d'envoi en possession seront apposées dans le ressort du Tribunal de l'ouverture de la succession, de trois mois en trois mois ; le jugement d'envoi en possession ne sera prononcé qu'un an après la demande, et jus-

qu'à ce jugement aucun acte translatif de jouissance ou de propriété ne sera fait qu'après qu'il aura été ordonné par le Tribunal... » La Cour de Paris elle-même qui suivait d'abord cette circulaire l'a abandonnée et fait maintenant apposer les affiches de quinzaine en quinzaine ; le jugement définitif est rendu deux mois après la dernière publication.

Le jugement d'envoi en possession provisoire assure au Domaine la propriété des fruits, et lui permet de retirer les sommes versées par le curateur à la succession vacante à la Caisse des dépôts et consignations.

§ 4. — A l'expiration du délai fixé par le Tribunal, l'Etat forme une nouvelle requête rappelant les faits, rendant compte de l'accomplissement des formalités et concluant à ce que le Domaine soit envoyé en possession définitive.

Le Tribunal statue après avoir entendu le ministère public en ses conclusions ; il ne peut prononcer qu'un envoi en possession définitif pur et simple : on ne se trouve plus en effet en matière d'absence où il y a incertitude sur l'existence du *de cujus* : ici on a la certitude de sa mort. En conséquence, si le Tribunal pronçait un envoi conditionnel et provisoire, l'Administration serait fondée à déférer sa décision en Cour d'appel (C. Paris, 20 germinal an XIII).

Le jugement d'envoi en possession confère à l'Etat la possession de la succession dont il avait la propriété *a die mortis* ; mais l'Etat ne sera cependant propriétaire *incommutable* qu'après trente ans (V. plus haut).

Au contraire des autres successeurs irréguliers, l'Etat n'est jamais tenu de donner caution de la restitution du mobilier, en vertu de la maxime *fiscus semper solvendo præsumitur* : en pratique le mobilier est toujours vendu dès que l'Etat a été envoyé en possession.

CHAPITRE IX

GESTION DU DOMAINE.

1. — L'Etat, gérant les biens d'une succession en déshérence, doit être assimilé à un héritier bénéficiaire : il en est ainsi spécialement en ce qui concerne l'aliénation du mobilier et le paiement des dettes et legs.

Il faut distinguer dans cette gestion deux périodes ; l'une précédant l'envoi en possession, et pendant laquelle le Domaine a l'administration provisoire des biens : il doit se borner aux actes absolument nécessaires et à ceux que le Tribunal lui a donné l'autorisation de faire : si un acte non autorisé était nécessaire, il y aurait lieu d'agir par voie de requête supplémentaire ; — l'autre période, postérieure au jugement d'envoi en possession, « est dominée par cette règle (1) que le Domaine doit, en prévision de l'action en revendication de l'hérédité à laquelle il demeure exposé jusqu'à l'accomplissement de la prescription trentenaire, conserver en nature les biens non sujets à dépérissement et dont l'aliénation n'est pas d'ailleurs rendue indispensable par les nécessités de la situation ». Aucune aliénation ne peut donc en principe être faite sans l'autorisation du Tribunal.

2. *Administration provisoire.* — L'administrateur doit

(1) Instruction de l'Administration n° 2062.

se renfermer dans les limites fixées par le Tribunal. Il rend ses comptes au Domaine le jour de l'envoi en possession ; toutefois si la succession comprend une entreprise qu'il est urgent de continuer et qui est en dehors de la compétence administrative, l'administrateur provisoire peut être conservé comme mandataire salarié du Domaine ; le salaire qui lui est alloué rentre dans les frais généraux de la succession et ne peut être prélevé sur les frais de régie à 5 0/0 dus à l'Administration.

Une décision du Ministre des finances du 13 août 1832, a déterminé les obligations respectives des préfets et du Domaine relativement aux successions en déshérence. — Le Domaine seul juge de l'opportunité de l'appréhension de la succession, et seul il forme la demande devant le Tribunal. Le préfet liquide les dépenses et les charges de la succession et en autorise le paiement, — loue et vend les meubles, — statue sur la demande d'héritiers revendiquant une succession déjà recueillie par l'Etat.

Les actes relatifs aux biens dont la propriété n'est pas irrévocablement acquise à l'Etat sont passibles des droits ordinaires de timbre et d'enregistrement, et ce, afin que le montant de ces droits soit compris dans les frais dont le remboursement est dû à l'Etat, en cas de restitution de la succession aux ayants droit.

3. *Gestion postérieure à l'envoi en possession.* — Aussitôt le jugement obtenu, le mobilier de la succession doit être vendu aux enchères, et les titres au porteur déposés au Trésor (D. M. F. 4 septembre 1863). Les titres nominatifs sont conservés dans la caisse du receveur qui en touche les revenus, mais doit faire immatriculer au nom du Do-

maine les rentes sur l'Etat. En aucun cas ces titres nominatifs ne peuvent être aliénés sans l'autorisation de justice.

Les titres remis en nantissement par le *de cujus* à un créancier sont retirés le plus tôt possible après désintéressement de ce créancier. Le receveur compétent fait les recouvrements de créances et arrérages dus à la succession, renouvelle en temps utile les inscriptions hypothécaires, en donne mainlevée lorsqu'il y a lieu, retire les sommes dépendant de la succession, déposées à la Caisse des dépôts et consignations ou aux caisses d'épargne, paie les contributions et perçoit les loyers des immeubles loués par le préfet.

L'aliénation des immeubles doit être autorisée par justice et ne peut avoir lieu qu'en cas de nécessité urgente : elle a lieu dans les formes prévues par le Code de procédure civile pour les ventes d'immeubles dépendant des successions bénéficiaires.

Le Domaine représente seul l'Etat dans toute action judiciaire relative aux biens en déshérence ; les préfets n'ont aucunement à agir : ils ne deviennent compétents que lorsque les biens sont irrévocablement acquis à l'Etat (*Contra*, C. Paris, 6 février 1875 ; S. 75. 2. 75).

Païement du passif. — « La liquidation des dépenses, charges et dettes de la succession sera faite par le préfet, après examen par le Directeur des Domaines des états, titres et pièces justificatives desdites dépenses, charges et dettes, et sur le rapport que fera ce Directeur et auquel devront être annexées toutes les pièces à l'appui » (D. M. F. 13 août 1832). La liquidation faite, le préfet autorise

les paiements, lorsqu'il n'y a pas de contestations. Les créances ayant le privilège général sur les meubles (art. 2101, C. civ.) peuvent même être payées avant l'envoi en possession quand les deniers disponibles de la succession sont suffisants. Les créances ordinaires doivent attendre l'envoi en possession.

Le Domaine remet au nu propriétaire les biens que le *de cujus* tenait à titre d'usufruit.

Il doit veiller à opposer strictement aux créanciers les prescriptions acquises contre eux : il en serait en effet responsable vis-à-vis de l'héritier qui plus tard obtiendrait la restitution de la succession (1).

Le jugement d'envoi en possession rend les créanciers du *de cujus* créanciers de l'Etat ; ceux-ci doivent donc faire liquider, ordonnancer et payer leurs créances dans les cinq ans à compter de l'ouverture de l'exercice pendant lequel le jugement d'envoi en possession a été rendu (L. 29 janvier 1831).

Le paiement des dettes et legs se fait suivant le droit commun : s'il y a opposition les créanciers sont renvoyés devant le Tribunal qui règle l'*ordre* dans lequel ils seront payés.

Frais de régie. — Les frais de régie alloués à l'Administration « sur le montant des sommes et produits qu'elle recouvre pour le compte des tiers ou qui doivent leur être remis » (L. 5 mai 1855, art. 16), sont exigibles sur les produits des successions en déshérence servant au paiement des dettes et charges de la succession, ou remis aux héri-

(1) C'est là le langage de l'Administration, car pour nous l'Etat peut laisser prescrire, attendu qu'il est propriétaire (V. *suprà*, chap. V, § 2)

tiers qui justifient de leurs droits avant l'accomplissement de la prescription trentenaire. Ils s'élèvent à 5 0/0 et figurent en première ligne dans la liquidation des sommes à payer.

Chaque succession en déshérence a son compte ouvert sur un registre spécial.

Si trente ans se sont écoulés sans réclamation, le Domaine est devenu propriétaire incommutable. Les Directeurs soumettent à l'Administration centrale leurs propositions pour tirer des biens le parti le plus avantageux, et le compte de la succession au sommier est annulé.

4. — En cas de réclamation justifiée par les héritiers, le Domaine leur remet tous les biens de la succession, sauf les fruits. Dans les six mois de la décision qui a ordonné la remise de l'hérédité aux héritiers, ceux-ci doivent acquitter les droits de mutation par décès. L'instruction des Domaines n° 2602, § 65 ordonne aux agents de l'Administration de retenir 5 0/0 des valeurs remises à l'héritier pour frais de régie. Cette instruction paraît en contradiction formelle avec la loi du 5 mai 1855 dont l'article 16 n'accorde à l'Administration des frais de régie que sur les sommes et produits qu'elle recouvre pour le compte des tiers ou qui doivent leur être remis. Or c'est pour son compte que l'Administration encaisse les sommes et valeurs dépendant d'une succession en déshérence ; elle n'a donc droit, en pareil cas, qu'aux fruits qu'elle acquiert à titre de possesseur de bonne foi, et au 5 0/0 sur les intérêts ou capitaux, encaissés par elle postérieurement à la revendication, car à partir de cette date, elle agit bien

pour le compte d'un tiers (En ce sens : Seine, 19 juillet 1894 ; *Revue de l'Enregistrement*, n° 868).

En aucun cas il ne peut y avoir lieu à une remise gracieuse de l'hérédité à une personne qui, sans être héritière, invoquerait des raisons d'affection ou d'alliance avec le défunt.

CINQUIÈME PARTIE

LE DROIT DE DÉSHÉRENCE AU POINT DE VUE SOCIAL ET ÉCONOMIQUE.

CHAPITRE PREMIER

Dans notre droit actuel, la succession d'un individu, décédé sans parents ou ne laissant que des parents au douzième degré, est dévolue à l'Etat. Ce droit de succession de l'Etat doit-il être étendu ou restreint ? Personne, reconnaissons-le d'abord, n'a songé à le restreindre ; au contraire, on est unanime à vouloir l'étendre, mais l'accord cesse sur le point de savoir dans quelles limites.

Les discussions soulevées par les différents projets ayant pour but d'étendre les droits du corps social à l'hérédité des particuliers, sont d'autant plus ardentes, qu'elles touchent au côté le plus brûlant de la question sociale, à la répartition des biens et des richesses.

Parmi les systèmes de réformes sociales ayant pour base l'extension des droits héréditaires de l'Etat, le plus connu et celui qui réunit aujourd'hui les adeptes, sinon les plus nombreux, du moins les plus bruyants, est sans contredit celui auquel on a donné le nom de collectivisme.

Un économiste de l'école classique le définit ainsi : « C'est la propriété collective, au lieu de la propriété privée, de tous les moyens de production : biens-fonds, ateliers, machines, outillage ; c'est le remplacement de la concurrence capitaliste, par l'organisation sociale du travail. C'est la substitution de l'organisation corporative et de la direction sociale de la production aux établissements privés ; c'est la division publique du travail commun sur la base de la propriété collective par tous de tout le matériel du travail social ; c'est enfin, la répartition des produits collectifs de tout genre aux travailleurs, en raison de la quantité et de la valeur de leur travail (1). » Tel est du moins le programme d'une certaine sorte de collectivisme, celui de l'allemand Schœffle, notamment : car il existe des variantes, entre autres : le collectivisme partiel qui borne la collectivité à la terre et aux immeubles, et est opposé au collectivisme total, que nous venons d'exposer : ce collectivisme total lui-même, se divise : d'un côté, il est partisan des modes actuels, c'est-à-dire du morcellement de la production entre les individus ; de l'autre, plus radical, il veut l'exploitation unitaire par l'Etat. Nous n'entrerons pas dans les détails de chacun de ces systèmes et nous nous bornerons à étudier spécialement le collectivisme en général. Cette étude, nous la ferons au point de vue de la théorie et du droit pur, nous réservant d'apprécier ensuite le système dans ses applications pratiques.

Dans la société actuelle qui repose sur la propriété privée, il y a, disent les collectivistes, iniquité dans la répar-

(1) Leroy-Beaulieu, *Le collectivisme*.

tition des biens : les particuliers se sont emparés de choses essentiellement communes, telles que la terre : le capital s'est constitué non par l'épargne, mais par l'exploitation des travailleurs, « le profit étant une retenue abusive et dolosive faite sur le salaire ». Le capital dicte ses lois au travail, tandis que ce devrait être au travail, générateur du capital, à tenir celui-ci en dépendance. De là la division de la société moderne en deux classes : les capitalistes ou ploutocrates, et les prolétaires ; cet antagonisme doit disparaître. Le seul remède, ajoute-t-on, est la mise en pratique du collectivisme, c'est-à-dire l'appropriation par l'Etat, par le corps social entier, de tous les instruments de production.

§ I. — Différentes théories de la propriété.

La base de tout système social est le droit de propriété : nous examinerons donc quelles sont les différentes théories de la propriété qui ont été proposées, et quelle est celle adoptée par le collectivisme.

D'après les uns, la propriété est fondée sur l'occupation : c'est le principe qui domine en droit romain et dans notre droit civil. C'est là un fait : la propriété actuelle dérive en effet de l'occupation. Est-ce à dire que l'occupation soit légitime : non, car pourquoi un premier venu aurait-il un droit exclusif sur le sol, alors qu'un autre, arrivé plus tard, s'en trouverait privé.

D'autres prétendent que la propriété naît d'un contrat. Mais cette thèse est insoutenable : rien dans l'histoire ne prouve l'existence de ce contrat social, et en l'admettant à l'origine, en quoi lierait-il les générations actuelles ?

La propriété dérive de la loi, d'après Bossuet, Montesquieu, Mirabeau, Laboulaye ; c'est vrai, en fait : la loi sanctionne le fait de l'occupation : la question est de savoir si en ce cas la loi est d'accord avec le droit.

Suivant Locke et Smith, la propriété est fondée sur le travail.

Mais pour travailler il faut avoir une matière sur laquelle exercer son activité ; c'est pourquoi le système suivant paraît préférable aux précédents.

Ce système considère la propriété comme un droit naturel. Chacun doit travailler, donc chacun doit avoir de quoi travailler (Fichte).

A. Ahrens dit : « La propriété est pour chaque homme une condition de sa vie et de son développement. Elle est basée sur la nature même de l'homme et doit donc être considérée comme un droit primitif et absolu qui ne résulte d'aucun acte extérieur comme le travail, l'occupation ou le contrat. Le droit résultant directement de la nature humaine, il suffit d'être homme pour avoir droit à une propriété (1). »

(1) La même idée se trouve exprimée par Huet, Herbert Spencer, et nombre d'autres éminents sociologues. Huet dit (*Règne social du christianisme*) : « Sans propriété point de liberté, répètent à l'envi publicistes, économistes, hommes d'Etat. Rien de plus incontestable. Aussi la propriété ou le droit de considérer comme sienne telle portion d'une chose, d'en jouir et d'en disposer à son gré, sauf le respect du droit d'autrui, constitue toujours un des fondements essentiels de la société véritable. Ou les mots n'ont plus de sens, ou mettre la propriété au nombre des droits naturels signifie que le titre original d'investiture pour les biens de la terre est la qualité d'homme ; que cette qualité engendre par elle seule et immédiatement un droit à une quantité indéterminée de ces biens : première propriété qui devient pour chacun la source, le fondement et le moyen de toutes les autres. » La conclusion de Huet est qu'à chaque décès, les parties libres du patrimoine devraient revenir également à tous les jeunes travailleurs. La succession constituée socia-

§ II.— Équité du collectivisme théorique.

Ce système qui est celui des collectivistes est évidemment le plus moral et témoigne d'une grande hauteur de vues et d'une grande humanité. C'est le système de l'équité absolue, idéale, et il est incontestablement le meilleur, en théorie du moins.

1. — L'égalité parfaite des hommes, est le but auquel doivent tendre tous les efforts des penseurs d'aujourd'hui : la lutte des riches et des pauvres a d'ailleurs détruit les démocraties anciennes et détruira les démocraties modernes, si l'on n'y trouve un remède. « En Grèce on avait accordé à tous les citoyens des droits égaux ; seulement

lement reproduirait ainsi à cha que génération la fraternité du partage primitif.

On lit d'autre part dans Herbert Spencer (*Social Staties*, chap. 9) : « Etant donnée une race d'êtres ayant un droit égal de poursuivre le but de leurs désirs, et étant donné un monde fait pour la satisfaction de ces désirs, et où ces êtres naissent dans des conditions égales, il en résulte qu'ils ont des droits égaux de jouir de ce monde. Aussi chacun est libre de faire ce qu'il veut à condition qu'il ne porte pas atteinte à la liberté d'autrui : chacun est libre de faire usage des dons naturels pour la satisfaction de ses besoins, pourvu qu'il respecte ce même désir chez les autres. Et en convertissant la proposition, il est clair que personne ne peut faire usage de la terre de façon à empêcher les autres d'en faire usage également, car alors on se prévaudrait d'une liberté plus grande que les autres et conséquemment on violerait la loi. La justice n'admet donc pas la propriété appliquée au sol, car si une partie du sol peut être possédée par un individu, qui le retient pour son usage seul, comme une chose sur laquelle il exerce un droit exclusif, d'autres parties de la terre peuvent être occupées au même titre, et ainsi toute la surface de notre planète tomberait entre les mains de certains individus. En ce cas ceux qui ne sont pas propriétaires sont à la merci de ceux qui le sont qui peuvent les expulser de ce monde. La propriété exclusive viole donc le principe de la liberté égale pour tous. La théorie du droit collectif d'hérédité foncière reconnu à tout homme et conforme au développement du plus haut degré de civilisation, et quelque difficile qu'il soit de faire passer cette théorie dans les mœurs, l'équité commande rigoureusement que cela s'accomplisse. »

les législateurs anciens avaient reconnu cette vérité fondamentale constamment répétée par Aristote, que la liberté et la démocratie ne peuvent subsister sans l'égalité des conditions. Pour maintenir cette égalité, ils avaient eu recours à toutes sortes d'expédients : inaliénabilité des patrimoines, limitation du droit de succession, maintien de la propriété collective pour les bois et les pâturages, banquets publics où tous venaient s'asseoir (1) »... et cependant l'inégalité s'établit et la lutte éclata : il faut donc aviser à trouver un régime plus en harmonie avec les grands principes qui se dégagent maintenant avec une clarté soudaine, et qui serait la base solide d'une société stable.

M. Léon Bourgeois dans un opuscule intitulé *Solidarité* (2), a éloquemment fait ressortir cette idée. Dans la deuxième partie du XIX^e siècle, dit-il, où les sciences ont marché à pas de géant, on s'est beaucoup occupé des problèmes sociaux, et on les a analysés en suivant la méthode des sciences exactes : c'est ainsi que d'abord les sciences naturelles ont fourni à la thèse individualiste de puissants arguments : les lois de la lutte physiologique pour l'existence, la théorie de Darwin et sa sélection naturelle, semblaient donner à la fois l'explication et la justification de la concurrence sociale. Les individus sont dans la nature à l'état de concurrence perpétuelle ; c'est par là qu'ils se perfectionnent, les plus faibles se trouvant supprimés, les plus forts se reproduisant, et les êtres évoluant par là même vers une forme toujours supérieure. La nature nous donne ainsi

(1) E. de Laveleye, *De la propriété*.

(2) Colin, 1896, in-8°.

la solution du problème social : la concurrence économique n'est qu'une forme de la concurrence vitale. Toute intervention d'une puissance collective, sauf pour maintenir la paix matérielle, l'ordre public, est arbitraire et vaine : l'Etat n'a pas à s'insinuer dans les combinaisons privées ; c'est aux particuliers à gérer leurs affaires au mieux de leurs intérêts. Mais les philosophes et moralistes ont à leur tour emprunté aux sciences naturelles l'énoncé d'une loi nouvelle, opposant à la théorie de la « lutte pour l'existence », la doctrine de la « solidarité des êtres ». L'homme n'est plus considéré maintenant comme le but et la fin du monde. Il se trouve soumis à des rapports de dépendance réciproque qui le lient à ses semblables, à sa race, à son milieu. « Le lien de solidarité réunit tout le présent et tout le passé, comme il réunira tout le présent et tout l'avenir. L'humanité, a-t-on dit justement, est composée de plus de morts que de vivants ; notre corps, les produits de notre travail, notre langage, nos pensées, nos institutions, nos arts, tout est pour nous héritage, trésor lentement accumulé par les ancêtres. » La même idée est exprimée par Auguste Comte : « Nous naissons chargés d'obligations de toutes sortes envers la société », et ce que Renan dit des hommes de génie « chacun d'eux est un capital accumulé de plusieurs générations », est vrai, non seulement d'eux, mais de tous les hommes. Écoutons encore Fouillée (*La propriété sociale et la Démocratie*) : « Tout produit étant l'œuvre commune de l'individu et de la société, la propriété théoriquement considérée, renferme à la fois une part individuelle et une part sociale... L'enfant qui vient au monde dans les pays civilisés trouve sans doute le sol occupé

tout entier : mais en revanche il voit s'ouvrir devant lui un domaine autrement large et précieux que ne le serait tout un pays sauvage mis à sa disposition : c'est le domaine de la richesse collective, amassée par toutes les générations qui l'ont précédé. Il a ainsi un trésor social à sa portée : par le travail il peut y puiser de quoi vivre... »

Rien de plus juste que ces principes de solidarité, qui rendent chacun tributaire de tous : comment alors admettre l'inégalité qui existe actuellement entre les hommes. Celui à qui tant de richesses communes ont permis de s'attribuer privativement une partie de la masse des biens supérieure à ses besoins, ne doit-il pas compte à la collectivité de ce dont celle-ci lui a facilité l'acquisition : doit-il être permis d'appréhender à l'encontre de tous une propriété qui par essence est commune ?

2. — Il est à souhaiter que ces principes de fraternité et d'équité se répandent de plus en plus parmi les hommes. Malheureusement ce vœu en faveur d'une solution par voie sentimentale du problème social a bien des chances de rester platonique. Les collectivistes l'ont bien compris : aussi, laissant de côté les considérations humanitaires et de pure sympathie, ils se sont efforcés d'appuyer leur théorie sur des arguments historiques et de l'expérimenter par des applications pratiques.

Le collectivisme partant de ce principe que la propriété est un droit naturel qui doit appartenir à tous, prétend que la terre doit être commune, c'est-à-dire que chaque individu doit avoir une participation au moins indirecte à la jouissance du sol. Une raison historique, disent-ils milite en faveur de cette idée : c'est que originairement la

terre fut *res nullius*. Toute occupation a donc été une usurpation. A ceci M. Leroy-Beaulieu (*Le collectivisme*), et M. de Laveleye (*De la propriété et de ses formes primitives*) répondent que la terre n'a jamais été complètement *res nullius*. Elle a servi originairement de territoire de chasse et de territoire de parcours : les explorateurs qui prennent possession d'une nouvelle contrée dépossèdent de leur droit de chasse ou de cueillette les primitifs habitants : donc ils ne sont pas les premiers occupants. C'est là à notre avis une erreur : évidemment les explorateurs en question s'emparent des biens des indigènes, mais avant ces indigènes le pays a bien été inhabité à un moment quelconque : l'homme n'est pas contemporain de la formation du globe, la géologie nous le prouve. Avant donc l'apparition de l'homme sur la terre, s'il faut remonter jusque-là, il est bien évident que la terre était *res nullius* au sens absolu du mot. On ne peut raisonnablement contester ce point aux collectivistes.

La conclusion logique de cette prémisse est que l'occupation est une usurpation. De quel droit, puisque la terre n'était à personne, les premiers venus s'en sont-ils emparés privativement : les générations à venir ne doivent-elles pas être aussi favorisées sous ce rapport que les premières : la terre était commune à tous, elle devait le rester.

On fait à ce sujet à la théorie collectiviste une objection regardée comme décisive : si un individu, dit-on, ne peut s'attribuer exclusivement une certaine partie du sol, il en est de même de chaque nation, dont le droit est aussi fondé sur l'occupation : or comment admettre l'abolition de toutes les frontières et la confusion des races. Mais les

collectivistes, les vrais collectivistes, l'admettent fort bien : certes, actuellement, il y a danger à émettre une pareille opinion, on risque fort de passer pour un sans-patrie. Mais dans un avenir, dans un *lointain* avenir, est-elle impossible cette fusion des races et des nationalités, qui créerait l'égalité absolue et complète ? Ne peut-on pas la rêver, et n'est-ce pas en tous cas une pensée fort élevée et fort humaine ? Il faut discuter les principes que nous exposons en ce moment, sans chercher à approfondir s'ils peuvent ou non être appliqués : nous discutons le droit pur, et en droit pur la doctrine collectiviste est très soutenable et très logique.

Continuant à développer leur argument historique, les collectivistes montrent qu'une preuve de ce que la terre fut au début *res nullius* et que personne ne songea à s'en emparer à l'exclusion des autres, c'est que, à l'origine, la propriété fut collective. M. de Laveleye que nous avons déjà cité, expose excellemment cette idée, et les diverses phases traversées par la propriété pour, de collective, devenir complètement individuelle comme elle l'est à l'heure actuelle.

Les hommes vivent d'abord de la cueillette des fruits et du produit de la chasse des animaux : tout appartient à tous, absolument ; — puis apparaît le régime pastoral où déjà se fait sentir une certaine appropriation du sol, mais temporaire et limitée à la pâture des troupeaux ; — sous le régime agricole, le clan ou la tribu s'attribue à l'exclusion des autres un certain territoire qui n'est commun qu'entre les membres du clan ou de la tribu ; puis vient le régime familial, où la communauté n'existe plus

que dans l'unité très restreinte de la famille ; enfin apparaîtra la propriété individuelle.

Telle est l'évolution du droit de propriété : maintenant les collectivistes prétendent que nous devons revenir au point de départ : n'est-ce pas une grosse erreur ? Si la société est sortie de son état primitif, c'est qu'elle a trouvé dans de nouvelles formes certains avantages ; si après quarante ou cinquantes siècles, la propriété est devenue individuelle, c'est que l'expérience a démontré qu'elle est préférable à la propriété collective. Le raisonnement semble exact au premier abord, mais il n'est pas décisif. La société a expérimenté toutes les formes de propriété, soit ; mais de ce qu'en ce moment elle est arrivée à la propriété individuelle, s'ensuit-il qu'elle doive s'y arrêter ; certes non ; maintenant nous avons tout vu, nous allons choisir ; or, précisément le choix de l'humanité semble se porter vers la propriété collective ; un grand mouvement, une tendance irrésistible pousse les individus à trouver à la propriété individuelle une foule d'inconvénients : toutes les théories socialistes ne sont qu'un indice de ce revirement. La propriété individuelle, elle aussi, passera comme ont passé la propriété collective, la propriété familiale, etc. ; tout n'est qu'un éternel recommencement, car l'homme ne se contentant jamais du bien, tend toujours vers le mieux.

Le collectivisme rencontre une autre objection : les essais de propriété collective actuels n'ont pas atteint leur but ; ainsi le *mir* russe, la propriété collective à Java, en Serbie, les Allmenden suisses n'ont pas réussi : ces expériences doivent faire repousser des applications plus géné-

rales. — D'abord ceci n'est pas tout à fait exact ; ainsi les Allmenden suisses donnent de bons résultats, que l'on trouve encore meilleurs dans les tentatives anglaises faites dans l'Inde. Il semble donc qu'il s'agisse simplement de trouver le mode de propriété collective adéquat à l'esprit, aux mœurs des pays où on l'applique. En outre la propriété collective abandonnée jusqu'ici, peut très bien maintenant être admise partout ; les qualités morales de l'individu ont augmenté : chacun sait maintenant ce qu'il doit à ses semblables, à la société, chacun se rend compte des liens de solidarité qui l'unissent au reste du monde ; sous l'influence de ces idées nouvelles la propriété collective pourrait fort bien s'implanter ; il est à souhaiter en tous cas que l'essai en soit tenté.

§ III. — Le collectivisme pratique.

Jusqu'ici, nous n'avons étudié le collectivisme qu'au point de vue théorique pur, et nous ne cachons pas qu'ainsi examiné, le système est fort séduisant. Malheureusement, la médaille a un revers : lorsqu'il s'agit d'appliquer cette théorie idéale, les moyens proposés sont loin d'être satisfaisants : quelques-uns sont enfantins et ne méritent pas d'être examinés. Celui qui nous paraît être le plus pratique est le suivant. L'Etat propriétaire du sol entier de la nation le louerait à des fermiers aux enchères (1). L'Etat

(1) Quant aux manières d'arriver à ce rachat du sol, elles sont variées : la dé possession violente est impossible ; le rachat immédiat obérerait trop le budget de l'Etat et imposerait aux générations actuelles des charges trop fortes au profit des générations à venir. La suppression de certains degrés de succession est plus juste et plus réalisable, mais ce n'est pas une solution radicale : nous étudions d'ailleurs plus loin cette question de la suppression de la parenté collatérale.

serait ainsi seul attributaire de tous les avantages attachés au titre de propriétaire, c'est à lui qu'appartiendrait cette fameuse *rente du sol*, qui crée tant d'inégalités et qui deviendrait ainsi une source de bien-être pour tous ; l'impôt serait aboli, ce serait l'âge d'or. Mais bien des inconvénients se présentent aussitôt à l'esprit : une comptabilité monstre pour l'Etat, une surveillance difficile sur ses fermiers, les risques d'une mauvaise exploitation, etc. En outre, l'inégalité ne serait pas supprimée : les fermiers adjudicataires ne pourraient être que de gros capitalistes, et il serait à craindre qu'ils abusassent de leur force pour imposer aux ouvriers des conditions trop défavorables pour ceux-ci ; en outre, dans la distribution de la richesse, il serait fort difficile pour l'Etat, d'assurer et de contrôler l'égalité et l'équité. Il y a donc à ce système bien des inconvénients, mais beaucoup sont faciles à corriger : en tous cas, il n'y a là qu'une difficulté d'application qui ne peut faire abandonner l'idée qui lui a donné naissance. De même qu'on vote une loi sans s'inquiéter du règlement d'administration publique qui en arrêtera les détails pratiques, de même il faut admettre le collectivisme, quitte à chercher et à trouver le moyen d'en faire l'application.

Conclusion. — De cette étude nous concluons ceci : le collectivisme est fort juste, fort équitable et fort humain en soi ; mais dans l'état actuel de la société il est impraticable dans toutes ses conséquences. Il nous semble qu'une transformation aussi radicale dans notre système social est impossible à réaliser du jour au lendemain, et qu'il faut d'abord préparer les voies. Outre cette impossibilité matérielle, on doit convenir que la propriété indivi-

duelle présente certains avantages : elle stimule l'activité humaine, permet aux grandes fortunes d'encourager les arts, le luxe, qui sont aussi des nécessités ; qu'on la conserve donc, mais que la propriété collective, la propriété de l'Etat soit agrandie, développée de plus en plus pour être employée au profit du plus grand nombre. En résumé nous sommes partisan de la coexistence de la propriété individuelle et de la propriété collective, celle-ci beaucoup plus importante que celle-là : l'Etat déchargerait ainsi de l'impôt les masses laborieuses et emploierait au profit de tous le revenu naturel de la propriété.

§ IV. — Théorie collectiviste de l'hérédité.

La théorie de l'hérédité se rattache intimement à celle de la propriété, ou plutôt en est un corollaire. L'hérédité n'a en effet de raison d'être que si l'on admet la propriété individuelle, si chacun est libre à sa mort de transmettre à une personne qu'il choisit les biens qu'il a acquis.

Les collectivistes nient naturellement la légitimité de l'hérédité : il est inique, disent-ils, que celui qui n'a eu que la peine de naître soit comblé de tous les dons de la fortune, tandis qu'un autre qui aura travaillé toute sa vie réussira seulement à ne pas mourir de faim. — L'hérédité, répond-on, est la base de l'ordre social. — C'est vrai, mais comme l'ordre social est fort mal établi, tant mieux si on ébranle sa base et si on le fait tomber.

L'hérédité, dit-on encore, n'est pas la seule cause des inégalités sociales : il y a aussi l'intelligence, la force physique, les circonstances : qu'à un certain moment les hommes soient égaux, cela ne durera pas longtemps ; les in-

telligents prendront le pas sur les simples, les forts sur les faibles ; les uns auront la chance, d'autres pas ; autant d'inégalités auxquelles l'homme ne peut rien. Heureusement d'ailleurs, car que deviendrait dans ce nivellement général le progrès, l'art, la science, qui ne peuvent être que des facultés de privilégiés. La nature elle-même crée des inégalités irrémédiables : c'est donc que l'égalité est impossible. Mais c'est précisément parce qu'il est impossible de supprimer les inégalités naturelles qu'il faut s'efforcer de les atténuer, et ne pas les aggraver par des inégalités sociales : il est à souhaiter qu'un faible d'esprit ne soit pas en même temps déshérité de la fortune et il est désirable qu'un grand esprit puisse se servir de ses facultés et avoir les moyens de les développer pour en faire un instrument de progrès, qui profitera à tout le monde, comme formant l'un des éléments de la propriété sociale. La nature est loin d'avoir fait toutes choses pour le mieux ; corrigeons dans la mesure du possible ses erreurs et ne condamnons pas un système par ce seul argument qu'il n'est pas conforme aux modèles que nous offre la nature.

Pour nous qui avons admis la propriété individuelle, la conservation de l'hérédité est nécessaire, les deux notions étant intimement liées : mais nous n'admettons qu'une hérédité très restreinte, limitée à la famille, et ne s'étendant pas aux collatéraux. Nous développerons cette idée et la ferons mieux comprendre en exposant les nouveaux projets de loi à ce sujet. Il est à remarquer en effet que si l'on est loin d'admettre les doctrines collectivistes, la force même des choses pousse les partisans du régime actuel à

réaliser des améliorations qui sont un indice de la tendance générale de notre époque vers les réformes économiques. Celle qui a été le plus étudiée et le plus souvent proposée a pour but la suppression de la succession collatérale.

Nous l'examinerons en détail.

CHAPITRE II

PROPOSITIONS DE LOI POUR LA SUPPRESSION PARTIELLE DE LA SUCCESSIBILITÉ COLLATÉRALE.

Voici comment Stuart Mill en justifie la nécessité (*Principes d'économie politique*, livre I, chapitre I, § 4) : « L'objet qu'on doit avoir principalement en vue dans la période actuelle du progrès de l'humanité, n'est pas le renversement du système de propriété individuelle, mais son amélioration et la complète participation de tous les membres de la communauté à ses avantages. » La réforme de la succession collatérale est une des améliorations proposée au régime actuel. Stuart Mill, partisan, comme nous, de la propriété individuelle, dans l'état actuel des choses du moins, enseigne que la propriété implique le droit pour l'individu propriétaire de donner son bien à un autre individu : il admet donc le droit de tester : au contraire, suivant lui, le droit de succession ne dérive pas de la propriété individuelle ; ce peut être un arrangement convenable, ce n'est pas la conséquence nécessaire du principe.

Les raisons historiques invoquées en faveur du droit de succession ne prouvent rien d'après l'économiste anglais. A l'origine en effet la famille était organisée autrement qu'elle l'est à notre époque ; la communauté de biens existait, et par suite la propriété collective ; or si la propriété collective entraîne le droit de succession, c'est-à-dire la

transmission aux proches parents de la fortune d'un des membres de la communauté, il en est tout autrement sous le régime de la propriété individuelle qui existe actuellement.

On dit pour défendre le droit de succession que c'est le testament présumé du défunt, et en outre qu'il serait dur pour des enfants élevés dans le luxe et l'aisance où vivait leur père d'être privés tout à coup de ces privilèges devenus pour eux des nécessités. Stuart Mill répond d'abord que ceci ne peut s'appliquer qu'aux enfants. Evidemment les parents doivent quelque chose à leurs enfants ; leur première obligation est de ne pas les mettre au monde s'ils ne peuvent les entretenir et les élever (Stuart Mill est partisan de la loi de Malthus). Mais d'un autre côté les enfants ne paraissent avoir aucun droit sur les biens de leurs parents : ils n'ont pas travaillé pour les acquérir. Il est inadmissible qu'un père doive laisser ses descendants riches et leur épargner tout effort ; il est au contraire de l'intérêt de la société qu'il ne leur donne rien au delà de leurs besoins, de façon à ce qu'ils ne restent pas oisifs et apportent à l'œuvre de la production universelle la collaboration de leur travail et de leurs efforts.

Pour les collatéraux, Stuart Mill est beaucoup plus tranchant. Ce n'est une obligation pour personne de laisser ses biens à cette sorte de parents ; souvent ceux-ci n'y comptent pas, et en tout cas le *de cuius* n'a aucun devoir à remplir envers eux : il ne devrait donc pas y avoir de succession collatérale. Bentham et d'autres ont déjà proposé qu'à défaut d'héritiers de la ligne ascendante et descendante, la succession fasse retour à l'Etat. D'ailleurs le testa-

ment est là qui permet au propriétaire de laisser soit à son fils s'il en est digne, telle partie de sa fortune qu'il lui plaît, soit à un collatéral, telle somme en récompense de ses soins ou de ses prévenances. Examinant ce droit de tester, le savant économiste anglais estime qu'il y a abus, lorsque le testateur dispose pour plusieurs générations du bien légué, et en cela on ne peut que l'approuver : un simple mortel ne doit pas pouvoir imposer sa volonté pendant plusieurs vies d'hommes. Mais il critique les limitations du droit de tester faites en faveur des enfants (notre réserve), en disant que l'enfant réservataire peut être indigne, et qu'en tout cas il n'a qu'un droit moral à une part de la succession. Stuart Mill reconnaît toutefois que cette limitation a eu beaucoup pour but d'abolir le droit d'aînesse et d'empêcher la concentration dans les mêmes mains de trop grandes richesses : il rend hommage à la justesse de ce point de vue démocratique, mais croit que les moyens employés pour y arriver sont peu judicieux. Par contre il admet qu'il soit défendu à un individu de recevoir par testament au delà d'une certaine limite.

Telle est la théorie de Stuart Mill. Elle contient à notre avis une certaine exagération et un manque de logique : il est impossible en effet de repousser complètement l'hérédité si l'on admet la propriété individuelle. Quoi qu'en dise Stuart Mill le droit de propriété dérive de l'individualité du patrimoine ; dans une communauté il n'y a pas de succession, il n'y a pas de transmission de biens, ceux-ci appartenant au groupe, personne morale.

Aussi, de même que nous admettons dans une certaine mesure la propriété individuelle, nous admettons une hé-

rédition restreinte : l'hérédité *in infinitum* en ligne directe, mais limitée en ligne collatérale aux frères et sœurs et descendants d'eux.

Le droit de succession *ab intestat* est fondé sur deux présomptions qui sont censées exister soit ensemble soit séparément : 1^o présomption d'affection ; 2^o présomption que le patrimoine du défunt provient ou d'un auteur commun à lui et à ses hoirs, ou d'une collaboration commune entre ceux-ci et lui.

Il est naturel et juste que les biens qu'un fils tient de ses parents retournent, au décès sans postérité de ce fils, à ses parents, ou, s'ils sont prédécédés, à leurs autres enfants (frères et sœurs du *de cujus*) à qui ils les eussent laissés si ces biens leur avaient fait retour. Peut-être même cette fraction du patrimoine des parents a-t-elle été acquise par le travail commun des parents et des enfants. Dans ce cas encore n'est-il pas équitable que les survivants de ceux-ci recueillent les biens de leurs frères ou sœurs prédécédés sans postérité et intestats ?

Pour exclure les autres collatéraux, les raisons à fournir sont multiples et sont exposées tout au long par les auteurs des propositions de loi dont nous abordons l'examen.

Nous approuvons en effet ces améliorations à notre régime successoral, tout en faisant remarquer, d'après ce qui a été dit ci-dessus, qu'à notre avis il n'y a pas à fixer de degré extrême au delà duquel on ne succède pas, mais qu'il faut tenir compte seulement de la qualité des héritiers : frères ou sœurs du *de cujus* ou descendants d'eux.

Voici les différentes propositions faites à cet égard dans les vingt dernières années :

1^o Proposition de M. Couturier, abolissant la succession collatérale au delà du 6^e degré (31 mars 1884, annexe n^o 2753).

2^o Proposition de MM. Girard, Maret et Tony Revillon, sur l'établissement de la mutualité nationale par l'hérédité de l'Etat et l'impôt progressif sur les successions. Succession collatérale abolie à partir du 4^e degré (26 juin 1884, annexe n^o 2909).

3^o Proposition de M. Sabatier, 6^e degré (27 avril 1888, annexe n^o 2667).

4^o Proposition de M. St-Ferréol, 4^e degré (24 mai 1888, annexe n^o 2709).

5^o Proposition de M. Peytral, 4^e degré (15 octobre 1888, annexe n^o 3013).

§ 1. — La proposition de M. Giard a des tendances nettement collectivistes. Les auteurs du projet réclament l'intervention de l'Etat, mais à la condition qu'elle ne supprime pas la liberté individuelle : « L'Etat a une double mission à remplir. La première que nul ne lui conteste, mais dont peu de personnes comprennent toute la portée, consiste à faire régner dans la société l'ordre et le droit, c'est-à-dire à édicter des lois aussi conformes à la justice distributive que le permet l'avancement de la culture sociale. La seconde consiste à faire au moyen des ressources élevées proportionnellement sur chacun tout ce qui est indispensable au progrès quand l'initiative privée n'y suffit pas. Il faut abattre toutes les entraves à la liberté s'il en

existe encore ; mais c'est à l'Etat qu'il appartient d'intervenir quand les manifestations de l'intérêt individuel arrivent à être en contradiction avec la mission humaine et civilisatrice de l'économie politique, en amenant l'oppression et la dégradation des classes inférieures (1). » Mais pour remplir cette deuxième partie de son rôle, l'Etat a besoin de ressources considérables, et ces ressources, les auteurs du projet prétendent les trouver en supprimant la succession collatérale à partir du 4^e degré : elles serviraient à établir ce qu'ils appellent *la mutualité nationale*. M. Giard n'est pas partisan de la propriété individuelle et de l'hérédité et il ne cache pas ses préférences pour le collectivisme. Mais il ne veut pas modifier complètement le système actuel qui a des racines séculaires et trop difficiles à extirper en une seule fois : il admet donc l'héritage direct et même dans une certaine mesure le droit de succession collatérale, mais le limite au quatrième degré.

Au fond, la plupart des propositions de loi que nous avons citées ont le même objet, présentent les mêmes arguments et s'appuient sur les mêmes bases ; elles ne diffèrent que sur le point de savoir à quel degré arrêter la succession collatérale, degré qui varie du huitième au quatrième.

Les auteurs de ces projets admettent d'abord comme principes nécessaires la famille, la propriété individuelle et l'hérédité. Il est assez bizarre qu'avec ces idées premières ils arrivent aux mêmes résultats que ceux qui nient ces institutions traditionnelles : c'est que la force des choses les entraîne, et que sans voir les motifs généraux qui les

(1) E. de Laveleye, *Le socialisme contemporain*, p. 316.

poussent à agir ainsi, ils suppriment de l'organisation actuelle certaines conséquences incompatibles avec les tendances du moment. — Quoi qu'il en soit, c'est *dans l'état actuel* de la société et de la science du droit qu'il s'agit de justifier les propositions de loi, et voici les arguments développés par les réformateurs de la succession collatérale.

La famille, disent-ils, est la base de la société ; elle stimule et régularise le travail, favorise l'épargne ; au point de vue moral, elle comporte d'inappréciables avantages, tant pour la société que pour l'individu. Entre les membres de la famille unis par tant de liens d'affection, d'habitudes, de traditions, l'hérédité est juste et nécessaire. Or les articles 755 et 768 du Code civil, disent les auteurs des propositions ci-dessus, en conférant le droit de succéder aux collatéraux jusqu'au 12^e degré, portent atteinte à ce principe, sitôt que la succession est déférée au delà du 6^e degré, car *la famille* ne s'étend pas au delà de cette limite, déjà large.

Ce qu'on doit entendre par *famille* en effet, c'est le groupe naturellement composé entre individus descendant l'un de l'autre, ou étroitement alliés, et formé par la communauté d'affection et la collaboration dans la vie, groupe procédant de la nature humaine elle-même. Mais à côté, il s'est créé dans toutes les sociétés un autre groupement, *la gens*, né de l'enchaînement des faits sociaux, des phénomènes politiques, et qui, loin d'être immuable, suit l'évolution des peuples, groupement artificiel par conséquent. Or ces deux groupes si distincts ont été souvent confondus, et c'est par suite de cette confusion que l'on a reproché à ceux qui voulaient réduire la succession collatérale, de porter at-

teinte au principe sacré de la famille. Bien au contraire, ces réformateurs veulent garder intact le noyau indissoluble qui forme la vraie famille.

Celle-ci a évolué : au début la famille (le père, la mère, l'enfant) se constitue naturellement ; trop faible, cette famille s'unit à d'autres pour former la *gens*, dans laquelle l'intérêt particulier de chacun est sacrifié à l'intérêt commun. Puis apparaît la cité, — formée de plusieurs *gentes* qui y conservèrent longtemps une certaine autonomie, — et le droit de l'Etat. Enfin, avec le principe de l'égalité de tous les hommes, naît le droit de l'individu. La *gens*, la vieille famille féodale a vécu ; il ne reste plus que la famille naturelle, le foyer, qui ne se soutient que par l'épargne et le travail. « Une institution qui est fondée sur des bases aussi solides et qui assure à l'organisation sociale la durée et la stabilité, est éternelle et ne peut être discutée. »

Mais la véritable famille s'arrête au moins au 6^e degré, les collatéraux sont presque des étrangers ; il constituent la *gens* dont le droit est en opposition avec celui de la famille. — Les défenseurs du droit de la famille restent donc très logiques en supprimant dans une certaine mesure la succession collatérale.

§ 2. — Ainsi donc, suivant les époques, trois conceptions juridiques ont été en honneur : droit de la *gens*, droit de l'Etat, droit de l'individu. Quelle est celle admise par le Code civil ? Dans la commission chargée des travaux préparatoires, les trois opinions avaient des représentants.

1. — Chabot de l'Allier est adepte du droit de l'Etat, « la société civile, dit-il, est la seule et véritable source de la propriété » ; et plus loin « la transmission des biens par

succession n'est pas du droit naturel, mais du droit civil ».

— De là la conséquence que l'Etat règlera comme il lui plaira et suivant les convenances actuelles, la transmission de biens entre individus, et s'il consent, sous l'empire de considérations d'utilité générale, à ouvrir aux individus la faculté de disposer de leurs biens, ce sera de sa part un acte gracieux qu'il pourra dès lors subordonner à telles conditions qu'il lui plaira. Ceci admis, il est inutile de justifier les règles de dévolution imposées par la loi ; aussi Chabot se borne-t-il à dire que l'Etat a recherché la volonté présumée du défunt, et a déferé l'hérédité à celui pour lequel le défunt devait être présumé avoir le plus d'affection.

2. — Après Chabot, écoutons Treilhard. Il arrive à la même conclusion, mais en partant d'un autre principe ; il tient pour le droit de l'individu. Suivant lui, la loi supplée au silence de l'homme et doit, pour ce faire, se pénétrer de toutes ses affections légitimes et naturelles. « On dispose pour tous ceux qui meurent sans avoir disposé. La loi présume qu'ils n'ont eu d'autre volonté que la sienne. Elle doit donc prononcer comme eût prononcé le défunt lui-même, au dernier moment de sa vie, s'il eût pu ou s'il eût voulu s'expliquer. » Voilà assurément une doctrine tout autre que celle de Chabot. Ce n'est pas en vertu d'un acte gracieux et bienveillant du législateur que les biens sont dévolus suivant les affections du *de cuius*. La source du droit de transmettre est évidemment pour Treilhard, non dans la société et la loi civile, mais dans *l'individu* et la loi naturelle. Pour lui, le législateur est lié, et pour donner plus de force à cette affirmation de principe, il ajoute

aux paroles qui précèdent : « Tel est l'esprit dans lequel doit être méditée une bonne loi sur cette matière. Que chacun descende dans son propre cœur, il y trouvera gravé en caractères ineffaçables le véritable ordre de succession. »

C'est la vérité selon nous. Mais alors comment se fait-il que la succession légitime s'étende jusqu'aux collatéraux du douzième degré qui nous sont la plupart du temps parfaitement indifférents, tandis que l'enfant naturel, le conjoint, sont écartés et ne viennent qu'avant l'Etat ? Ceci vient évidemment de l'influence du troisième principe : la copropriété familiale, le droit de la *gens* : le Code a été inspiré à la fois par les deux principes et contient des traces, des conséquences de chacun d'eux, d'où le manque d'unité, ce qui lui a souvent été reproché. Chaque fois que Treilhard, dans son rapport, est obligé d'adhérer à ses solutions tirées du droit ancien, il le fait sans conviction, et l'on voit que c'est à contre-cœur qu'il les laisse passer : chacun des rapporteurs est obligé d'admettre des solutions dictées par les trois principes : de là, des défauts d'unité, de logique, qu'il est du devoir du législateur actuel de faire disparaître le plus tôt possible.

3. — Enfin le rapport du tribun Siméon au corps législatif proclame tour à tour les trois principes. On lit en effet dans ce rapport : « C'est pour être libre de sa personne, et maître de sa chose, que l'homme s'est mis en société, si toutefois, il n'y naquit pas originairement. » C'est revendiquer énergiquement le droit permanent de l'individu, en face de la société dont la légitimité n'est ainsi reconnue que si elle assure à la personne humaine sa

liberté et la libre disposition de ses biens. Plus loin : « Aussitôt que nous mourons, tous les liens qui tenaient nos propriétés dans notre dépendance se rompent : la loi seule peut les renouer. Sans elle les biens destitués de leur maître seraient au premier occupant. La succession est donc une institution civile, par laquelle la loi transmet à un propriétaire nouveau. » Le droit de l'Etat est ici aussi énergiquement affirmé que tout à l'heure le droit de l'individu. Il en est de même pour la copropriété familiale : « La succession est une espèce de continuation du domaine du défunt en faveur de ses proches : elle opère une moindre mutation de propriété que les donations entre vifs ou testamentaires ou les obligations ».

De tout ceci il résulte que les législateurs du Code civil ont oscillé entre les trois principes, faisant à l'un et à l'autre des concessions ; mais le plus souvent ils affirment le droit de l'individu, du moins ils déclarent unanimement s'en rapporter à sa volonté présumée.

4. — Portalis est absolument du même avis que Chabot : « Le droit de propriété finit avec la mort du propriétaire ; que deviendront les biens rendus vacants par son décès ; ils ne peuvent être abandonnés ; il y a de puissants motifs de convenance et d'équité de les laisser à la famille du propriétaire ; mais à parler exactement, aucun membre de cette famille ne peut les réclamer à titre rigoureux de propriétaire. On ne voit d'abord d'autre droit proprement dit que le droit de l'Etat ; mais que l'on ne s'y méprenne point ; ce droit n'est pas un droit d'hérédité, c'est un simple droit d'admission et de gouverne-

ment. » C'est donc par faveur de la loi que la famille hérite, et, suivant Portalis, si des circonstances viennent déplacer l'axe des intérêts publics, le législateur n'hésiterait pas à retirer son droit à la famille : la loi peut lui retirer ce qu'elle lui a donné. Tronchet était partisan du même système, mais il prétendait que la loi civile devait prendre ses bases dans le droit naturel. Portalis au contraire, la regarde comme absolument libre ; il était sur ce point du même avis qu'un auteur contemporain M. de Laboulaye qui écrit dans son *Histoire du droit de propriété*, tout au début : « La détention du sol est un fait que la force seule fait respecter, jusqu'à ce que la société prenne en main et consacre la cause du détenteur ; alors sous l'empire de cette garantie sociale, le fait devient un droit : ce droit, c'est la propriété... Le droit de propriété est une création sociale : les lois ne protègent pas seulement la propriété, ce sont elles qui la font naître, qui la déterminent, qui lui donnent le rang et l'étendue qu'elle occupe dans les droits du citoyen. » Et en note : « Ce droit de propriété est de même que le droit tout entier, de création sociale. L'appropriation du sol est sans doute un de ces faits contemporains de la première société, que la science est obligée d'admettre comme point de départ, et qu'elle ne peut discuter sans courir le danger de mettre la société elle-même en question : mais les droits que confère cette détention du sol, soit dans l'ordre politique, soit dans l'ordre de la famille, ne sont point des droits absolus, des droits naturels, antérieurs à la société ; ce sont des droits sociaux qui varient suivant les différents besoins de la grande famille humaine. Aussi ces graves questions sur

le point de savoir si le droit de succession, l'hérédité, le testament sont ou non de droit naturel ou de droit des gens, n'existent pas pour nous, qui n'admettons point de droit naturel, non plus que d'état naturel préexistant à l'état social... l'homme n'existe que par et pour la société. La société est nécessaire ; toutes les fois qu'elle change de moyens, qu'elle déplace l'héritage ou les privilèges attachés au sol, elle est dans son droit, et nul n'y peut trouver à redire, car elle est la source et l'origine de tout droit. »

Cette théorie nous paraît erronée. Portalis ne prouve pas qu'il n'y a pas de droit naturel, pas d'état naturel préexistant à l'état social. C'est en effet impossible, car il est de toute évidence que l'individu s'est, par l'occupation, appropriée une certaine partie du sol, bien avant d'être en société, avant même de faire partie d'un groupe, avant même d'avoir fondé une famille : c'est la première idée de l'homme, le premier besoin que son instinct le pousse à satisfaire, de dire de ce qui lui est nécessaire, et qu'il a sous la main, *ceci est à moi*, et de le défendre contre les entreprises de ses congénères. Il y a donc un droit naturel : ce droit naturel est que chacun a droit à ce qu'il possède, du moins pendant sa vie : quant au droit de disposer de ces biens après sa mort, c'est une autre face de la question : de ce que chacun a un droit exclusif absolu, indiscutable, formé par la force même des choses, naturel en un mot, aux biens qu'il a acquis par son travail, il ne s'ensuit pas qu'il ait le droit de les transmettre à qui bon lui semble à sa mort : cette transmission, dont les règles ont été posées par la société, peut être modifiée par celle-ci

suivant les circonstances. Si nous ne sommes par partisan de la théorie de Portalis et de Laboulaye, fondée sur la toute puissance du droit, tirant sa seule force de lui-même, nous admettons au contraire celle de Tronchet, basant le droit civil sur le droit naturel. D'après Laboulaye, la société aurait donc le droit de dépouiller un citoyen, de lui enlever ce qu'il a amassé à force de peines, et cela parce que tel est son bon plaisir : c'est une conséquence logique de sa théorie : si l'Etat est tout puissant, il peut faire cela ; or qui l'admettra jamais !

§ 3. — Nous disions plus haut, que, en théorie, la société pouvait modifier à son gré l'ordre des successions... en théorie, car dans l'état actuel de la société, j'ai montré que c'était fort difficile. L'hérédité est en effet un attribut essentiel de la famille ; c'est la solidarité de ses membres à travers les temps. Mais ce principe reçoit suivant les époques et le degré de civilisation une application plus ou moins étendue. Autrefois les privilèges et les honneurs se transmettaient de générations en générations comme aussi les fautes et les tares : cette compréhension de la famille s'est restreinte avec le progrès : l'individualité y a pénétré et son patrimoine peut être modifié sans qu'elle disparaisse. De sorte que l'Etat peut actuellement sinon modifier l'ordre des successions du moins le réduire, et c'est une tentative de ce genre qu'il essaie en proposant la limitation au 6^e degré de la succession collatérale.

Faire cette réduction, ce n'est pas aller contre le Code civil. Siméon disait en effet pour expliquer la limitation au douzième degré de la succession collatérale : « Après le douzième degré on est si éloigné de la souche commune,

les sentiments d'affection et de famille sont si usés, que la plupart du temps on ne se connaît pas, et que l'on n'a pas respectivement plus de droits que les autres hommes. » Mais depuis bientôt un siècle, les mœurs se sont transformées ; bien avant le douzième degré, les collatéraux s'ignorent et ce n'est certes pas l'affection présumée du défunt que l'on peut invoquer pour leur faire parvenir les biens de celui-ci.

Il faut mettre le Code en harmonie avec la civilisation actuelle, et les raisons sont majeures qui militent en faveur de cette limitation de la succession collatérale :

§ 4. — D'abord cette résolution aurait l'avantage de forcer les individus à faire leur testament : beaucoup en effet plutôt que de voir leurs biens aller à l'Etat préféreraient en disposer à leur gré au profit de telle ou telle personne : il est intéressant en effet pour la moralité publique que le nombre des successions testamentaires aillent en s'accroissant, et celui des successions *ab intestat* en diminuant : celui qui a été choisi par un individu pour être propriétaire des biens que ce dernier a eu tant de peine et a mis tant de temps à acquérir, en est évidemment digne, car c'est une marque de confiance que lui donne là le défunt, tandis que souvent lorsque le propriétaire laisse ses biens aller à qui pourra, sans s'en inquiéter, c'est qu'il s'intéresse bien peu à ses successeurs, par la raison que ceux-ci ne le méritent peut-être pas. La réduction de la succession collatérale qui développerait dans une large mesure l'habitude de tester est donc un bien.

L'on verrait en outre disparaître ces successions inattendues dont l'effet ne peut être que pernicieux en don-

nant l'exemple de richesse acquise sans travail, comme à la loterie, et en faisant passer d'une modeste aisance à une grande fortune, des gens qui ne s'y attendaient pas et en abuseront. Par là même disparaîtront ces procès en nullité de testaments et autres soulevés par des agences ou des individus interlopes, dont le métier est de rechercher des héritiers pour les successions en souffrance.

Enfin, et en ce moment de difficultés budgétaires, le point n'est pas à dédaigner, cette réduction ferait profiter le Trésor d'un nombre assez considérable de millions.

Un courant d'opinion s'est d'ailleurs formé en ce sens, et depuis longtemps déjà : ainsi Laurent (*Principes de droit civil*, t. 8, p. 563), écrit : « Nous avons à faire un reproche aux auteurs du Code civil, c'est d'avoir donné une trop grande extension à la notion de la famille. On succède jusqu'au douzième degré. Des parents aussi éloignés sont toujours des parents inconnus... A notre avis la succession collatérale ne devrait pas s'étendre au delà des cousins germains. » Qu'est-ce donc maintenant que ce lien familial s'est encore plus relâché avec les progrès de la civilisation, la multiplicité des voies de communication, le goût des voyages, etc... !

Mais ce n'est pas à ces seules considérations que se sont arrêtés les auteurs des propositions nouvelles : ils ont en outre fait valoir à l'appui de leurs timides réformes les raisons que nous avons exposées au début de cette étude en faveur des théories collectivistes.

A notre époque, disent-ils, la solidarité familiale est remplacée par la solidarité humaine ; la collectivité s'intéresse aux actes de chaque individu et tous ont aussi bien

droit aux biens de celui qui meurt que tel ou tel parent très éloigné que le *de cujus* n'a jamais vu. Chaque jour l'individu exige de l'Etat une plus grande somme de services : n'est-il pas tenu en conséquence envers l'Etat de devoirs d'autant plus étroits que celui-ci lui est plus utile ?

Ne doit-on pas invoquer aussi en faveur du droit de la société les idées de solidarité que nous avons développées plus haut, et qui prouvent que l'homme actuel est le résumé des efforts de vingt siècles, et profite de l'expérience et des efforts de cent générations ?

Cette pensée est éloquemment développée par Sébastien Faure (1), — et par un auteur de tendances toutes diffé-

(1) *La douleur universelle*, p. 130 et suivantes : « Pour tous ceux qui ont étudié l'histoire des sociétés humaines, qui, conséquemment, savent que les admirables progrès réalisés sont dus à l'enchaînement ininterrompu des opiniâtres travaux de toutes les générations qui depuis des milliers d'années ont précédé la nôtre. c'est un spectacle étrange que celui des formes économiques du monde moderne.

Le sol a été défriché, remué, labouré, travaillé, enrichi par des millions de bras ; les arbres ont été plantés par des générations disparues ; des races éteintes ont éclairci les forêts et y ont frayé des sentiers ; des populations innombrables de travailleurs sont descendues, intrépides, dans les profondeurs de la planète et pour doter l'humanité des richesses qu'elle contient y ont enfoui leurs sueurs, leur sang et même leurs os. Ce sont les efforts combinés d'une foule d'individus qui ont multiplié les voies de communication et les moyens de transport ; chaque fraction du gigantesque outillage mécanique que mettent en mouvement les forces multiples de la nature et de la science appliquée synthétise des siècles de recherches, d'observations, d'expériences, d'essais, de découvertes successives, de perfectionnements additionnés.

Et toutes ces richesses, fruits incontestables du travail du genre humain tout entier sont accaparées par une poignée d'individus, qui, par la violence et la ruse, ont réussi à déposséder la masse du patrimoine commun : voilà ce que j'appelle l'iniquité économique.

Mais ce n'est pas seulement l'œuvre du passé qui, enfantée par tous, devrait profiter à tous ; c'est aussi celle du présent. Car pour que l'avoir social se maintienne, *a fortiori* pour qu'il se développe, le concours de tous est indispensable : celui du paysan comme celui de l'ouvrier, celui du penseur comme celui du manœuvre, celui du savant comme celui de l'artiste : et il

rentes, M. Fouillée : « Toute propriété, au point de vue philosophique, dit cet auteur, a en quelque sorte deux pôles : elle est en partie individuelle et en partie sociale. »

Dans ces conditions, c'est pour chaque individu une obligation morale de rendre à la collectivité une partie de ce qu'elle lui a donné : d'assister ses membres, d'assurer l'éducation de ses enfants, de participer au soulagement de ses malades, etc... Pour suffire à ces obligations multiples, l'Etat n'a guère d'autre ressource que l'impôt, souvent si déprimant. Ne serait-il pas souhaitable que sa mission lui fût rendue facile à remplir par la générosité des individus, générosité présumée à défaut de testament et de parents véritables ? Ce n'est certes pas la conclusion que tire de ces considérations M. Sébastien Faure que nous venons de citer : mais nous ne traitons ici que des réformes à apporter au régime successoral dans l'*état actuel* de la société, et celles qu'il propose n'en laisse rien subsister.

En résumé, la suppression de la parenté collatérale est juste et utile ; c'est un moyen efficace pour le développe-

existe une telle et si réciproque pénétration de tous les labeurs que nul ne saurait se passer de la collaboration d'autrui ; que toutes les manifestations de l'activité individuelle ne sont en réalité que des faits collectifs issus du passé et du présent ; qu'il est rationnellement impossible de déterminer dans l'effort commun, la part de chacun, et non moins impossible d'évaluer la part légitime de l'individu dans la production sociale...

En sorte que dans cet immense tout qui embrasse toutes les branches de l'activité universelle, personne ne peut légitimement prétendre à la possession exclusive de quoi que ce soit, ce « quoi que ce soit » étant au fond le produit d'une foule innombrable de collaborateurs aussi indispensables les uns que les autres.

... Au point de vue qui nous occupe, cause de la douleur universelle, les conséquences de cette confiscation qu'on appelle *la propriété individuelle* sont innombrables... »

ment de la propriété collective, que nous regardons comme un remède au mal social, et en conséquence nous ne pouvons que désirer que cette réforme si équitable et si souvent réclamée soit appliquée au plus tôt.

Vu :

Le Président de la thèse,

ANDRÉ WEISS.

Vu :

Le Doyen,

E. GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

DROIT ROMAIN

Pages

CHAPITRE I. — Introduction	1
CHAPITRE II. — Définition des <i>bona vacantia</i> , <i>caduca</i> , <i>ereptoria</i> , successions en déshérence	4
§ 1. — <i>Caduca</i>	4
§ 2. — <i>Ereptoria</i>	7
CHAPITRE III. — Successions en déshérence	8
§ 1. — Historique	8
§ 2. — Ouverture du droit de l'État	9
§ 3. — Droits de l'État	13
§ 4. — Ses obligations	13
§ 5. — Exceptions au droit de déshérence	14
§ 6. — Attribution et incorporation des successions appréhendées par le fisc	15

DEUXIÈME PARTIE

ANCIEN DROIT

CHAPITRE I. — Introduction	19
§ 1. — Les impôts romains ont-ils été conservés par les rois francs ?	19
§ 2. — Les causes de la féodalité	22
A. Immunités	23
B. Délégations d'impôts	24
§ 3. — « Fief et justice n'ont rien de commun »	26
§ 4. — Renaissance du pouvoir royal	30
CHAPITRE II. — Caractères du droit de déshérence	33

CHAPITRE III. — A qui appartiennent les successions abandonnées ?	37
§ 1. — En général au seigneur justicier	37
§ 2. — Exceptions à cette règle	38
§ 3. — La succession mobilière appartient-elle au seigneur justicier du domicile ou à celui de la situation des meubles ? Controverse	41
CHAPITRE IV. — Quand y a-t-il lieu à déshérence ?	47
§ 1. — Faut-il qu'il y ait défaillance de parents dans les deux lignes, paternelle et maternelle ?	47
§ 2. — Le degré de parenté est-il indifférent ?	50
§ 3. — Preuve de la parenté.	51
§ 4. — Le conjoint exclut-il le seigneur ?	55
CHAPITRE V. — Droits et obligations du seigneur qui recueille une déshérence	59
§ 1. — Ses droits	59
§ 2. — Ses obligations	60
CHAPITRE VI. — Incorporation et administration.	64
CHAPITRE VII. — Déshérences spéciales.	72
§ 1. — Déshérence à la suite de la renonciation des héritiers appelés	72
§ 2. — Déshérence par suite de l'incapacité de transmettre du <i>de cujus</i>	76
§ 3. — Questions spéciales.	77
1. Effets des donations universelles faites au préjudice du fisc	77
2. Prescriptions à l'encontre du fisc.	78

TROISIÈME PARTIE

DROIT INTERMÉDIAIRE

A bolition du régime féodal et des privilèges seigneuriaux. — Attribution des déshérences à la nation	79
---	----

QUATRIÈME PARTIE

DROIT ACTUEL

CHAPITRE I. — Textes	83
-----------------------------	----

CHAPITRE II. — Caractères et fondement du droit de déshérence	85
CHAPITRE III. — Distinction de la déshérence et de la vacance	87
§ 1. — Différents aspects sous lesquels peut se présenter une succession	87
2. — Système de Toullier	87
A. Sa réfutation par Chabot; et réfutation du système de Chabot.	88
B. Sa réfutation par Aubry et Rau.	90
§ 3. — Système de Marcadé. Réfutation. Principes faux posés par diverses circulaires administratives.	94
4. — Système de la jurisprudence.	98
5. — La renonciation de <i>tous</i> les héritiers est-elle nécessaire pour qu'il y ait déshérence	99
CHAPITRE IV. — Ouverture du droit de l'Etat.	101
§ 1. — Héritiers préférables	101
§ 2. — Cas spéciaux de déshérence.	103
§ 3. — Exceptions au droit de déshérence particulièrement en faveur des hospices	109
§ 4. — Droit de l'Etat sur la succession d'un étranger, en France.	118
§ 5. — Droit de l'Etat sur certaines successions qu'il n'est pas appelé à recueillir.	120
CHAPITRE V. — Droits de l'Etat	122
§ 1. — Est-il, ou non, <i>héritier</i> ?	122
§ 2. — Est-il, ou non, <i>propriétaire</i> ?	128
1. Solution de la question	128
2. Réfutation de Toullier et autres	129
3. Examen de la jurisprudence.	132
4. L'Etat a-t-il une propriété incommutable?	133
§ 3. — Actes faits par l'Etat héritier apparent	134
1. Application de la solution adoptée :	137
1 ^o aux fruits	137
2 ^o aux dégradations.	141
3 ^o aux actes d'administration et de disposition	142
2. Dépenses faites par l'Etat. Frais de régie.	147
3. Prescription de l'action en pétition d'hérédité.	148
CHAPITRE VI. — Obligations de l'Etat	151

CHAPITRE VII. — Eviction de l'Etat	153
§ 1. — Par des héritiers qui se sont abstenus.	153
§ 2. — Par des héritiers renonçants	154
1. L'Etat mis en possession fait-il obstacle au droit de ces héritiers ?	154
2. Peuvent-ils accepter à nouveau la succession restée vacante ?	156
CHAPITRE VIII. — Formalités à remplir par l'Etat	160
§ 1. — Généralités.	160
§ 2. — Requête.	161
§ 3. — Jugement d'avant faire droit.	165
§ 4. — Jugement d'envoi en possession définitive	167
CHAPITRE IX. — Gestion du Domaine	168
1. Procédure de mise en possession.	168
2. Administration provisoire	168
3. Administration définitive.	169
4. Restitution éventuelle aux héritiers.	172

CINQUIÈME PARTIE

LE DROIT DE DÉSHÉRENCE AU POINT DE VUE SOCIAL ET ÉCONOMIQUE.

CHAPITRE I. — Tendances à étendre le droit de l'Etat. Examen du collectivisme.	175
§ 1. — Différentes théories de la propriété.	177
§ 2. — Équité du collectivisme en théorie :	179
1. Arguments philosophiques.	179
2. Arguments historiques	182
§ 3. — Le collectivisme en pratique : difficulté de son application.	186
§ 4. — Théorie de l'hérédité d'après le collectivisme	188
CHAPITRE II. — Propositions de loi pour la suppression partielle de la successibilité collatérale. Opinion de Stuart Mill à cet égard.	191
§ 1. — Arguments présentés pour la défense de ces propositions. L'hérédité ne doit exister qu'en faveur de la famille. Evolution de cette idée : droit de la <i>gens</i> , de l'Etat, de l'individu.	195
§ 2. — Opinion des rédacteurs du Code civil sur ce sujet :	198
1. Chabot.	198

2. Treilhard	199
3. Siméon.	200
4. Portalis. Réfutation de la théorie de ce dernier.	201
§ 3. — Comment se justifie cette restriction de successibilité?	204
§ 4. Avantages qu'elle présente.	205

